

Bulletin du Statec n°3-2010

Sommaire

La balance courante du Luxembourg en 2009

A. Résumé	119
B. Principales évolutions en 2009	121
C. Tableaux statistiques	153

Table des matières

La balance courante du Luxembourg en 2009*

A. Résumé	119
B. Principales évolutions en 2009	121
1. Chute brutale des échanges extérieurs de biens	121
2. Services financiers en proie à la crise économique et financière	127
3. Le secteur des grandes entreprises actives dans le domaine informatique et de l'information n'est guère touché par la crise	133
4. Autres services (hors services financiers et balance des paiements technologiques) : fort recul des services de transport et des autres services aux entreprises	138
5. Dégradation persistante du solde des revenus du travail	145
6. Amélioration du déficit du revenu des investissements	146
7. Nette résorption du déficit des transferts courants	150
8. Déficit du compte de capital et capacité de financement structurelle	152
C. Tableaux statistiques	153

* Bulletin réalisé par Nico WEYER (coordination), Laurent BLEY, Chantal HAAS, Jeff SCHMITT et Guy SCHUSTER
Manuscrit clôturé vers la mi-mai 2010

2007 à 2009 : chiffres provisoires

A. Résumé

La balance courante du Luxembourg laisse en 2009 un surplus de 2.1 milliards d'euros, un solde sensiblement identique à celui dégagé une année auparavant et qui représente environ 5.6% du PIB, ce qui correspond à une toute légère progression par rapport à 2008. Sur la période de 1995 à 2007, ce pourcentage s'élève en moyenne à plus de 10% et oscille entre 8.1% et 13.2%.

Des évolutions particulièrement contrastées au niveau des différents soldes partiels ont été constatées en 2009. Dans un contexte de chute spectaculaire et brutale du commerce mondial, les échanges extérieurs de biens et services du Luxembourg affichent une rétraction particulièrement importante. Par rapport à 2008, le commerce de biens chute de 23% en valeur pour les exportations, respectivement de 25% pour les importations, alors qu'au niveau des échanges internationaux de services, on note une diminution de 9% du côté des recettes et de 8% du côté des dépenses.

Pour ce qui est des opérations sur biens, les termes de l'échange n'ont guère évolué pour 2009, alors que le recul des exportations ainsi que des importations est imputable tant à des effets de volume qu'à un effet prix (métaux, matières premières et lubrifiants notamment).

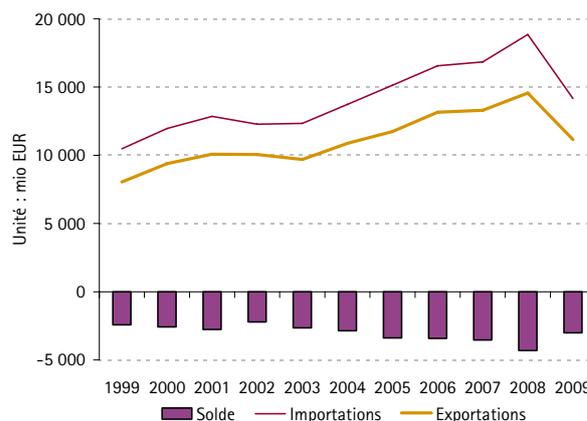
Toutefois, comme la balance commerciale du Luxembourg affiche structurellement un solde négatif (avec un taux de couverture – rapportant les exportations aux importations – nettement inférieur à l'unité), le recul similaire en termes relatifs des expéditions et arrivées a comme corollaire une résorption du déficit,

qui passe de 4.3 milliards d'euros en 2008 à 3 milliards en 2009. En faisant abstraction des opérations sur or non-monnaire et de l'avitaillement, la diminution du déficit des biens se limite en 2009 à quelque 900 millions d'euros.

A la fin de l'année 2009, certains signes de reprise apparaissent, avec notamment la fin progressive du processus de déstockage et la remontée de l'utilisation des capacités de production au plan national.

Les échanges internationaux de services connaissent – dans une moindre mesure que les biens – également un tassement de leur activité en 2009. Cependant, à l'opposé des biens, ce ralentissement a comme conséquence un repli de l'excédent de la balance des services qui régresse de 2.4 milliards d'euros entre 2008 et 2009.

Graphique 1 : Echanges de biens 1999–2009



Source: BCL, STATEC

Tableau 1: La balance des paiements en 2009

Libellé	2008			2009			2009/08
	Net	Crédit	Débit	Net	Crédit	Débit	
	Unité: mio EUR						en %
Opérations courantes	2 100	160 396	158 265	2 130	-22	-22	
Biens	-4 301	11 154	14 168	-3 014	-23	-25	
Services	20 352	43 837	25 841	17 996	-9	-8	
Services financiers	15 047	26 596	13 373	13 223	-12	-12	
Services autres que financiers	5 305	17 241	12 469	4 772	-5	-3	
Rémunération des salariés	-6 141	1 222	7 500	-6 279	6	3	
Revenu des investissements	-5 968	99 309	104 856	-5 547	-27	-26	
Transferts courants	-1 843	4 874	5 900	-1 026	-2	-13	

Source: BCL, STATEC

Ce sont les services financiers qui, sur l'ensemble de l'année 2009, ont le plus souffert avec une réduction de presque 12% tant pour les exportations que pour les importations, entraînant un repli de leur excédent, qui revient à 13.2 milliards d'euros en 2009, contre 15 milliards une année auparavant.

Les exportations de services autres que financiers n'ont régressé que de 5.3% par rapport à 2008. Dès lors, leur part relative dans le total des exportations de services passe de 37.6% en 2008 à 39.3% en 2009. La chute du commerce international de biens a des conséquences négatives pour le transport international de marchandises et le négoce international, dont les surplus structurels ont connu un recul important. Par contre, le ralentissement économique n'a guère affecté le volume des transactions effectuées par les entreprises résidentes actives dans le commerce électronique, alors que les exportations de services d'assurance-vie ont même connu une augmentation impressionnante.

Cependant, sur une base intra-annuelle, force est de noter que les services financiers connaissent tout particulièrement en fin d'année 2009 une timide amélioration, qui ne s'observe pas pour les exportations de services autres que financiers.

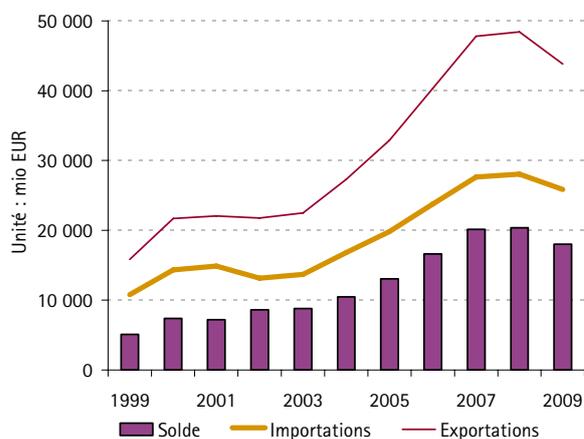
Les revenus nets de facteurs du Luxembourg avec le reste du monde dégagent en 2009 un déficit de 11.8 milliards d'euros, ce qui représente une légère résorption du solde négatif de presque 0.3 milliard par rapport à 2008. La dégradation du déficit structurel dégagé par la rémunération des salariés (qui passe de 6.1 milliards d'euros en 2008 à 6.3 milliards en 2009) ralentit fortement par rapport aux évolutions des années précédentes, notamment en raison de la quasi-stagnation de l'emploi salarié frontalier moyen en 2009. Notamment sous l'influence de la diminution des taux d'intérêt, les flux bruts du revenu des investissements diminuent fortement. Par ailleurs, un changement méthodologique intervenu dans la compilation des revenus des investissements de portefeuille – plus amplement commenté dans la partie y relative de ce bulletin – est pour partie à la base d'évolutions divergentes au niveau des différentes sous-composantes du revenu des investissements qui connaît en 2009 une réduction totale de son déficit de quelque 0.4 milliard d'euros par rapport à 2008.

La résorption en 2009 du déficit des transferts courants de plus de 800 millions d'euros, revenant de 1.8 milliard d'euros en 2008 à 1 milliard en 2009, provient

de la baisse des transferts nets effectués par la Banque Centrale du Luxembourg (BCL) à la Banque centrale européenne (BCE) au titre de réallocation du revenu monétaire, faisant plus qu'éponger les indemnités versées à des investisseurs non-résidents par l'Association pour la garantie des dépôts Luxembourg (AGDL) dans le cadre de l'insolvabilité de différents établissements de crédit luxembourgeois.

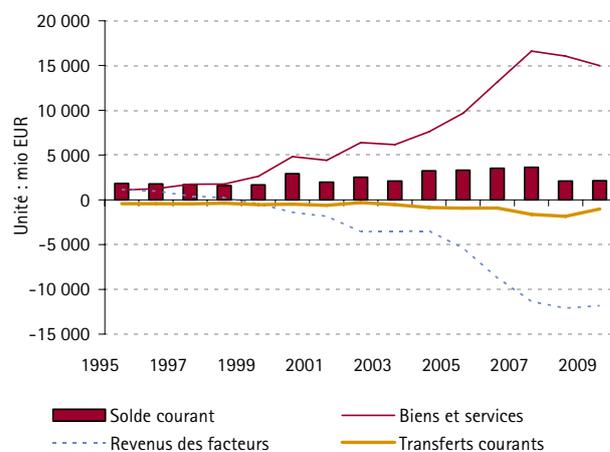
En dépit du ralentissement économique, le solde positif des opérations sur produits avec le reste du monde (exportations nettes de biens et services) – dégagé exclusivement par les échanges internationaux de services – fait plus que compenser le déficit extérieur occasionné par la rémunération des facteurs de production (travail et capital), de sorte que la balance courante continue à dégager un excédent.

Graphique 2 : Echanges de services 1999-2009



Source: BCL, STATEC

Graphique 3 : Soldes partiels de la balance courante du Luxembourg 1995-2009



Source: BCL, STATEC

B. Principales évolutions en 2009

1. Chute brutale des échanges extérieurs de biens

La balance commerciale est structurellement déficitaire au Luxembourg, ce qui est surtout lié à la taille restreinte de l'économie luxembourgeoise, qui la rend plus dépendante des approvisionnements en provenance de l'étranger, notamment en produits énergétiques, biens d'équipement et biens de consommation.

Entre 1998 et 2008, le déficit commercial issu de la balance des paiements s'est aggravé de 7.6% en moyenne par année. Cette évolution contraste avec celle de 2009 où le solde de la balance commerciale s'apprécie de plus de 1.3 milliard d'euros, notamment sous l'effet d'une contraction sensible tant des exportations (23%) que des importations (25%). En raison du déficit structurel de la balance commerciale au Luxembourg, la baisse similaire en termes relatifs des exportations et des importations entraîne une amélioration du solde.

Le recul des opérations sur biens s'observe également chez nos principaux partenaires commerciaux. Ainsi, en 2009 par exemple, les échanges extérieurs de marchandises de la zone euro, prise dans son ensemble, ont connu une baisse de 18% pour les expéditions et de 22% pour les arrivées.

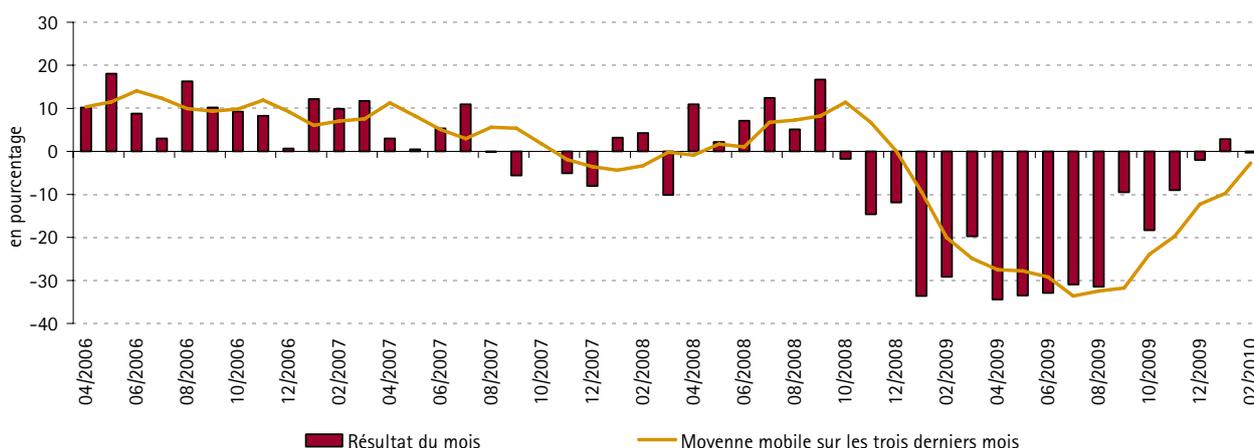
Au Luxembourg, le solde commercial hors produits minéraux et énergétiques – et en faisant abstraction de l'avitaillement et des opérations sur or non-monnaire – reste relativement stable en 2009 en ne se dépréciant que de 1% par rapport à 2008. Cependant, c'est au niveau des flux que le dévissage est brutal. Les échanges de biens hors produits minéraux et énergétiques chutent en valeur de 23.5% et 20.5% respectivement pour les exportations et les importations. Plus de deux tiers de la baisse des exportations et 45% de celle des importations proviennent de l'effondrement des échanges de «métaux communs et ouvrages en ces matières» (-43% pour les exportations et -44% pour les importations), sous l'effet conjugué du recul des prix et volumes dû à la chute fulgurante de la demande d'acier au niveau mondial.

Tableau 2 : Balance commerciale du Luxembourg

	Unité : mio EUR				Variation (en %)		
	2002	2007	2008	2009	2009/02	2008/07	2009/08
Exportations de biens (concept BDP)	10 058	13 302	14 552	11 154	1.5	9.4	-23.3
Exportations de biens (hors prov. de bord et or non-monnaire)	8 877	11 547	11 755	8 884	-	1.8	-24.4
dont métaux communs et ouvrages en ces matières	2 450	4 041	4 422	2 545	0.5	9.4	-42.5
Importations de biens (concept BDP)	12 278	16 837	18 853	14 168	2.1	12.0	-24.9
Importations de biens (hors prov. de bord et or non-monnaire)	11 782	15 843	16 875	13 035	1.5	6.5	-22.8
dont produits minéraux et énergétiques	1 077	2 195	2 736	1 731	7.0	24.6	-36.7
dont métaux communs et ouvrages en ces matières	1 796	2 771	3 093	1 744	-0.4	11.6	-43.6
dont matériel de transport	1 989	2 625	2 701	1 971	-0.1	2.9	-27.0
Solde commercial (concept BDP)	-2 220	-3 535	-4 301	-3 014	4.5	21.6	-29.9
Solde commercial (hors prov. de bord et or non-monnaire)	-2 905	-4 295	-5 120	-4 151	5.2	19.2	-18.9
hors produits minéraux et énergétiques	-1 945	-2 279	-2 569	-2 598	4.2	12.7	1.1

Source: BCL, STATEC

Graphique 4 : Exportations de biens (hors avitaillement et or non-monnaire) – variation en pourcentage par rapport à la période correspondante de l'année précédente



Source: BCL, STATEC

Alors qu'en 2008, l'évolution des prix pétroliers explique en grande partie la hausse en valeur des arrivées en produits énergétiques, la baisse en valeur constatée en 2009 est non seulement liée à une diminution des prix, mais également à un rétrécissement des volumes, en raison du ralentissement de l'activité de production industrielle et des besoins énergétiques qui en découlent. Malgré la baisse récente, les importations en biens énergétiques ont progressé de 7% en moyenne par année depuis 2002 (ce qui représente le taux de croissance le plus élevé parmi les principaux postes de biens) ; leur poids dans le total des importations a augmenté de plus de 4 points de pourcentage : il est passé de 8.8% en 2002 à 13% en 2009.

Les arrivées de matériel de transport diminuent de quelque 27% en 2009, ce qui correspond à environ un quart de la baisse totale des importations de biens (hors produits énergétiques). La chute s'explique par des effets de déstockage (dus à la crise économique), mais aussi par des importations à caractère exceptionnel qui n'ont pas eu lieu en 2009, comme l'achat de satellite(s) ou d'avion(s) de ligne.

Les résultats mensuels récents du commerce extérieur (hors avitaillement et opérations sur or non-monnaire) semblent confirmer une certaine reprise des échanges de marchandises. Après avoir diminuées fin 2008 et de façon encore plus marquée au cours des trois premiers trimestres de 2009, les exportations de biens reprennent progressivement, tout en restant éloignés des niveaux (en valeur) affichés durant les années précédant la crise.

Tableau 3 : Ventilation géographique de la balance commerciale du Luxembourg

	Part relative (en %)		Taux de croissance (en %)	
	2002	2009	2009/08	2009/02
Exportations de biens (hors avitaillement et or non-monnaire)	100.0	100.0	-24.5	0.1
UE (27 pays)	88.7	83.7	-27.6	-0.7
Zone euro (16 pays)	76.2	73.7	-25.7	-0.4
Pays limitrophes	57.6	58.2	-23.1	0.2
Hors UE	11.3	16.3	-3.4	5.5
Etats-Unis	3.2	3.4	-4.4	1.3
BRIC (Brésil, Russie, Inde & Chine)	1.0	3.2	-15.9	17.9
Chine	0.4	1.5	-13.2	21.4
Russie	0.4	1.2	-27.2	16.0
Importations de biens (hors avitaillement et or non-monnaire)	100.0	100.0	-22.8	1.5
UE (27 pays)	93.0	94.6	-21.9	1.8
Zone euro (16 pays)	87.6	90.3	-21.1	2.0
Pays limitrophes	78.3	78.1	-22.5	1.5
Hors UE	7.0	5.4	-36.1	-2.3
Etat-Unis	3.8	2.1	-32.2	-6.4
Hong Kong	0.2	0.9	30.7	25.7
BRIC (Brésil, Russie, Inde & Chine)	0.3	0.4	-34.9	7.3
Chine	0.2	0.3	-34.6	10.4

Source: BCL, STATEC

Au niveau de la ventilation géographique, les échanges de marchandises (toujours hors avitaillement et or non-monnaire) sont largement concentrés sur le marché de l'Union Européenne (UE), et plus particulièrement sur les trois pays limitrophes du Luxembourg.

La prépondérance des importations en provenance des pays de l'UE a tendance à se renforcer pendant la période sous revue, en passant de 93% en 2002 à près de 95% en 2009, et ce malgré une baisse sensible de près de 22% en 2009. Cette évolution s'explique par une croissance soutenue des arrivées provenant des pays de l'UE non-limitrophes, dont la part relative dans les importations totales progresse de 9.3% en 2002 à plus de 12% en 2009. En matière de produits énergétiques, d'équipement et de consommation, le Luxembourg s'approvisionne principalement chez ses voisins directs, ce qui est une des raisons pour lesquelles les marchandises importées à partir des trois pays limitrophes représentent plus de trois quarts des arrivées totales et que leur part reste plutôt stable dans le temps.

Entre 2002 et 2009, les importations originaires de pays situés en dehors de l'UE se sont rétrécies de plus de 2% en moyenne par année, leur poids étant passé de 7% à 5.4%. Les importations en provenance du premier pays partenaire hors UE du Luxembourg, les Etats-Unis, se sont détériorées encore davantage, avec une chute moyenne annuelle de plus de 6%, correspondant à une perte de 1.7 point de pourcentage en termes de part relative. A l'inverse, d'autres pays notamment asiatiques, comme Hong Kong ou la Chine,

affichent une croissance soutenue entre 2002 et 2009, qui s'élève à respectivement 25.7% et 10.4% en moyenne par année. Les arrivées de Hong Kong sont particulièrement dynamiques et connaissent une progression de plus de 30% entre 2008 et 2009, période de ralentissement général de l'activité commerciale mondiale.

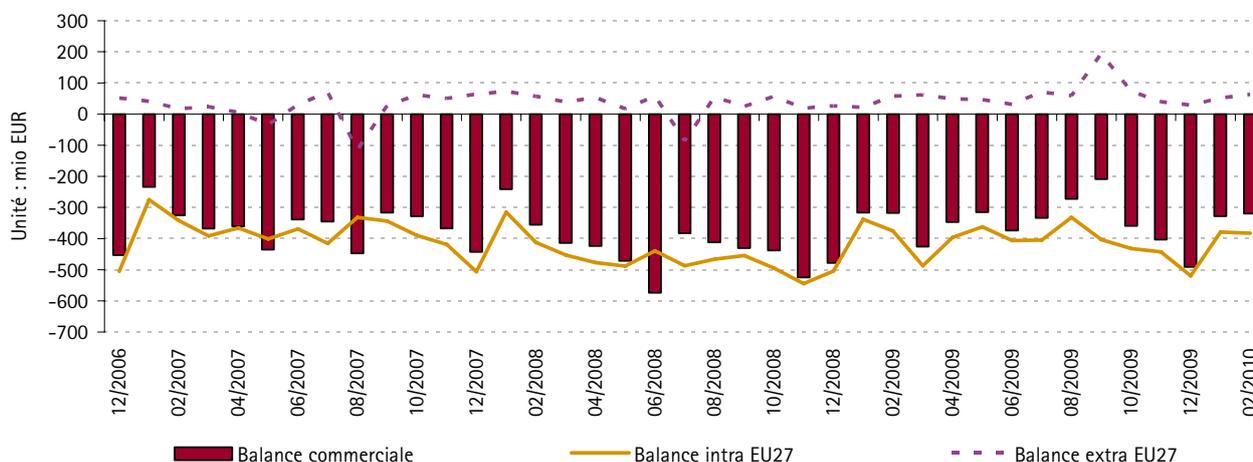
Contrairement aux importations, les exportations à destination des pays de l'UE diminuent de 0.7% en moyenne par année entre 2002 et 2009, leur part relative passant de 88.7% à 83.7%. Les expéditions vers les pays limitrophes ne sont pas touchées par cette baisse, elles sont même en légère progression sur les sept dernières années.

Les biens exportés vers les marchés extérieurs à l'UE affichent une progression de 5.5% en moyenne par année entre 2002 et 2009, leur part relative s'étant améliorée de 5 points de pourcentage pour dépasser les 16% en 2009. Les expéditions hors UE semblent avoir bien résisté à la crise récente, car elles ne connaissent qu'une chute modérée de 3.4% en 2009, comparée à l'effondrement des exportations vers les pays de l'UE (-27.6%). Les exportations vers les Etats-Unis, première destination en dehors de l'UE, ont également augmenté sur les sept dernières années (1.3% en moyenne par année). La part relative des exportations à destination des BRIC (et notamment de la Chine et de la Russie) a plus que triplé entre 2002 et 2009, en passant de 1% à plus de 3%, ce qui témoigne d'un rythme de croissance bien supérieur à celui des exportations vers les pays européens.

Au niveau du solde commercial, il s'avère qu'en règle générale, le commerce de marchandises avec des partenaires établis à l'extérieur de l'UE dégage un excédent, alors que les échanges de biens avec les pays de l'UE laissent un solde négatif.

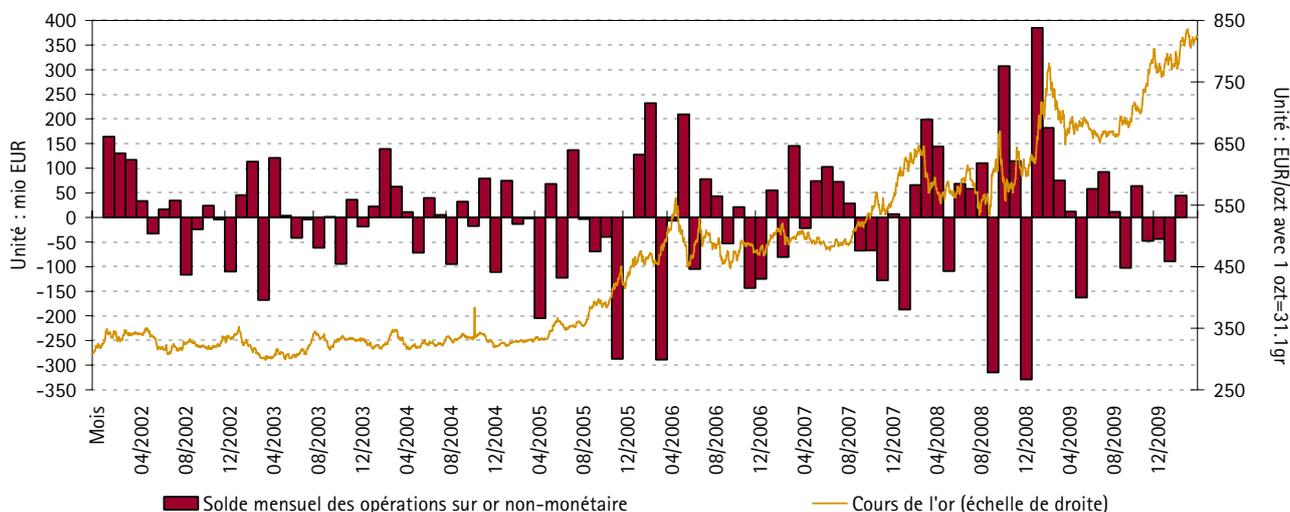
Les valeurs extrêmes constatées pour le solde des transactions extra-UE, qu'il s'agisse de déficit ou d'excédent, coïncident à chaque fois avec des opérations spécifiques de grande envergure, comme l'achat de satellites et/ou d'avions par des sociétés résidentes.

Graphique 5 : Solde commercial (hors avitaillement et or non-monnaire)



Source: BCL, STATEC

Graphique 6 : Evolution du solde des transactions internationales sur or non-monnaire



Source : BCL, STATEC, The London Bullion Market Association

Encadré 1: Différents concepts pour mesurer les échanges de biens avec l'étranger

Statistiques du commerce extérieur versus balance des paiements (BDP)

En application des recommandations émanant des organisations européennes, les données provenant de la statistique du commerce extérieur servent de base principale pour compiler le poste des biens de la BDP. Toutefois des différences méthodologiques existent entre ces deux statistiques, de sorte que, pour les besoins de la BDP, les données du commerce extérieur doivent être retraitées et complétées, ce qui mène indubitablement à des résultats divergents. En effet, la statistique du commerce extérieur enregistre le mouvement physique transfrontalier des marchandises, alors que la BDP se base sur le concept du changement de propriété.

Le tableau ci-dessous détaille les principaux retraitements. Par ailleurs, le bulletin 2005-7¹ du Statec reprend en page 404 une description détaillée des divers ajustements.

Concept national versus concept communautaire

Afin de pouvoir produire des statistiques pour les agrégats communautaires, une double

déclaration («reporting») généralisée a été introduite tant pour la statistique du commerce extérieur que pour la BDP.

En effet, pour les opérations sur biens avec l'étranger, deux séries sont compilées :

- une première selon le concept national, reprenant uniquement les échanges extérieurs de biens impliquant une entité résidente ;

- une seconde selon le concept communautaire: aux transactions selon le concept national s'ajoutent des opérations communautaires entre non-résidents pour des marchandises en provenance d'un pays non-membre de l'UE qui ne sont pas destinées à un opérateur ou entrepôt résident, mais qui sont dédouanées à la seule frontière extracommunautaire du Luxembourg, à savoir l'aéroport national.

Ces transactions relèvent du commerce de quasi-transit, qui désigne l'activité d'importation de biens dans la communauté par un non-résident et l'exportation des mêmes biens dans un pays tiers faisant partie de l'union économique (et monétaire). Au premier point d'entrée sur le territoire de l'union, les marchandises sont dédouanées en vue de leur libre circulation sur ce territoire. Il existe souvent une différence notable entre la valeur déclarée au point d'entrée sur le territoire de l'union et la valeur constatée à l'expédition dans un deuxième pays de l'union.

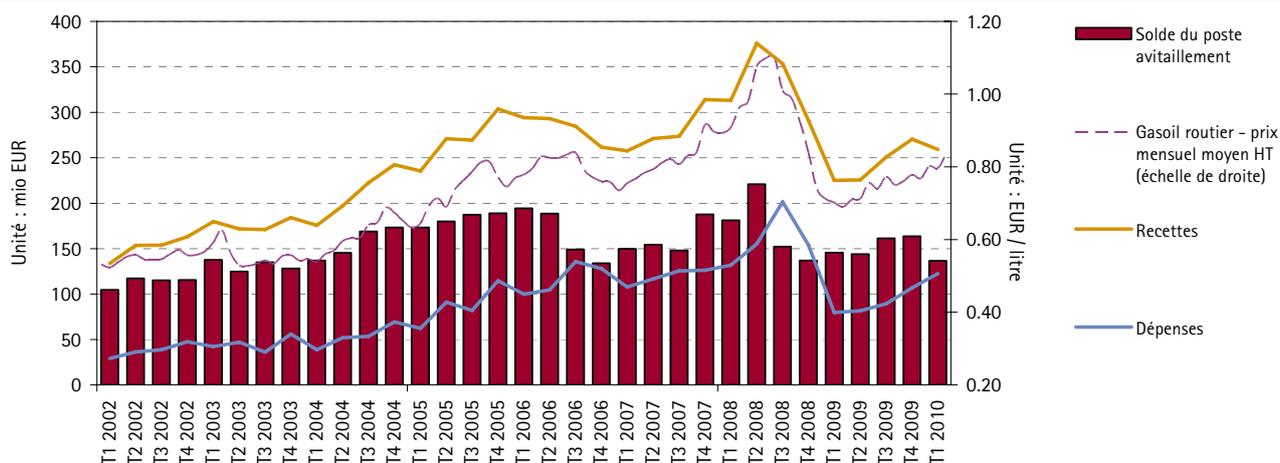
Tableau 4 : Passage des statistiques du commerce extérieur aux échanges de biens repris dans la BDP

	Exportations			Importations		
	2007	2008	2009	2007	2008	2009
	Unité: mio EUR					
Balance commerciale issue de la statistique du commerce extérieur (concept du mouvement physique transfrontalier)	11 849	11 890	9 124	16 311	17 290	13 298
Ajustement CAF/FOB (remplacement de l'évaluation CAF par une évaluation FOB des importations de marchandises)	-	-	-	-215	-211	-103
Ajout des transactions sur or non-monnaire avec changement de propriété sans passage des frontières nationales	638	1 464	1 298	518	1 336	775
Ajout de l'avitaillement (achats ou ventes de carburant et provisions de bord par des transporteurs professionnels)	1 116	1 333	972	476	642	358
Autres ajustements (e.a. élimination des transactions sans changement de propriété; remplacement de la valeur brute par la valeur nette des réparations)	-301	-135	-240	-254	-204	-160
Transactions sur biens telles que reprises dans la BDP (concept du changement de propriété)	13 302	14 552	11 154	16 837	18 853	14 168
Impact total des différents retraitements (écart entre les chiffres finaux BDP et ceux publiés par la statistique du commerce extérieur)	1 453	2 662	2 031	526	1 563	870
<i>Impact passage commerce extérieur/BDP en pourcentage</i>	<i>11</i>	<i>18</i>	<i>18</i>	<i>3</i>	<i>8</i>	<i>6</i>
Quasi-transit suivant approche BDP	4 657	5 383	5 598	3 368	3 657	3 637
Transactions sur biens, approche BDP (concept communautaire)	17 959	19 935	16 753	20 205	22 510	17 805

Source : STATEC

¹ http://www.statistiques.public.lu/fr/publications/series/bulletinStatec/2005/07_05_echanges_eco/07_05_echanges_eco.pdf

Graphique 7 : Evolution du poste d'avitaillement et prix du gasoil routier



Source : BCL, STATEC

En raison des différences méthodologiques entre la statistique du commerce extérieur et la balance commerciale (cf. encadré 1), deux postes importants se retrouvent exclusivement au niveau des échanges de biens de la balance des paiements :

Il s'agit d'abord des transactions internationales sur or non-monnaire, qui ne donnent pas lieu à un mouvement physique de l'or mais uniquement à un transfert de propriété. Un solde négatif correspond en principe à des achats nets d'or (augmentation du stock global des résidents, éventuellement combinée à une vente à perte) tandis qu'un excédent est à l'origine d'une réduction des encours d'or (ventes nettes). La volatilité des opérations sur or non-monnaire peut avoir un fort impact sur le solde mensuel respectivement trimestriel de la balance commerciale repris en balance des paiements, comme c'est le cas notamment fin 2008 et début 2009. En 2009, le solde positif dégagé par ces transactions connaît une progression importante en passant de 128 millions d'euros en 2008 à 524 millions en 2009.

Le deuxième poste spécifique à la balance des paiements est celui de l'avitaillement, qui correspond aux opérations d'achat et de vente de combustibles et de provisions de bord entre résidents et non-résidents agissant à titre professionnel. Le fait que ce poste dégage un excédent est lié à sa structure atypique au Luxembourg : en effet, les exportations (qui proviennent principalement des ventes de gasoil routier aux camionneurs étrangers de passage au Luxembourg) sont plus importantes que les importations (qui englobent les dépenses de provisions de bord effectuées à l'étranger par les compagnies de transport résidentes).

L'évolution des recettes et dépenses effectuées au titre d'avitaillement est fortement corrélée à celle des prix des produits pétroliers et du différentiel de prix avec les autres pays. Dès le troisième trimestre de 2008, la forte baisse des prix des carburants se répercute sur l'ensemble du poste d'avitaillement. Son solde en accuse un coup sensible, mais finit par se stabiliser début 2009 avec une légère tendance à la hausse. En 2009, les recettes diminuent de plus de 360 millions d'euros, ce qui équivaut à un peu plus de 27%, alors qu'une année auparavant, elles affichent encore un taux de croissance de près de 20%.

2. Services financiers en proie à la crise économique et financière

La tendance à la baisse des échanges internationaux de services financiers – entamée en 2008 – se poursuit en 2009 avec un recul de plus de 3.5 milliards d'euros sur une année pour les seules exportations. Les importations quant à elles diminuent de près de 2 milliards d'euros en 2009 et – en termes de pourcentage – évoluent de manière similaire aux exportations. En ce qui concerne le solde généré par les services financiers, il se contracte – et ce pour la deuxième année consécutive depuis 2003 – d'un peu plus de 1.8 milliard d'euros en 2009, contre 0.8 milliard en 2008.

Néanmoins, l'évolution des échanges de services financiers sur une base trimestrielle permet une analyse plus nuancée de la situation. Alors que le solde dégagé par les services financiers est resté assez stable au cours du premier semestre de 2008, il amorce sa chute en milieu d'année pour s'effondrer au cours du dernier trimestre de 2008 et du premier trimestre de 2009 (avec des baisses respectives de 15% et 6%). Les exportations suivent un rythme similaire : au premier trimestre 2009, elles se situent en-dessous de leur niveau de 2006 et ont perdu plus de 22% par rapport à la même période de l'année précédente, ce qui correspond à près de 1.8 milliard d'euros.

Avec la reprise sur les marchés boursiers dès le mois d'avril 2009, les échanges internationaux de services financiers se stabilisent rapidement et renouent avec des taux de croissance positifs. Bien qu'au deuxième trimestre de 2009, les exportations se trouvent toujours à un niveau fortement inférieur à celui d'il y a une année (-19% par rapport à T2 2008), elles affichent une hausse de plus de 3% par rapport au premier trimestre 2009. Au fil de l'année 2009, le rythme de croissance des exportations de services financiers ne cesse d'augmenter pour atteindre les 7% au dernier trimestre.

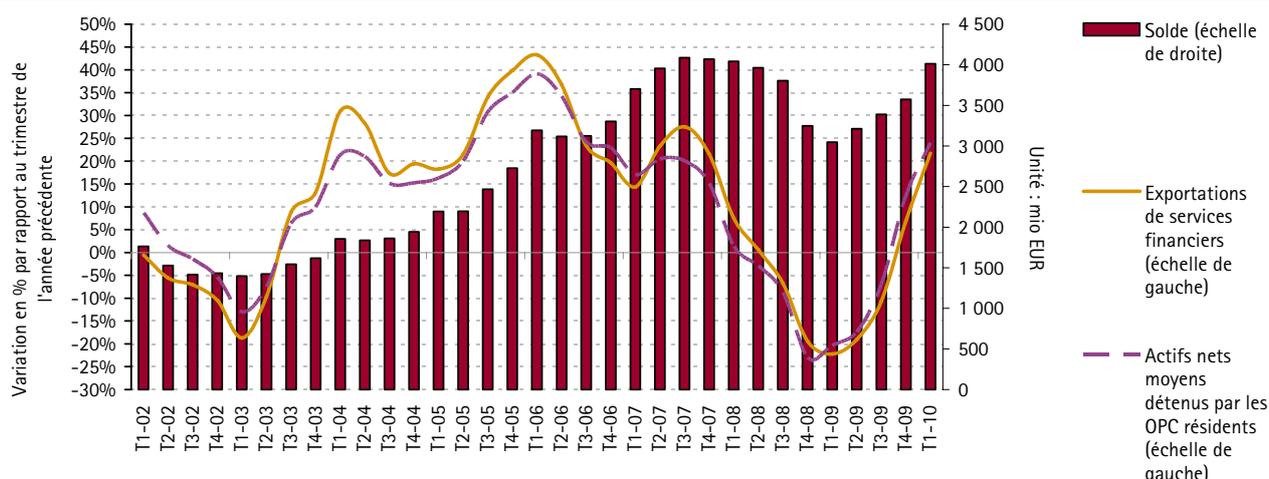
L'évolution des échanges extérieurs de services financiers au cours du premier trimestre de l'année 2010 semble confirmer cette tendance à la hausse qui a démarré vers le milieu de l'année 2009. Les exportations de services financiers ont progressé de près de 22% par rapport au premier trimestre de 2009 (niveau en valeur le plus bas depuis 2006) et de 4.5% par rapport au dernier trimestre de 2009. Cependant, il ne faut pas oublier que la reprise reste fragile, notamment en raison d'événements récents qui impactent négativement les marchés boursiers (surendettement de certains Etats européens, pressions sur la monnaie commune).

Tableau 5 : Evolution des échanges internationaux de services financiers par principales activités

	Unité : mia EUR						Variation en %			
	2002	2004	2006	2007	2008	2009	2009/02	2007/06	2008/07	2009/08
Recettes (exportations)	13.0	15.6	26.1	31.8	30.2	26.6	10.8	21.6	-5.0	-12.0
dont activité OPC	11.0	13.6	23.3	28.3	26.7	23.1	11.2	21.6	-5.9	-13.2
dont activité bancaire	1.9	2.0	2.8	3.4	3.4	3.3	7.7	21.8	1.6	-3.9
Dépenses (importations)	6.8	8.1	13.4	16.0	15.2	13.4	10.1	19.2	-5.1	-11.8
dont activité OPC	5.7	7.0	12.0	14.2	12.9	10.8	9.6	18.8	-8.8	-16.6
dont activité bancaire	1.1	1.1	1.3	1.6	1.8	1.9	8.5	22.0	15.8	6.1
Net (solde)	6.1	7.5	12.7	15.8	15.1	13.2	11.6	24.2	-4.8	-12.1
dont activité OPC	5.3	6.6	11.3	14.1	13.7	12.4	12.8	24.5	-2.8	-9.9
dont activité bancaire	0.9	0.9	1.5	1.8	1.6	1.4	6.7	21.6	-10.7	-15.1

Source : BCL, STATEC

Graphique 8 : Évolution trimestrielle des échanges internationaux de services financiers



Source : BCL, STATEC, CSSF ; calculs de l'auteur

Au Luxembourg, l'évolution des échanges internationaux de services financiers suit de très près celle des actifs détenus par les fonds d'investissement y domiciliés. Cette forte corrélation est liée au fait que les commissions (de gestion, de conseil, de distribution etc.) payées par les organismes de placement collectifs (OPC) luxembourgeois sont imputées aux investisseurs (détenteurs de parts) non-résidents et enregistrées au niveau des exportations de services financiers. La plupart des commissions qui incombent aux OPC sont calculées sur base de la valeur des encours qu'ils gèrent. Par ailleurs, le secteur des fonds d'investissement au Luxembourg est principalement tourné vers l'étranger et son évolution (positive ou négative) a des répercussions directes et immédiates sur celle des échanges internationaux de services financiers.

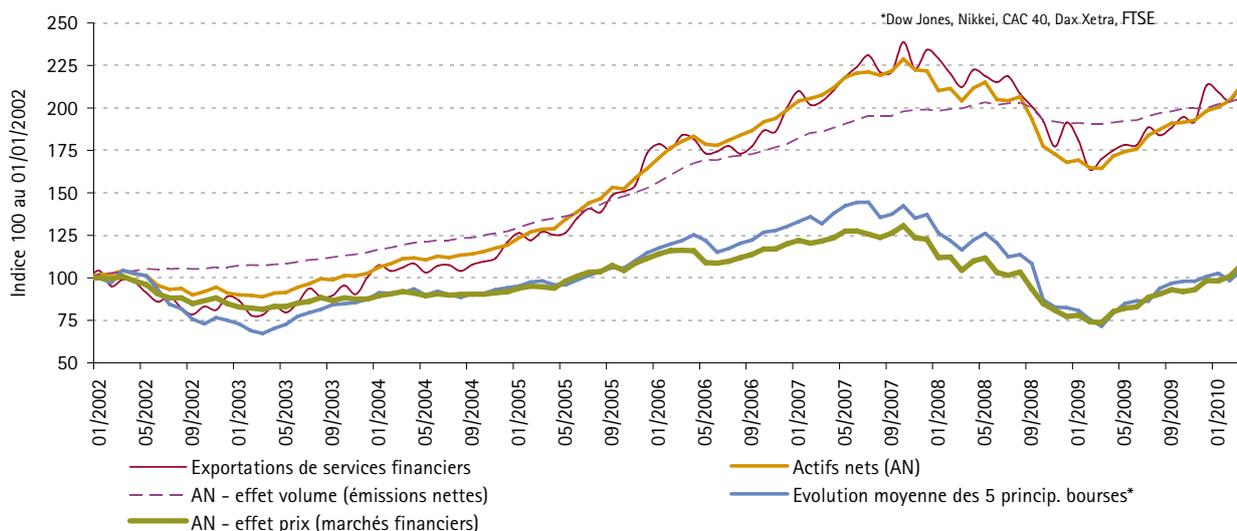
Pour la première fois depuis 2002, les encours nets sous gestion des fonds luxembourgeois se déprécient en 2008. La chute, qui est de l'ordre de 24% et se chiffre à près de 500 milliards d'euros, est aussi brutale que soudaine. A l'exception d'une légère accalmie pendant le deuxième trimestre, les actifs nets ne cessent de dégringoler tout au long de l'année 2008. Ce n'est finalement qu'à partir du deuxième trimestre de 2009 que la valeur des actifs nets recommence à s'apprécier, notamment grâce à la bonne performance sur les marchés financiers internationaux.

En 2008, la valeur des actifs nets détenus par les OPC au Luxembourg diminue sensiblement, et ce pour la

première fois depuis 6 ans. De surcroît, la dépréciation est près de six fois plus importante en termes absolus (500 milliards d'euros en 2008, contre 84 milliards en 2002). Près de 85% des 500 milliards d'euros peuvent être attribués à l'évolution défavorable sur les marchés financiers, alors que 15% seulement correspondent à des retraits de capitaux proprement dits (émissions nettes négatives). La tendance négative ne s'inverse qu'à partir du deuxième trimestre 2009 avec la reprise sur les principaux marchés boursiers internationaux, de sorte à ce que les encours nets s'apprécient de plus de 280 milliards d'euros sur toute l'année 2009. Ce sont les marchés financiers qui contribuent majoritairement (à hauteur de 70%) à l'appréciation de la valeur des actifs nets en 2009, ce qui équivaut à un peu moins de 200 milliards d'euros. Cette évolution est en contraste direct avec les années de croissance antérieures (2003 à 2007), pendant lesquelles ce sont les apports nets en capitaux qui jouent un rôle moteur dans la hausse des actifs nets, avec une contribution annuelle moyenne de plus de 70%.

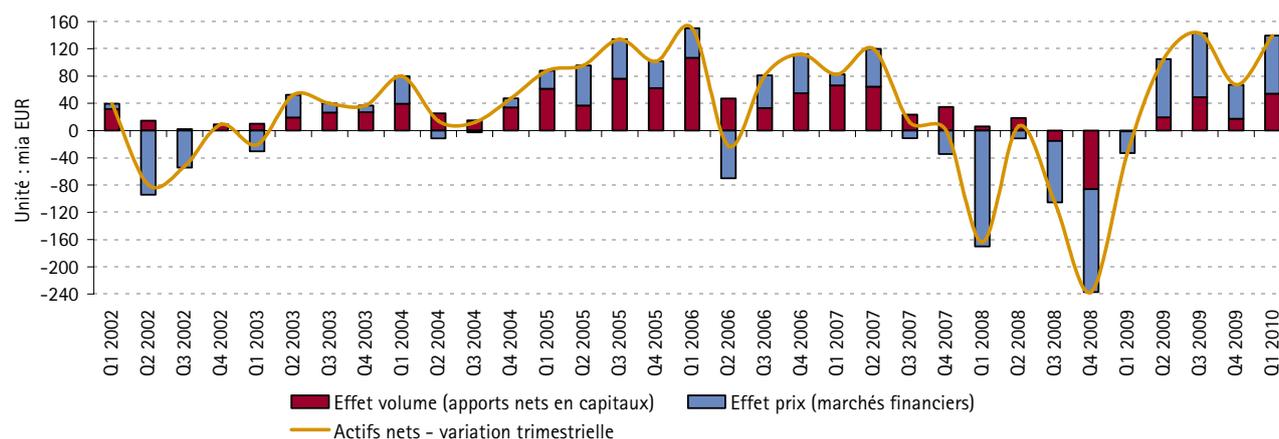
Au premier trimestre de 2010, les actifs nets moyens détenus par les fonds d'investissement progressent de plus de 6% par rapport au trimestre précédent. Entre fin décembre 2009 et fin mars 2010, les encours nets se sont appréciés de près de 140 milliards d'euros, dont plus d'un tiers (38,7%) est lié aux apports en capitaux nouveaux (émissions nettes).

Graphique 9 : Evolution des exportations de services financiers, des principaux indices boursiers et des actifs gérés par les OPC résidents (effets prix et volume)



Source : BCL, STATEC, CSSF ; calculs de l'auteur

Graphique 10 : Evolution des actifs nets gérés par les fonds d'investissement luxembourgeois



Source : CSSF ; calculs de l'auteur

Au niveau européen, les actifs nets ont baissé en 2009 d'environ 4.6% en moyenne annuelle, contre 14.4% en 2008. Malgré cette contre-performance, le rythme de croissance des encours entre 2002 et 2009 demeure positif avec près de 6% en moyenne par année. Parmi les sept principaux acteurs européens dans le domaine des fonds d'investissement, seul l'Italie affiche un taux de croissance annuel moyen négatif de -6.3% sur les sept dernières années. Pendant cette même période, trois pays se situent au-dessus de la moyenne européenne : l'Irlande, qui voit la valeur de ses actifs nets croître de plus de 12%, le Luxembourg ainsi que la France (avec respectivement 9.7% et 6.1%).

En 2009, plus de 87% des actifs nets européens sont concentrés sur les sept pays, dont la part relative est

en hausse de 0.5 points de pourcentage par rapport à 2008.

En termes de part relative, le Luxembourg réussit à maintenir sa position de leader en 2009, même si avec 25.8%, son poids est en légère baisse de 0.2pp par rapport à 2008. Les deux concurrentes directes du Luxembourg voient leur part de marché augmenter en 2009, de respectivement 1 pp pour la France et de 0.7 pp pour l'Allemagne. Cependant, si l'on compare les valeurs en fin d'année, le Luxembourg a mieux su profiter de l'embellie boursière en 2009, puisque les encours nets y affichent une croissance annuelle de 18% (contre 10.3% en France et 11.6% en Allemagne). Cette évolution permet au Luxembourg de se distancer à nouveau en termes de parts relatives (respectivement de 2.1 et de 1.3 pp par rapport à la France et l'Allemagne).

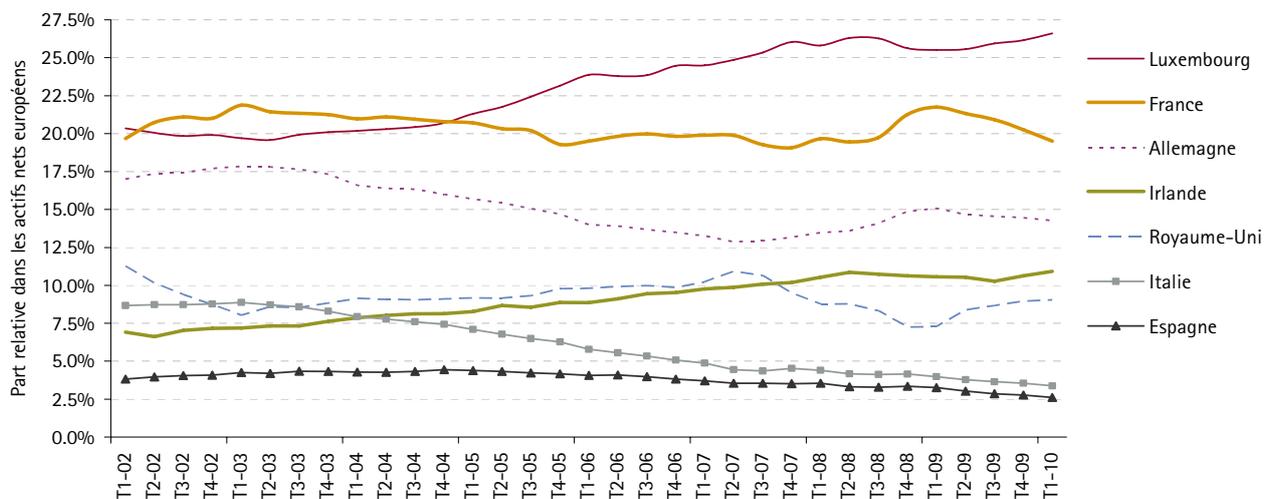
Tableau 6 : Actifs nets moyens gérés par les fonds d'investissement des principaux pays européens

	Valeur moyenne ¹⁾ (Unité : mia EUR)				Variation annuelle moyenne ¹⁾ en %			Part relative moyenne ¹⁾ en %			
	2002	2007	2008	2009	2009/02	2008/07	2009/08	2002	2007	2008	2009
Luxembourg	884	2 023	1 788	1 693	9.7	-11.6	-5.3	20.0	25.2	26.0	25.8
France	908	1 569	1 374	1 380	6.1	-12.5	0.4	20.6	19.5	20.0	21.0
Allemagne	766	1 049	960	962	3.3	-8.4	0.2	17.4	13.1	14.0	14.7
Irlande	305	802	735	689	12.3	-8.3	-6.3	6.9	10.0	10.7	10.5
Royaume-Uni	438	830	573	549	3.3	-31.0	-4.2	9.9	10.3	8.3	8.4
Italie	385	365	290	245	-6.3	-20.6	-15.6	8.7	4.5	4.2	3.7
Espagne	175	288	232	195	1.5	-19.4	-16.1	4.0	3.6	3.4	3.0
Europe	4 410	8 034	6 875	6 560	5.8	-14.4	-4.6	100.0	100.0	100.0	100.0

Source : EFAMA (European Fund and Asset Management Association), calculs de l'auteur

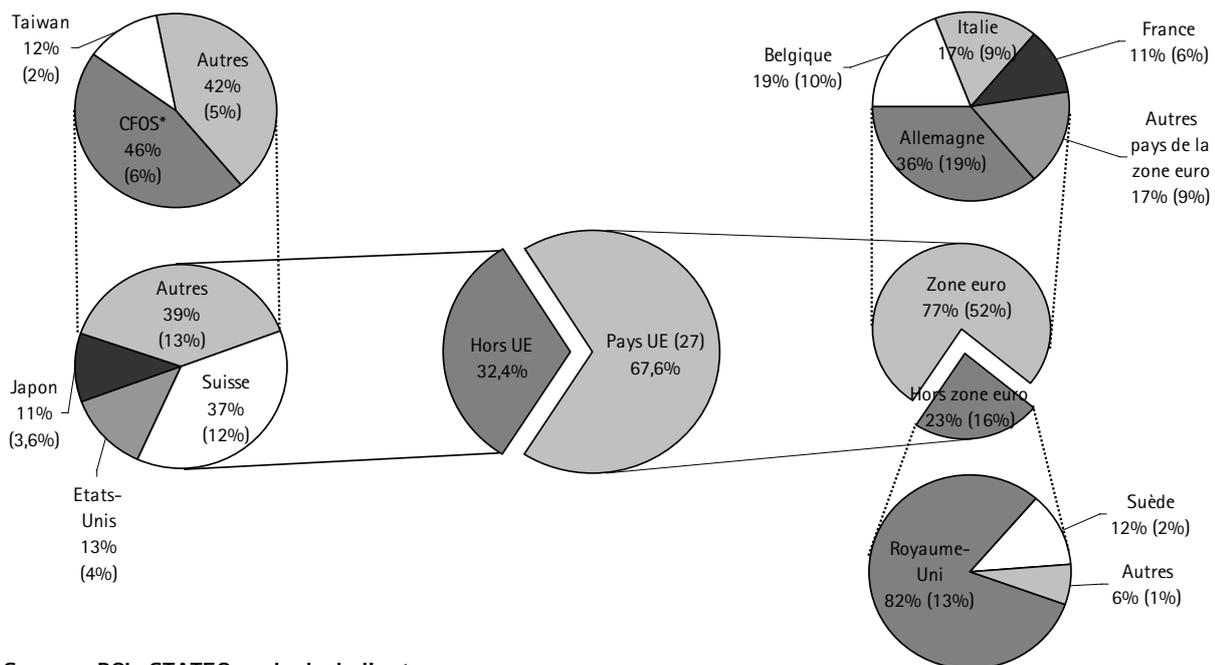
¹⁾ moyenne sur base de données trimestrielles

Graphique 11 : Poids des principaux pays européens domiciliataires de fonds d'investissement



Source : EFAMA (European Fund and Asset Management Association), calculs de l'auteur

Graphique 12 : Destination géographique des exportations de services financiers en 2009



Source : BCL, STATEC ; calculs de l'auteur

*Centres financiers off-shore : 40 pays dont les Îles Caïmanes, Hong Kong, Singapour, Jersey, les Bermudes, l'île de Man et les Îles Vierges Britanniques
Les pourcentages entre parenthèses se réfèrent à la part relative dans le total des exportations de services financiers (aux erreurs d'arrondi près)

En 2009, l'activité des fonds d'investissement pèse pour près de 87% dans les échanges internationaux de services financiers. Cette prépondérance influence considérablement leur origine géographique, de sorte à ce que – parmi les destinations principales des exportations de services financiers – l'on retrouve surtout les pays de provenance des grands investisseurs de la place financière.

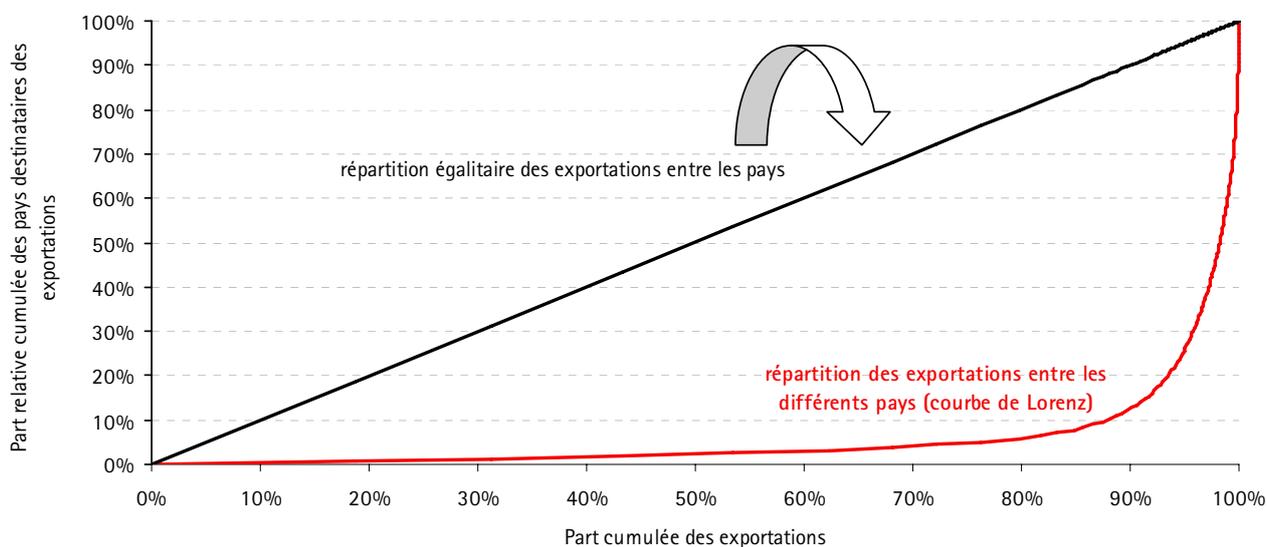
Plus de deux tiers des exportations de services financiers ont comme destination les économies de l'Union Européenne (UE), et principalement celles de la seule zone euro. Parmi les principaux pays européens se trouvent l'Allemagne, le Royaume-Uni, la Belgique, l'Italie et la France, vers lesquels sont exportés plus de 56% des services financiers. Pour ce qui est des exportations destinées aux pays situés en dehors de l'UE, elles sont concentrées à près de 80% sur la Suisse, les Etats-Unis, le Japon ainsi que les centres financiers off-shore.

En 2009, les dix principaux pays attirent près de 82% des exportations totales de services financiers, alors qu'en 2002, leur part relative cumulée a dépassé les 90%. Parmi eux, le Royaume-Uni a certes vu son poids doubler en 7 ans, mais la plupart des autres pays affichent des baisses de leur part

relative, comme c'est le cas de la Suisse (-7.7 pp) ou de l'Italie (-6 pp). La concentration géographique des exportations de services financiers a donc tendance à s'affaiblir au fil des années, même si elle reste toujours très marquée, comme il en ressort du graphique 13. En effet, 90% des exportations sont à destination de moins de 13% de tous les pays partenaires.

Les grands «gagnants» de cette diversification géographique des exportations de services financiers sont à chercher parmi les pays situés en dehors de l'UE. La part relative de ces pays hors UE (à l'exception de la Suisse, des Etats-Unis et du Japon qui figurent parmi les principales destinations) a plus que doublé entre 2002 (5.8%) et 2009 (12.7%). Parmi eux, on retrouve Taiwan, dont le poids est passé de 0.7% en 2002 à 1.5% en 2009, ou encore l'ensemble des centres financiers off-shore, qui connaissent un succès similaire (5.8% en 2009 contre 3.3% en 2002). En ce qui concerne les autres pays hors UE non-mentionnés, leur part relative cumulée a presque triplé, en passant de 1.8% en 2002 à 5.3% en 2009. Parmi la multitude de pays, on peut notamment citer la Norvège, l'Afrique du Sud, l'Australie, le Chili, le Canada, mais aussi les BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine) dont le poids a fait plus que doubler en l'espace de sept ans.

Graphique 13 : Concentration géographique des exportations de services financiers en 2009

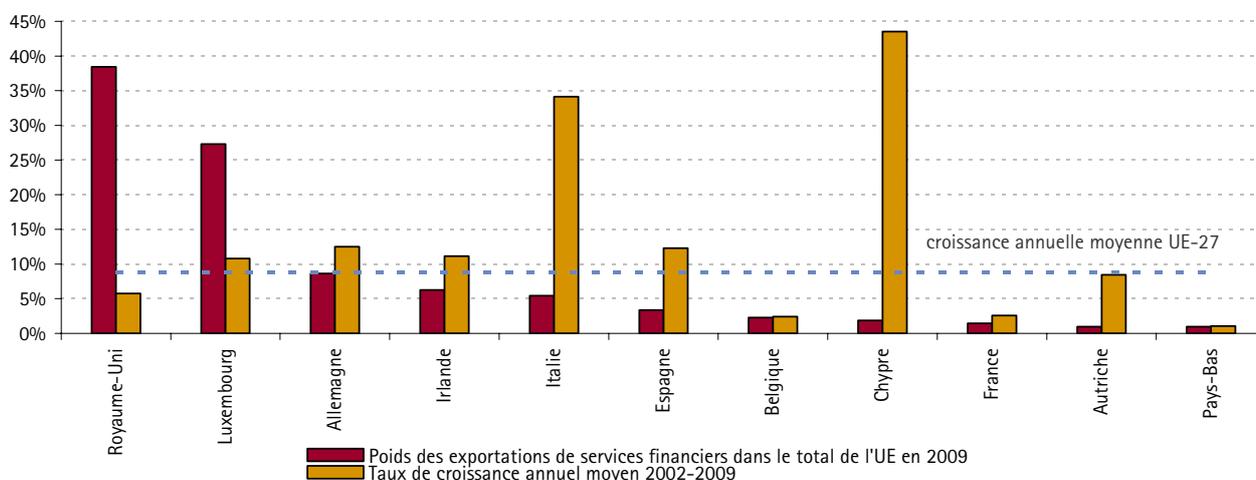


Source : BCL, STATEC ; calculs de l'auteur

Avec 26.5 milliards d'euros de services financiers exportés en 2009, le Luxembourg pèse pour plus de 27% dans les exportations totales de services financiers de l'UE et se classe en deuxième position après le Royaume-Uni, dont le poids s'élève à 38.44% en 2009. Entre 2002 et 2009 cependant, les exportations de services financiers au Luxembourg affichent une croissance de près de 11% en moyenne par année, supérieure à celle du Royaume-Uni (5.7%) et celle de l'UE (8.8%).

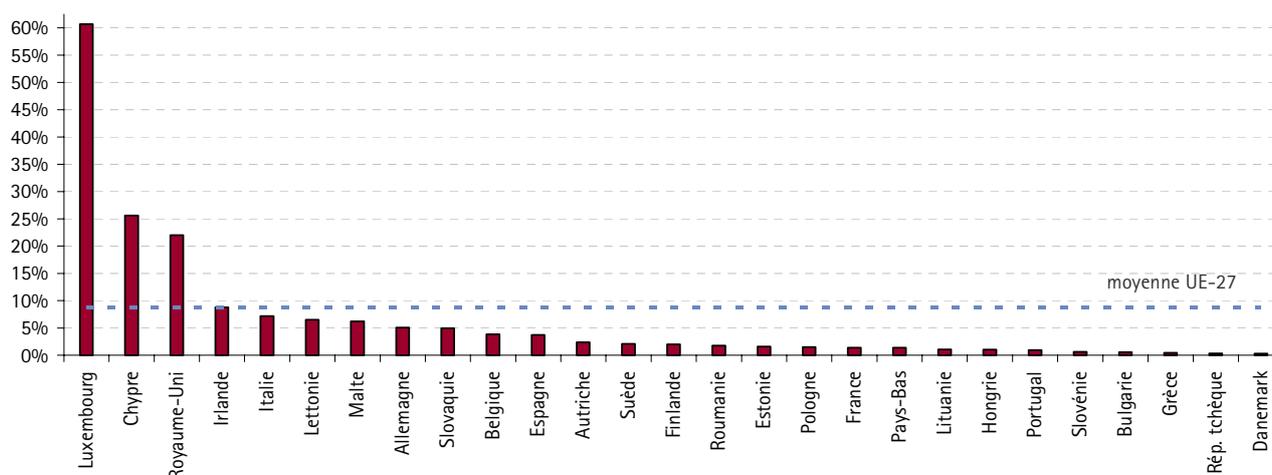
En raison de la petite taille du Luxembourg et de l'ampleur de sa place financière, les services financiers représentent près de 61% de l'ensemble des services exportés par l'économie luxembourgeoise en 2009. Une aussi forte prépondérance des services financiers dans la balance des services ne se retrouve dans aucun autre pays de l'UE. A Chypre, un peu plus d'un quart (25.6%) des exportations totales de services sont financiers, au Royaume-Uni cette part relative n'atteint que 22%. Dans les autres pays de l'UE, la part des services financiers dans la balance des services est de loin inférieure à 10%.

Graphique 14 : Principaux pays de l'UE des 27 en termes d'exportations de services financiers



Source : Eurostat ; calculs de l'auteur

Graphique 15 : Poids des exportations de services financiers dans la balance des services en 2009



Source : Eurostat ; calculs de l'auteur

3. Le secteur des grandes entreprises actives dans le domaine informatique et de l'information n'est guère touché par la crise

3.1 Historique de l'implantation au Luxembourg des sociétés profitant du cadre réglementaire et des efforts de développement de la politique nationale

En combinant les avantages des deux directives européennes (2002/38/CE et 77/388/CEE)¹ à partir du 1er juillet 2003, les sociétés prestataires de services par voie électronique ont pu appliquer un taux de TVA de 15% tel qu'il est en vigueur au Luxembourg, et non pas des taux de TVA plus élevés applicables dans d'autres pays de l'Union Européenne (UE). Ainsi le Luxembourg encaisse la totalité de la TVA sans devoir rembourser les autres Etats membres.

AOL Europe Services SARL a été la première société à s'être implantée au Luxembourg en 2003. Elle a joué le rôle de locomotive pour tout le secteur. Suite à une nouvelle restructuration du marché européen de sa société-mère américaine en janvier 2010, l'activité - déjà fortement réduite depuis 2007 - va être totalement abandonnée au Luxembourg. D'autres pays comme l'Allemagne, les Pays-Bas, la Finlande, la Suède, la Norvège, le Danemark, l'Espagne et la France connaissent le même sort.

Par la suite, d'autres sociétés plus ou moins importantes se sont implantées au Grand-Duché. Parmi celles-ci, on retrouve Amazon Media EU SARL, Amazon Services Europe SARL, Digital River International SARL, eBay Europe SARL, iTunes SARL, Microsoft Luxembourg SARL, Napster Luxembourg SARL, Sky Broadband SA, Skype Communications SA, Skype Software SA, Skype Technologies SA, TPH Services SARL, Vodafone Marketing, Vodafone Procurement

Company SARL et Vodafone Roaming Services SARL (classement par ordre alphabétique et non pas selon l'ordre d'implémentation au Luxembourg).

Dans un souci de confidentialité et de protection des données individuelles, les analyses sont présentées pour l'ensemble de ces seize sociétés, et non pas séparément pour chacune d'entre elles.

Depuis juillet 2007, PayPal (Europe) SARL & Cie, SCA, faisant partie du groupe eBay, est inscrite sur la liste officielle des banques agréées au Luxembourg et soumise à la surveillance de la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF). Vu le caractère unique de son activité comparée à celle des sociétés mentionnées ci-dessus, PayPal n'a pas été inclus dans les analyses, car les données seraient trop facilement identifiables, ce qui pose de nouveau un problème de confidentialité.

Pour la plupart des sociétés nouvellement implantées au Luxembourg, il s'agit de délocalisation d'activités existantes (et non pas de développement de nouvelles activités) de sorte que le taux de croissance suit un rythme saisonnier et presque continu. D'ailleurs, pour toutes les entreprises sous revue, le niveau des services importés est presque équivalent à celui des services exportés (forte corrélation entre les courbes de recettes et de dépenses), ce qui traduit une modeste valeur ajoutée et une faible création technologique au Luxembourg. Enfin, il est à noter que les sociétés-mère de TPH Services SARL et de Sky Broadband SA ont décidé de quitter le Luxembourg, respectivement au 31 décembre 2009 et au 31 mars 2010.

On constate que la cessation de l'activité principale de la société AOL Europe Services SARL fin 2006 a été compensée au niveau de la balance des services par l'arrivée de nouvelles sociétés opérant dans le même domaine. L'activité est la plus soutenue au mois de décembre de chaque année, pour connaître une nette baisse en janvier. En janvier 2010, cette baisse est accentuée par l'arrêt de l'activité principale de TPH Services SARL.

¹ Pour de plus amples informations sur le contexte réglementaire, cf. Bulletin du Statec n° 2-09 http://www.statistiques.public.lu/fr/publications/series/bulletinStatec/2009/02_09_balance_courante/02_09_balance_courante.pdf

D'ailleurs, le secteur, pris dans son ensemble, n'est guère touché par la crise économique de 2009. Les recettes ont connu une hausse de 15% contre 9% du côté des dépenses. Les répercussions pour l'économie luxembourgeoise restent considérables : l'Etat luxembourgeois a encaissé pour l'année 2006 quelque 225 millions d'euros de TVA des filiales de grandes sociétés américaines implantées au Luxembourg suite à la directive européenne de 2002. En 2007, les recettes fiscales s'élèvent à 235 millions d'euros, en 2008 elles se chiffrent à 267 millions pour atteindre en 2009 quelque 285 millions d'euros. En termes de création d'emplois, le nombre de salariés n'a cessé d'augmenter, pour passer d'environ 20 emplois au 1er janvier 2004 à plus de 448 emplois au 1er novembre 2009.

D'ailleurs, le secteur reste en évolution permanente. Deux raisons essentielles en sont le développement de l'activité de sociétés présentes et/ou en cours d'implantation au Luxembourg, ainsi que les efforts entrepris par le gouvernement luxembourgeois dans un souci de diversification de l'économie nationale.

Des changements vont avoir lieu suite au consensus sur la réforme de la TVA à laquelle les ministres européens des Finances ont accordé leur soutien en date du 4 décembre 2007. Le lieu du régime fiscal applicable sera déplacé du lieu d'établissement du fournisseur vers celui du consommateur, afin que les consomma-

teurs d'un pays soient imposés selon le même taux de TVA (en vigueur), sans tenir compte du pays d'établissement du prestataire de service. Les modifications seront progressivement introduites à compter de 2015. A partir de cette année, l'accord permettra aux pays abritant des entreprises de services électroniques et de télécommunication de conserver 30% des recettes de TVA collectées, le reste étant rétrocédé au pays de résidence du consommateur. Cette part sera réduite à 15% après 2017, puis à zéro après 2019. Ainsi, il sera intéressant de suivre le comportement des sociétés présentes à partir de 2015.

Même s'il est indéniable que la fiscalité joue un rôle important dans le processus d'implantation des sociétés au Luxembourg, un bon nombre d'avantages non-fiscaux ont été soulignés récemment dans un rapport de Greenwich Consulting¹. Selon ce rapport, le Luxembourg a réussi à devenir un pôle de développement européen important pour l'e-commerce. D'autres statistiques récentes confirment cette tendance (positionnement), comme une étude de l'Union Internationale des Télécommunications (UIT)², qui constate que le Luxembourg se situe à la troisième place parmi les pays où les prix des TIC (technologies de l'information et de la communication) sont les plus bas, et au 7ème rang mondial sur le plan du développement des technologies d'Internet et des télécommunications.

Graphique 16 : La crise économique n'a guère influencé l'activité des grandes entreprises en 2009



Source : BCL, STATEC

¹ «L'impact du développement d'Internet sur les finances de l'Etat», commandé par la commission des finances du Sénat français

² «Un nouvel indice UIT de développement des TIC : comparaison entre 154 pays», Union internationale des télécommunications http://www.itu.int/newsroom/press_releases/2009/07-fr.html

De plus, une analyse de l'«Information Technology and Innovation Foundation»¹ place le Luxembourg également au troisième rang des pays présentant la plus forte compétitivité en termes de TIC.

Les éléments clés non-fiscaux de ce positionnement sont :

- le développement d'un réseau d'Internet à haut débit de qualité (en 2009, l'Etat luxembourgeois a continué à investir environ 100 millions d'euros à travers Luxconnect SA);
- le lancement du projet LU-CIX (Luxembourg commercial internet exchange) en mars 2009 par plusieurs sociétés Internet basées au Luxembourg, projet ouvert à tous les acteurs intéressés ;
- l'avantage en termes de main-d'œuvre et de compétence: la part de l'activité dans les NTIC (nouvelles technologies de l'information et de la communication) au Luxembourg est la plus importante de tous les pays de l'OCDE (31%). Selon une enquête sur les qualifications de demain dans le domaine des TIC², 188 embauches sont prévues dans les deux années à venir. L'emploi lié à ce secteur continue de progresser de manière ininterrompue, même si les projections sont moins bonnes que pour les années 2007 à 2008 ;
- l'adoption d'Internet dans la population luxembourgeoise : selon un rapport d'Eurostat, 87% des ménages sont connectés à Internet en 2009. Ce taux place le Luxembourg à la deuxième place en matière d'accès à Internet parmi les pays européens, juste derrière les Pays-Bas avec 90% de ménages connectés³;
- la recherche de la simplicité des procédures administratives et la capacité de proposer des solutions flexibles par les autorités luxembourgeoises.

3.2 L'importance croissante de ces sociétés dans la balance des paiements du Luxembourg

Par rapport au total des exportations et importations de services autres que financiers, la part relative n'a cessé d'augmenter depuis 2003, pour passer de moins de 10% à plus de 20%. Deux raisons majeures expliquent ce phénomène : le nombre croissant de nouvelles sociétés et le fait que ce secteur n'est guère affecté par la récession économique mondiale.

Les services autres que financiers connaissent un ralentissement en 2009 et diminuent de 5% pour les recettes et de 3% pour les dépenses. Cependant l'évolution des grandes entreprises actives dans le domaine informatique et de l'information contraste avec l'évolution générale et continue à augmenter par rapport à l'année 2008, sans atteindre la hausse prodigieuse constatée entre 2007 et 2008. En 2009, les recettes ont connu une hausse de 15%, contre 9% du côté des dépenses. Une des raisons majeures de la non-stagnation est entre autres le nombre croissant de personnes ayant accès à Internet et utilisant cette plate-forme pour effectuer leurs achats et ventes.

Au niveau de certaines sous-composantes de la balance des paiements du Luxembourg, les 16 sociétés concernées sont même prépondérantes respectivement dominantes. En 2009, leur total représente :

- 57% de l'ensemble des recettes de télécommunication ;
- 83% de toutes les dépenses de télécommunication ;

¹ «The Atlantic Century: Benchmarking EU and US Innovation and Competitiveness», The Information Technology & Innovation Foundation <http://archive.itif.org/index.php?id=226>

² «Les qualifications de demain dans le domaine des TIC», 2009-2010, Résultats d'une enquête réalisée à l'initiative la FEDIL auprès des entreprises industrielles, financières et commerciales du Grand-Duché de Luxembourg http://www.fedil.lu/Uploads/Communications/Documents/13_1_Fedil_new1.pdf

³ Pour de plus amples informations, cf. Bulletin du Statec n° 1-10 «Les TIC dans les ménages et chez les particuliers en 2009» http://www.statistiques.public.lu/fr/publications/series/bulletinStatec/2010/01_10_TIC/01_10_TIC.pdf

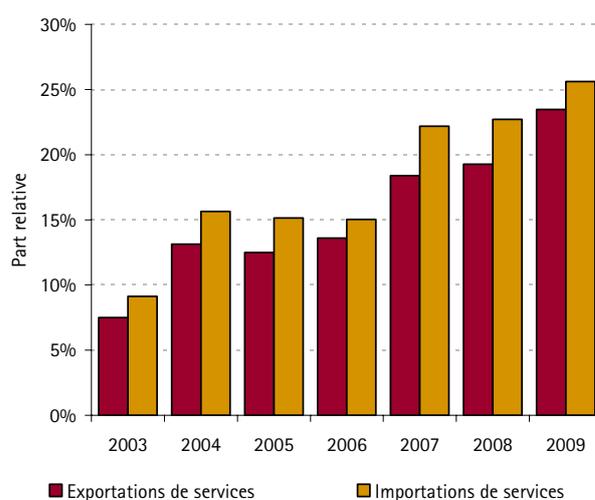
- 45% de l'ensemble des recettes de services informatiques et de l'information ;
- autour d'un tiers des recettes et dépenses totales des autres services aux entreprises ;
- 47% de l'ensemble des dépenses de royalties et droits de licences ;
- environ 75% de toutes les recettes et dépenses de services personnels, culturels ou récréatifs.

Les échanges de services sont fortement concentrés sur le marché européen. Les plus importants pays partenaires sont le Royaume-Uni, l'Allemagne, la Suisse et la France. Les Etats-Unis, pays d'origine des sociétés-mère dont dépendent certaines filiales importantes implantées au Luxembourg, arrivent en 4ème respectivement 3ème position et ne représentant que 3% du total des recettes ainsi qu'un peu plus de 6% du total des dépenses enregistrées pour ces 16 sociétés.

En analysant les entreprises individuellement, seules deux parmi les 16 sociétés voient leurs recettes diminuer d'une année à l'autre : TPH Services SARL et eBay Europe SARL. La première a vu ses recettes et dépenses diminuer en période de fin d'activité au Luxembourg ; la seconde a seulement retrouvé son niveau de 2008 au 2ème semestre 2009 après avoir connu un recul du chiffre d'affaires globalisé au niveau mondial¹. Il est intéressant de noter que seules les recettes provenant de l'activité de ventes par enchères sont atteintes par la récession économique mondiale, contrairement aux recettes provenant des autres activités (système de paiement et téléphonie par Internet) qui continuent à connaître une légère croissance.

¹ http://files.shareholder.com/downloads/eBay/917191998x0x345224/b455630d-4bb9-4ba5-adb1-40dcf29e82ce/eBay_Q409EarningsRelease.pdf

Graphique 17: Importance croissante des acteurs informatiques dans les services autres que financiers



Source : BCL, STATEC

3.3 La balance des paiements technologiques du Luxembourg

Un autre indicateur, extrait de la balance des paiements et reconnu au niveau international, est la balance des paiements technologiques (BPT), qui prend en compte l'ensemble des sociétés actives dans les différents domaines technologiques et ne se limite pas aux seize entreprises sous revue.

Cet indicateur mesure les transactions commerciales relatives aux transferts techniques internationaux. Il enregistre la contrepartie financière versée ou reçue pour l'acquisition ou l'utilisation de brevets, licences, marques, dessins, savoir-faire et de services à contenu technique (y compris l'assistance technique), ainsi que les frais de recherche et de développement à caractère industriel réalisés avec l'étranger.

En 2009, les recettes et dépenses de la balance des paiements technologiques n'augmentent que de façon modérée (de 1 à 2%). Il y a également eu confirmation que la chute du volume des échanges constatée en 2007 due la réorganisation d'une des filiales d'une grande société américaine active dans le domaine du commerce électronique, a pu être amortie et même être retournée par l'expansion des activités de sociétés déjà présentes au Luxembourg.

En analysant les différentes sous-composantes de la BPT, seules deux connaissent une progression aussi bien des recettes et des dépenses par rapport à l'année précédente : les services de télécommunications (10% respectivement 5%) et les acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits (13% respectivement 40%).

En ce qui concerne les services de télécommunications, l'évolution s'explique surtout par celle des sociétés présentes. Il est intéressant de noter que parmi les plus grands opérateurs, les recettes des firmes actives dans les nouvelles technologies de l'information et de la communication augmentent de presque un tiers, contrairement à celles des opérateurs de télécommunication plus «classique», qui connaissent globalement un léger recul.

Les achats et ventes de droits d'émissions CO2 sont inclus dans les acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits, et expliquent en majeure partie l'évolution à la hausse aussi bien en recettes qu'en dépenses.

Toutes les autres recettes connaissent un recul plus ou moins important suite à la récession économique de 2009. Pour les services informatiques et de

l'information, le recul de l'activité du principal opérateur n'a pas pu être compensé par l'évolution positive des opérateurs moins importants.

Pour les dépenses, le constat est différent. Seuls les services d'architecture, d'ingénierie et les autres services techniques ainsi que les redevances et droits de licences connaissent un recul. Pour les premiers, il s'agit de la même évolution que celle des deux opérateurs majeurs, qui connaissant un recul de leur activité suite à la crise économique, entraînant une réduction des coûts flexibles afférents.

En 2009, le solde reste presque identique à celui de 2008 (autour des 1.3 milliard d'euros) ; même les excédents / déficits des différentes sous-composantes demeurent semblables à ceux de l'année précédente. Notons que l'excédent des services de télécommunication est en forte hausse et atteint en 2009 quelque 1.2 milliard d'euros.

La ventilation géographique reste similaire à celle des principaux acteurs informatiques et de l'information, les échanges de services de la BPT restent essentiellement concentrés sur le marché de l'UE (81% des exportations et 86% des importations des services).

Tableau 7: Recettes de la BPT

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
	Unité: mio EUR							
Architecture, ingénierie et autres services techniques	62	58	69	54	65	63	83	68
Recherche et développement	188	209	192	199	214	208	218	215
Redevances et droits de licence	123	113	161	238	313	286	230	212
Services de télécommunication	733	737	764	843	1 090	1 575	1 982	2 171
Services informatiques et d'information	327	1 044	1 837	1 865	1 824	1 022	889	766
Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non	38	14	11	1 116	5	9	68	77
Total	1 472	2 175	3 034	4 314	3 427	2 789	3 470	3 510

Source : BCL, STATEC

(1) sont exclus : l'achat ou la vente par une ambassade étrangère (ou organisation internationale) de terres, qui passent alors du territoire d'une économie à celui d'une autre

Tableau 8: Dépenses de la BPT

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
	Unité: mio EUR							
Architecture, ingénierie et autres services techniques	64	70	106	82	113	133	144	110
Recherche et développement	34	56	49	36	48	44	59	73
Redevances et droits de licence	105	96	117	111	128	291	370	327
Services de télécommunication	101	507	872	932	1 058	898	963	1 012
Services informatiques et d'information	300	322	467	548	533	550	528	530
Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non	69	50	455	113	140	23	125	176
Total	673	1 101	2 066	1 825	1 988	1 554	2 190	2 229

Source : BCL, STATEC

(1) sont exclus : l'achat ou la vente par une ambassade étrangère (ou organisation internationale) de terres, qui passent alors du territoire d'une économie à celui d'une autre

Tableau 9: Soldes de la BPT

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
	Unité: mio EUR							
Architecture, ingénierie et autres services techniques	-2	-12	-38	-29	-48	-70	-61	-43
Recherche et développement	154	152	144	163	166	164	159	142
Redevances et droits de licence	19	17	44	127	185	-5	-140	-115
Services de télécommunication	632	230	-108	-89	32	677	1 020	1 159
Services informatiques et d'information produits ⁽¹⁾	28	721	1 370	1 317	1 291	472	360	236
	-30	-36	-444	1 003	-135	-14	-58	-99
Total	800	1 073	968	2 492	1 491	1 224	1 280	1 280

Source : BCL, STATEC

(1) sont exclus : l'achat ou la vente par une ambassade étrangère (ou organisation internationale) de terres, qui passent alors du territoire d'une économie à celui d'une autre

4. Autres services (hors services financiers et balance des paiements technologiques) : fort recul des services de transport et des autres services aux entreprises

En général, les services (autres que financiers et BPT) connaissent un recul de 6% pour les recettes et de 4% pour les dépenses, ce qui est contraire aux évolutions des années précédentes. En analysant les sous-composantes, on constate que la récession économique mondiale ne frappe pas les différents secteurs de la même envergure.

Dans ce contexte économique difficile, les services personnels, culturels ainsi que les services d'assurance connaissent même des progressions, aussi bien pour les recettes que pour les dépenses. Les excédents respectifs augmentent de 24% et 15%.

Les services personnels et culturels continuent à connaître la plus forte progression en termes de pourcentage parmi les services autres que financiers et BPT. Entre 2008 et 2009, il s'agit d'une hausse de 25% aussi bien du côté des recettes que des dépenses. Le solde quant à lui reste légèrement positif. Cette évolution s'explique par la performance du principal

opérateur actif dans ce domaine et spécialisé dans la vente et la distribution de produits audiovisuels via Internet.

Les services internationaux d'assurance directe correspondent à la charge de services incluse dans les primes ainsi qu'aux frais de services auxiliaires afférents aux contrats d'assurance, et non à la totalité des primes proprement dites. La différence entre les primes encaissées et le service imputé (calculé) est portée soit en «transferts courants» pour les assurances non-vie et les réassurances, soit en «autres investissements» pour l'assurance-vie et les réassurances-captives. Il est important de noter que les données de la balance des paiements restent en partie basées sur des estimations, étant donné que les chiffres de base n'ont pas été entièrement disponibles lors de la clôture de la production des séries statistiques. Comme le confirme un communiqué de presse du Commissariat aux Assurances¹, l'année 2009 enregistre une croissance, surtout dans le domaine de l'assurance-vie. Pour la balance des paiements, les recettes au titre de services d'assurances augmentent globalement de 160 millions d'euros par rapport à 2008.

Par contre, toutes les autres sous-composantes des services autres que financiers et BPT connaissent une baisse aussi bien du niveau de leurs recettes que de leurs dépenses. Les plus forts reculs en termes de pourcentage entre 2008 et 2009 peuvent être observés pour les services de transport (21% pour les recettes et 19% pour les dépenses) et les services de construction (16% à la fois pour les recettes et les dépenses).

¹ Communiqué de presse du Commissariat aux Assurances

http://www.statistiques.public.lu/fr/communiqués/entreprises/services_financiers/2010/02/20100211/index.html

Tableau 10 : Recettes des services autres que financiers et BPT

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
	Unité: mio EUR							
Transport	1 547	1 560	1 751	2 145	2 310	2 527	2 857	2 256
Voyages	2 542	2 646	2 940	2 904	2 891	2 935	3 048	2 942
Construction	127	146	187	228	268	350	418	349
Services d'assurance	1 100	1 146	1 342	1 573	1 937	1 892	2 134	2 293
Autres services aux entreprises	1 901	2 095	2 282	2 502	3 076	4 672	5 776	5 219
Services personnels, culturels	171	144	152	194	263	455	616	772
Total	7 389	7 738	8 653	9 546	10 745	12 831	14 849	13 831

Source : BCL, STATEC

Tableau 11 : Dépenses des services autres que financiers et BPT

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
	Unité: mio EUR							
Transport	790	692	854	1 019	1 079	1 282	1 382	1 125
Voyages	2 042	2 145	2 351	2 398	2 493	2 538	2 597	2 593
Construction	244	280	321	343	386	466	533	446
Services d'assurance	817	743	912	991	1 310	1 081	1 279	1 312
Autres services aux entreprises	1 572	1 869	2 403	2 641	3 014	4 084	4 661	4 385
Services personnels, culturels	325	369	384	267	340	448	561	704
Total	5 791	6 098	7 225	7 658	8 623	9 900	11 014	10 564

Source : BCL, STATEC

La quasi-totalité (99%) de la baisse des recettes de transport (environ 600 millions d'euros) s'explique par celle du transport aérien, qui se subdivise de la manière suivante : 6% des recettes proviennent du transport aérien de personnes, 89% du transport aérien de fret et 5% d'autres activités liées au transport aérien.

Le principal opérateur du secteur de transport aérien de marchandises (Cargolux Airlines SA) a annoncé dans son rapport annuel¹ une année catastrophique avec une réduction du chiffre d'affaires de presque 34%.

Cependant, il est important de signaler que la baisse du chiffre d'affaires se subdivise en une réduction des recettes de services de transport et une réduction de la surtaxe de carburant². En se basant sur le rapport annuel 2009 du principal opérateur de fret aérien, le total de la surtaxe de carburant représente 19.6% du chiffre d'affaires de l'année 2009 (c.-à-d. 257 millions d'USD) - contre 30.3% en 2008 (601 millions d'USD) - soit une baisse de 57.2% équivalent à 344 millions d'USD ou encore 239 millions d'euros³. Les recettes totales diminuent de 1.98 milliards d'USD à 1.35 milliards, baisse de 633 millions dont un peu plus de la moitié s'explique par la surtaxe de carburant.

Néanmoins, l'IATA (International Air Transport Association) précise dans son «Cargo eChartbook – Q1 2010»⁴ que les revenus mondiaux de transport aérien de fret ont régressé de plus de 25% en 2009, le pire déclin auquel cette industrie a été confrontée au cours des dernières années (cf. graphique 18).

Ainsi Cargolux Airlines International SA a - malgré cette année catastrophique - réussi à garder sa part de marché mondial qui avoisine les 4%.

Selon l'IATA, le premier trimestre 2009 a connu son plus mauvais résultat dans l'histoire, avec une baisse de plus de 40% des revenus au niveau mondial. Cependant au dernier trimestre 2009, une forte hausse a pu être constatée (12% par rapport à la période correspondante de l'année précédente) par ses membres, hausse qui s'est même poursuivie en janvier 2010. Les prévisions pour l'année 2010 tablent également sur une croissance de l'ordre de 12%. Le principal opérateur luxembourgeois semble également connaître une évolution positive en début d'année : en comparant les deux premiers mois de 2010 à ceux de 2009, on constate une hausse d'un peu plus de 15%, qui semble donc être un peu meilleure que celle du marché.

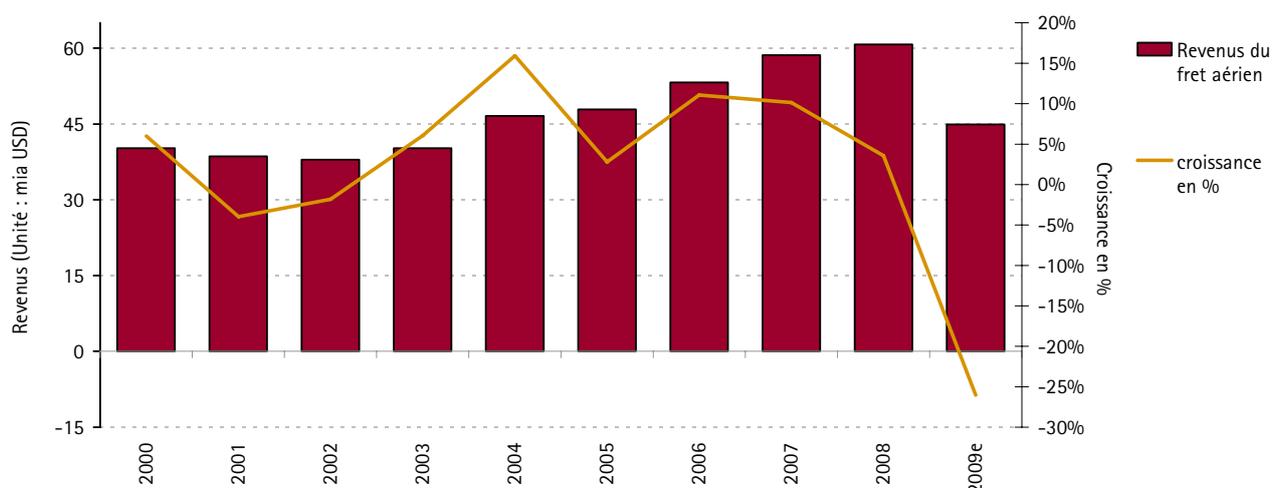
¹ Rapport annuel 2009, Cargolux Airlines SA. <http://www.cargolux.com/Press/AnnualReport>

² Les surtaxes de carburant sont des frais supplémentaires aux prix facturés par une compagnie aérienne ou autre transporteur pour couvrir le surcoût dû au carburant. Elles ne sont jamais incluses dans les prix de base.

³ Converti au taux de change officiel du 31/12/2009

⁴ <http://www.iata.org/SiteCollectionDocuments/eChartbookQ12010.pdf>

Graphique 18 : Revenus globaux de l'industrie mondiale du transport de fret aérien



Source : ICAO, IATA

Alors que l'excédent des services de transport diminue de 24% pour tomber à 1.1 milliard d'euros en 2009, un des principaux postes de charges des sociétés de transport, c'est-à-dire les achats de provisions de bord, connaissent - sous la double influence de la réduction du prix du pétrole depuis juin 2008 et du repli de l'activité - une baisse notable de 44% (achats de 358 millions d'euros en 2009 contre 642 millions en 2008). Cette évolution est identique à celle constatée dans le rapport annuel de 2009 de Cargolux Airlines International SA pour les coûts de carburants. En incluant ces charges dans le calcul du solde des services de transport, l'excédent ainsi calculé diminue de 833 millions d'euros en 2008 à 733 millions en 2009, une baisse nette (7%) moins importante que celle découlant des seuls services de transport. Plus de la moitié des services sont réalisés avec des partenaires résidents dans l'UE - 57% des recettes et 71% des dépenses - et les pays limitrophes restent les principaux pays partenaires.

Les services de construction continuent à connaître un déficit, qui reste pour la première fois depuis 2002 en dessous de 100 millions d'euros en 2009 (96 millions d'euros), représentant une résorption du solde négatif par rapport à 2008, année pour laquelle le déficit est de 115 millions d'euros. Les flux bruts connaissent un recul de 16%, aussi bien pour les recettes que pour les dépenses. Cette évolution s'explique en partie par la baisse de l'activité du principal opérateur résident, qui, largement exposé au secteur sidérurgique, a subi les effets de la crise économique avec essentiellement un recul brutal de ses nouvelles commandes.

Le solde excédentaire laissé par les services de voyages a connu une détérioration entre 2008 et 2009, passant de 451 millions d'euros à quelque 349 millions, niveau le plus bas entre 2002 et 2009, ce qui s'explique par le fait que le niveau des recettes diminue de 3%, alors qu'en même temps les dépenses restent presque constantes. Afin de correctement interpréter le solde constaté, il est important de souligner que dans les services de voyages sont comptabilisées outre les dépenses de touristes étrangers, les ventes de produits d'accises et d'autres produits de consommation à des non-résidents (touristes ou voyageurs de passage ou en transit de même que les frontaliers). La chute des recettes s'explique essentiellement par la réduction aussi bien en volume qu'en prix des carburants. Pour le diesel, il s'agit d'une baisse de 7% pour le volume vendu et de 23% pour le prix, pour l'essence, cette réduction est de 10% respectivement 12%. De plus, il est intéressant de noter que, suite à la crise économique et aux efforts des firmes pour réduire au maximum les coûts généraux, les dépenses de voyages à titre professionnel diminuent de presque 20%, baisse qui est cependant compensée par une légère hausse des dépenses de voyages à titre privé, de sorte que les résidents ont apparemment maintenu leur budget consacré aux voyages privés à l'étranger. Au total, les dépenses de voyages restent donc plus au moins constantes.

Suite à la récession économique, l'excédent dégagé par les autres services aux entreprises s'est nettement rétréci en 2009 (-25% par rapport à 2008). En ce qui concerne les principales sous-rubriques, seul l'excédent des autres services liés au commerce reste stable en 2009 (+1%) ; tous les autres soldes sont en

forte variation. Selon les méthodologies internationales, certaines recettes et dépenses de plusieurs grandes entreprises actives dans le domaine informatique sont enregistrées dans les autres services liés au commerce, secteur relativement neutre à la crise économique.

Tel n'est cependant pas le cas pour le négoce international, dont l'excédent diminue de 31% (en passant de 801 millions d'euros en 2008 à 549 millions en 2009). Comme pour 2008, cette évolution s'explique par celle des transactions nettes réalisées par les principaux négociants déjà présents en 2007 et 2008, opérant en partie dans le négoce international de produits de fer et d'acier. Cependant à l'encontre des années précédentes, cette évolution est devenue négative en 2009, surtout en raison du repli de la demande mondiale en acier. Selon un communiqué de presse publiée en avril 2010 par la «World Steel Association»¹, l'utilisation apparente de l'acier a été en recul de presque 7% au niveau mondial, et même de 35% dans l'UE, seule l'utilisation en Chine a connu une progression de 24.8% en 2009. Les prévisions pour 2010 et 2011 laissent prédire une amélioration de la situation : une hausse de presque 11% au niveau mondial de l'utilisation de l'acier en 2010 et de 5.3% en 2011. Signalons ici que la méthodologie de référence concernant l'établissement de la balance des paiements est sous révision. Un des changements majeurs concerne l'enregistrement des opérations de négoce international: après l'introduction de la norme révisée (en 2014), les transactions concernant le négoce international n'apparaîtront plus au niveau des échanges internationaux de services, mais seront reprises dans les échanges de biens.

Pour la première fois depuis 2002, les services juridiques, de comptabilité et conseil en gestion et de

relations publiques connaissent un excédent (un peu plus de 4 millions d'euros). En analysant les différentes sous-composantes, on voit que les déficits des services juridiques et des services de comptabilité passent d'un solde négatif à un léger excédent en 2009, et que le déficit des services de conseil aux entreprises se voit fortement réduit. Pour les services juridiques et les services de conseil aux entreprises, il s'agit d'une plus forte réduction du côté des dépenses que du côté des recettes. Par contre, les services de comptabilité voient même les recettes augmenter de 5% (958 millions d'euros en 2009 contre 909 millions en 2008), en même temps que les dépenses diminuent (4%). Cette baisse du côté des dépenses peut être inscrite dans les efforts des firmes à réduire leurs coûts dans les périodes économiques difficiles.

Par ailleurs, côté recettes, les services de publicité, études de marché et sondages sont la sous-composante des autres services aux entreprises qui connaît également une importante régression en pourcentage entre 2008 et 2009. Cette évolution a même déjà été annoncée par l'acteur prédominant², qui, dans ses prévisions de 2009, table sur un ralentissement substantiel des recettes publicitaires pour 2009. Afin de ne pas trop compromettre son résultat 2009, toute une panoplie de mesures a été prise pour revoir les structures et minimiser les coûts.

Côté dépenses, il est aussi intéressant de souligner l'évolution des services entre sociétés affiliées. Ces services connaissent une importante progression en valeur (19 millions d'euros) et évoluent de façon contraire aux autres sous-composantes. La hausse des dépenses de ces services intra-groupe est en relation avec la restructuration des services facturés au sein du plus important groupe sidérurgique implanté au Luxembourg.

¹ «Worldsteel Short Range Outlook», World Steel Association
<http://www.worldsteel.org/?action=newsdetail&tid=293>

² CLT-UFA SA, comptes annuels au 31 décembre 2008

Encadré 2: La mesure des avantages comparatifs révélés (ACR) par l'indicateur de Balassa

Dans le cadre des travaux de révision du «Manuel des Statistiques du Commerce International des Services»¹, une nouvelle annexe VII traitant de l'analyse des données du commerce international de services est en cours d'élaboration².

Afin d'identifier les avantages comparatifs d'une économie par rapport au reste du monde, ce manuel préconise l'évaluation des ACR par l'indicateur de Balassa. Cet indicateur mesure l'intensité de spécialisation commerciale d'un service d'un pays par rapport au monde. Il revient donc à mettre en rapport la part des exportations d'un service dans le total des exportations de services du Luxembourg avec cette même part calculée pour le commerce mondial.

Pour les calculs, on s'est basé sur les données de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) ainsi que les données de la balance des paiements du Luxembourg. Si l'indicateur est supérieur à 1, le pays est considéré comme spécialisé dans la branche (avantage comparatif dans la branche), puisqu'il est relativement plus exportateur que la zone de référence, dans notre cas, l'économie mondiale.

Les exportations de services financiers connaissent la plus forte valeur aussi bien en 2006 qu'en 2007. La valeur de 7.80 doit être interprétée de la façon suivante: en matière de services financiers, le Luxembourg exporte 680% de plus que la moyenne des autres pays. Vu la dominance de la place financière au Luxembourg, ce résultat semble peu surprenant, même si on constate une légère baisse de 2006 à 2007.

Tableau 12: ACR par l'indicateur Balassa

	1997	2006	2007	2008	
Transport	0.26	0.25	0.23	0.25	
Voyages	0.44	0.27	0.24	0.25	
Autres services commerciaux	1.87	1.73	1.72	1.71	
	dont				
	Services de télécommunication	n.d.	1.09	1.40	n.d.
	Constructions	n.d.	0.31	0.36	n.d.
	Services financiers	n.d.	8.54	7.80	n.d.
	Services d'assurance	n.d.	2.27	1.80	n.d.
	Services informatiques et d'information	n.d.	1.03	0.45	n.d.
	Redevances et droits de licence	n.d.	0.14	0.11	n.d.
	Autres services aux entreprises	n.d.	0.32	0.40	n.d.
	Services personnels, culturels	n.d.	0.53	0.72	n.d.

Source : BCL, STATEC, Organisation Mondiale du Commerce (OMC) ; calculs de l'auteur
n.d. = non disponible

¹ Manuel conçu conjointement par la Commission des Communautés européennes, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), le Fonds Monétaire International, les Nations Unies, l'Organisation de coopération et de développement économiques et l'Organisation mondiale du commerce

² <http://unstats.un.org/unsd/tradeserv/TFSITS/WWC2009/Structure.pdf>

On aperçoit aussi des avantages comparés du Luxembourg par rapport au reste du monde dans les services d'assurance, qui connaissent une importance relative dans les exportations qui est à peu près le double des autres pays, ainsi que dans les services de télécommunication. Pour ces derniers, deux raisons peuvent expliquer la spécialisation dans le contexte international: l'activité essentiellement internationale de l'opérateur principal actif dans le domaine de la transmission par satellite et l'arrivée des grands acteurs informatiques, qui, vu la réglementation en place, sont principalement actifs sur les marchés européens.

Il est intéressant de voir que les exportations de services de voyages qui, selon la méthodologie internationale, prennent même en compte les dépenses de consommation des frontaliers non-résidents sur le territoire national, voient leur valeur presque diminuer de moitié entre 1997 et 2007. Une explication majeure est que les services de voyages, même en augmentant, ne s'accroissent pas aussi vite au Luxembourg que les exportations de services financiers, ce qui réduit leur importance relative.

Une dernière remarque concerne l'évolution des services informatiques et de l'information entre 2006 et 2007. Suite à la cessation de l'activité principale d'un des premiers grands acteurs informatiques implantés au Luxembourg, le niveau de quasi-parité entre les exportations des services du Luxembourg et celles au plan mondial, se dégrade fortement. En 2007, le degré des services informatiques et de l'information exportés par des sociétés luxembourgeoises ne représente même plus la moitié de la moyenne des exportations des autres pays.

Encadré 3: Evolution globale des services par zone/pays – Régression des pays limitrophes au profit du Royaume-Uni

Le commerce international de services du Luxembourg est fortement touché par le ralentissement de l'économie mondiale en 2009. Pour les recettes, la baisse la plus importante concerne les services financiers avec presque 12%, alors que les services autres que financiers ne diminuent que de 5%.

Au niveau des exportations totales de services, le point saillant est constitué par la part décroissante des pays limitrophes, qui passe de 41.2% en 2000 (voire même 47.9% en 1995) à seulement 39.5% en 2009. Cette régression n'est cependant pas observée pour les exportations de biens, dont le niveau reste en ligne avec les années précédentes et représente 55.5% du total en 2009.

Une analyse plus approfondie fait ressurgir l'origine de ce fléchissement: alors que la part de l'Allemagne reste stable avec 19.1% et que la France ne connaît qu'une légère baisse (9.8% en 2009 par rapport à 10% en 2000), la Belgique a en revanche subi une très forte diminution sur les neuf dernières années pour n'atteindre plus que 10.7%. Cette évolution concerne tant les services financiers qui passent de 13% (en 1995) à 10.1%, mais encore dans une plus grande ampleur les services autres que financiers qui chutent à un nouveau point bas de 11.5%, contre 19.7% en 1995.

Pour les exportations de services non financiers, le groupe des pays BRIC affiche une progression marquée au fil des dernières années avec un quintuplement de sa part relative passant de 0.4% en 1995 à 2.2% en 2009. Cette évolution témoigne de l'importance économique croissante de ce groupe de pays. En 2009, la part relative globale de 2.2% des pays BRIC dans les exportations de services autres que financiers se décline comme suit : Chine (0.8%), Russie (0.7%), Brésil (0.5%) et Inde (0.2%).

Parmi les pays européens, on peut observer un accroissement substantiel du poids relatif du Royaume-Uni, qui a plus que doublé depuis 2000 avec une part relative de 14.8% en 2009.

Ce point marquant s'explique en premier lieu par une hausse des exportations de services financiers, passant de 4.7% en 2000 à 12.5% en 2009. Pourtant, c'est surtout la forte progression des services autres que financiers qui permet au Royaume-Uni de succéder à la Belgique et de se classer au 2^e rang parmi les principaux pays partenaires avec une part relative de 8.3% en 2009, contre 7.1% en 2000, la première place revenant toujours à l'Allemagne.

Ce qui est vrai pour le Royaume-Uni ne vaut cependant pas pour tous les pays européens: c'est le cas notamment de la Suisse qui affiche une évolution inverse, avec un recul notable de son poids relatif dans toutes les catégories de services.

Du point de vue de la concentration géographique au niveau européen, la zone intra-UE 27 a constamment gagné en importance durant les dernières années. Avec une part relative globale de 73.8% en 2009, ce sont principalement les exportations de services financiers qui contribuent à cette progression, en passant de 59.4% en 2000 à 67.6%.

Tel n'est pas le cas pour la zone euro (16 pays) qui suit une évolution diamétralement opposée : tant les services financiers que les services autres que financiers sont en recul. La forte régression de ces derniers (de 66.8% à 59.5%) trouve son origine dans la croissance du rôle du Royaume-Uni précédemment décrite. Sous cette impulsion, on constate une mutation de la destination géographique des exportations de services, profitant à la zone intra-UE 27 et au détriment de la zone euro 16.

Tableau 13 : Evolution des exportations de services pour une sélection de zones/pays

	Variation annuelle en %					Parts relatives en %					
	2000/1995	2005/00	2007	2008	2009	1995	2000	2005	2007	2008	2009
Exportations totales de services											
Monde	23	9	18	1	-9	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Pays limitrophes	19	9	15	3	-10	47.9	41.2	42.0	39.2	39.9	39.5
Allemagne	21	11	18	2	-10	18.4	17.2	19.1	19.0	19.1	19.1
Belgique	19	6	15	3	-13	16.4	14.0	12.2	10.9	11.1	10.7
France	16	10	11	6	-9	13.1	10.0	10.6	9.3	9.7	9.8
BRIC	22	23	44	5	-9	0.4	0.4	0.8	1.1	1.1	1.1
Brésil	19	2	44	14	-24	0.2	0.2	0.1	0.3	0.3	0.3
Russie	34	-5	41	24	17	0.1	0.2	0.1	0.2	0.2	0.3
Inde	-4	55	118	-45	-3	0.1	-	0.1	0.3	0.1	0.2
Chine	24	83	15	26	-16	-	-	0.4	0.3	0.4	0.4
Royaume-Uni	26	22	26	31	-6	4.8	5.5	10.1	11.0	14.3	14.8
Suisse	25	5	18	-3	-17	12.2	13.6	11.6	10.0	9.5	8.7
Etats-Unis d'Amérique	28	-4	18	-1	-10	7.3	9.0	4.8	4.4	4.3	4.3
Intra zone-euro 16	21	10	15	-	-12	61.7	57.6	60.4	57.4	56.5	55.0
Extra zone-euro 16	25	7	23	4	-7	38.3	42.4	39.6	42.6	43.5	45.0
Intra EU-27	22	11	17	5	-10	68.8	66.5	73.8	72.0	74.3	73.8
Extra EU-27	24	3	22	-7	-8	31.2	33.5	26.2	28.0	25.7	26.2
Exportations de services financiers											
Monde	29	8	22	-5	-12	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Pays limitrophes	27	8	20	-1	-14	38.8	35.0	34.9	34.1	35.5	34.7
Allemagne	26	9	19	0	-14	20.6	18.0	18.9	18.4	19.3	18.8
Belgique	27	5	20	2	-16	13.0	11.7	10.5	9.9	10.6	10.1
France	29	9	26	-9	-8	5.2	5.2	5.5	5.8	5.6	5.8
BRIC	11	21	24	-56	12	0.5	0.2	0.4	0.7	0.3	0.4
Brésil	14	-11	12	-54	4	0.3	0.2	0.1	0.2	0.1	0.1
Russie	14	15	27	-12	4	0.1	-	-	0.1	0.1	0.1
Inde	-9	11	180	-75	14	0.1	-	-	0.4	0.1	0.1
Chine	26	94	-48	-36	24	-	-	0.3	0.1	0.1	0.1
Royaume-Uni	36	21	22	41	-14	3.7	4.7	8.5	8.7	12.8	12.5
Suisse	26	6	19	-6	-18	20.6	18.0	16.6	13.1	12.9	12.0
Etats-Unis d'Amérique	26	-5	27	-9	-16	9.9	8.7	4.7	4.5	4.3	4.1
Intra zone-euro 16	30	9	19	-6	-14	50.8	52.5	56.5	54.4	53.7	52.2
Extra zone-euro 16	29	6	25	-4	-9	49.2	47.5	43.5	45.6	46.3	47.8
Intra EU-27	30	10	20	-	-14	57.1	59.4	67.4	65.7	69.1	67.6
Extra EU-27	28	3	25	-14	-8	42.9	40.6	32.6	34.3	30.9	32.4
Exportations de services autres que financiers											
Monde	14	10	12	14	-5	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Pays limitrophes	12	11	9	9	-6	56.7	52.6	53.2	49.5	47.3	46.9
Allemagne	14	15	17	5	-2	16.3	15.8	19.5	20.4	18.7	19.5
Belgique	12	6	8	6	-9	19.7	18.2	14.9	12.9	11.9	11.5
France	12	11	2	17	-9	20.7	18.5	18.8	16.2	16.7	16.0
BRIC	33	23	67	56	-14	0.4	0.8	1.3	1.7	2.4	2.2
Brésil	29	14	79	62	-30	0.1	0.2	0.2	0.5	0.7	0.5
Russie	38	-8	47	39	20	0.2	0.5	0.2	0.4	0.5	0.7
Inde	21	87	-15	164	-14	-	-	0.3	0.1	0.2	0.2
Chine	24	77	100	48	-22	-	0.1	0.6	0.7	0.9	0.8
Royaume-Uni	19	24	30	21	3	5.9	7.1	12.5	15.8	16.8	18.3
Suisse	22	2	12	17	-11	4.1	5.7	3.8	3.7	3.8	3.6
Etats-Unis d'Amérique	30	-3	1	15	1	4.9	9.5	5.0	4.3	4.3	4.6
Intra zone-euro 16	12	10	10	10	-8	72.2	66.8	66.5	63.3	61.0	59.5
Extra zone-euro 16	18	11	18	21	-2	27.8	33.2	33.5	36.7	39.0	40.5
Intra EU-27	14	12	13	12	-5	80.2	79.3	83.9	84.5	82.9	83.3
Extra EU-27	15	5	11	25	-7	19.8	20.7	16.1	15.5	17.1	16.7

Source: BCL, STATEC

La variation annuelle pour une période représente le taux d'accroissement annuel moyen, alors que la variation annuelle pour une année donnée est calculée par rapport à l'année précédente

5. Dégradation persistante du solde des revenus du travail

Les revenus du travail recouvrent les traitements, en espèces ou en nature, gagnés par les salariés dans une économie autre que celle dont ils sont résidents. Cette rémunération est enregistrée sur base du coût salarial, qui renferme également les cotisations sociales patronales et salariales ainsi que les impôts retenus. Les salaires pris en compte dans la balance des paiements du Luxembourg sont ceux générés par les frontaliers résidents et étrangers, les travailleurs saisonniers, les personnes recrutées localement par les ambassades et consulats et les résidents occupés par les institutions internationales.

Les revenus du travail du Luxembourg se soldent depuis l'année 1985 par des sorties nettes croissantes, compte tenu de la rémunération globalement plus élevée versée aux salariés non-résidents travaillant au Luxembourg que celle reçue par les résidents travaillant à l'étranger et auprès des institutions internationales établies à Luxembourg.

Le tableau qui suit retrace l'évolution au cours des années 2002 à 2009. L'on constate pour chaque année de la période sous revue une augmentation des recettes et des dépenses ainsi qu'une aggravation du solde négatif qui passe de -3.3 milliards en l'an 2002 à -6.3 milliards d'euros en 2009 ce qui représente un quasi doublement du déficit.

Les recettes qui s'élèvent en 2009 à un total de 1.22 milliard d'euros sont dominées à 96% par les reve-

nus du travail touchés par les résidents occupés auprès des institutions européennes et autres organisations internationales implantées au Grand-duché de Luxembourg. La rémunération globale (cotisations sociales et impôts inclus) revenant aux quelque 10 300 agents résidents de ces institutions internationales s'élève en 2009 à 1.18 milliard d'euros. Figurent également dans les recettes, la rémunération des salariés résidents travaillant dans un pays limitrophe ainsi que celle des agents résidents occupés par les ambassades étrangères au Luxembourg. Ces deux catégories de salariés génèrent en 2009 un revenu total de 50 millions d'euros.

Du côté des dépenses, la quasi-exclusivité des revenus du travail est versée aux frontaliers étrangers occupés dans l'économie luxembourgeoise. Ce montant est passé de 7.3 milliards d'euros en 2008 à 7.5 milliards en 2009, soit une progression de 2.8%. Cette hausse est de loin inférieure à celles constatées au cours des périodes précédentes, qui se chiffrent à quelque 12% (augmentations de 2006 à 2007 et de 2007 à 2008). Le nombre des frontaliers est passé de 141 402 au début de l'année 2008 à 147 630 au début de l'année 2009, ce qui représente une progression de 4.4% tandis qu'en fin d'année 2009, il s'élève à 145 249 contre 145 820 à fin 2008, donc une régression de 0.4%.

En 2009, les rémunérations revenant aux frontaliers étrangers se répartissent comme suit : 46% reviennent aux frontaliers français, 28% aux frontaliers belges et 26% aux frontaliers allemands.

Les dépenses vers l'étranger à titre de revenus du travail de l'année 2009 comprennent en outre – et ce pour un montant de 8 millions d'euros – la rémunération payée en faveur du personnel engagé sur place par les ambassades luxembourgeoises à l'étranger ainsi que les salaires touchés par les travailleurs saisonniers occupés au Luxembourg, surtout en période de vendanges.

Tableau 14: Revenus du travail 2002 – 2009

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
								Unité: mio EUR
Recettes	831	879	897	1 011	1 071	1 112	1 157	1 222
dont Institutions internationales	791	837	853	965	1 030	1 070	1 113	1 176
Dépenses	4 109	4 353	4 763	5 265	5 809	6 525	7 298	7 500
dont pays limitrophes	4 103	4 347	4 757	5 259	5 802	6 518	7 290	7 492
<i>Allemagne</i>	888	970	1 099	1 240	1 406	1 612	1 841	1 940
<i>Belgique</i>	1 271	1 340	1 449	1 586	1 722	1 904	2 097	2 138
<i>France</i>	1 944	2 036	2 210	2 433	2 674	3 001	3 352	3 414
Solde global	-3 278	-3 474	-3 866	-4 253	-4 738	-5 412	-6 141	-6 279

Source: BCL, STATEC

6. Amélioration du déficit du revenu des investissements

Le solde global du revenu des investissements avec l'étranger laisse en 2009 un déficit de 5.5 milliards d'euros, ce qui représente une amélioration de 421 millions d'euros par rapport à l'année précédente.

D'une façon générale, la diminution des flux bruts est en majeure partie à mettre en relation avec les taux d'intérêts qui sont historiquement bas dans un contexte de crise économique et financière.

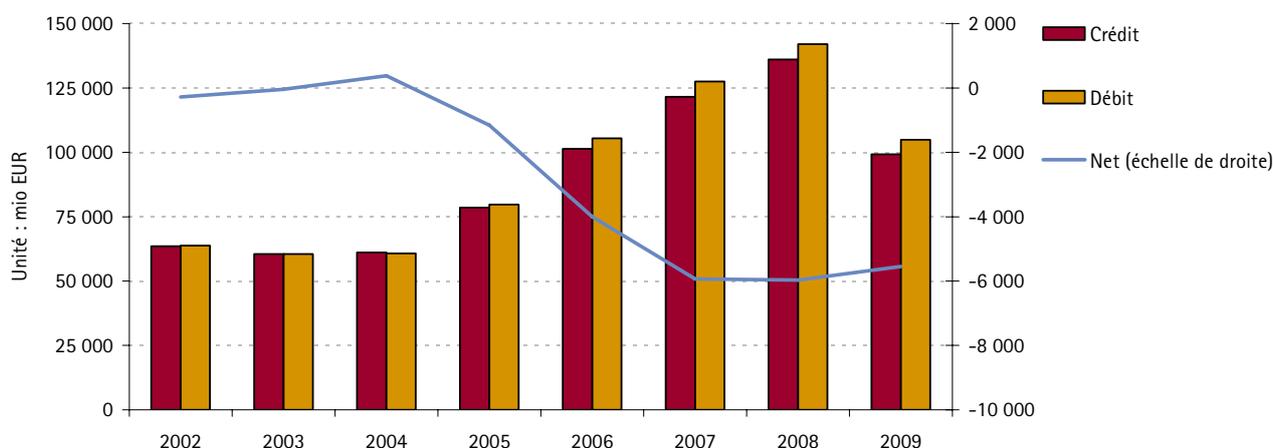
S'il est vrai que le solde global du revenu des investissements de l'année 2009 s'apparente à celui de l'année passée, il n'est pas moins vrai que les différentes sous-composantes connaissent des évolutions contrastées qui sont liées en grande partie à une révision méthodologique intervenue au premier janvier 2009.

Dans le cadre de la responsabilité partagée entre le Statec et la BCL pour l'établissement de la balance des paiements découlant de la loi du 28 juin 2000 et de l'accord de coopération signé entre parties le 21 janvier 2001, c'est la BCL qui est en charge de l'évaluation des revenus des investissements «de portefeuille» et des «autres investissements».

Obtempérant aux exigences de la BCE en la matière, la BCL a modifié la méthode d'évaluation des revenus des investissements de portefeuille en ayant recours à la base de données centralisée de titres (CSDB – Centralised Securities Database) qui couvre notamment sur une base individuelle les caractéristiques (en ce compris le taux d'intérêt) des titres de créance émis par des résidents de la zone euro. En ayant recours à ladite base de données, trois modifications majeures ont impacté le calcul du revenu des investissements.

D'abord, en se basant à la fois sur une nouvelle collecte «titre par titre» auprès des résidents recensant les encours mensuels des avoirs et engagements des titres de portefeuille¹ et sur les informations contenues dans la CSDB, l'encours des émissions luxembourgeoises de titres de créance a pu être mieux cerné et a été revu à la hausse, tout particulièrement pour le secteur non-bancaire. La PEG (Position extérieure globale), un état, confectionné par la BCL, qui reprend sur une base trimestrielle le niveau du stock d'avoirs et engagements financiers extérieurs, documente bien ce phénomène².

Graphique 19 : Revenu des investissements 2002 – 2009



Source: BCL, STATEC

¹ La première situation notifiée par les résidents concerne les positions de fin décembre 2008.

² http://www.bcl.lu/fr/statistiques/series_statistiques/09_position_exterieure/09_03_Tableau.xls

Puis, de surcroît, un changement méthodologique est intervenu dans la détermination du revenu de ces investissements de portefeuille. Avant 2009, la BCL a appliqué aux positions des investissements de portefeuille (avoirs et engagements) un taux de rendement actualisé en tenant compte du pays émetteur, du type de titre et de la structure cambiale des émissions («approche créditeur»). Dorénavant, en se basant sur les informations nouvellement disponibles au niveau de la CSDB, la BCL applique l'«approche débiteur» en utilisant pour chaque émission individuelle le taux d'intérêt en vigueur au moment de l'émission du titre.

Enfin, des prêts et dépôts constituent bien souvent la contrepartie des émissions de titres de créances, de sorte qu'une révision à la hausse du stock des émissions de titres des résidents (engagements) entraînant également une hausse des versements d'intérêts (débit - investissements de portefeuille), a comme corollaire une augmentation des avoirs qui génèrent des revenus d'intérêts comptabilisés essentiellement au niveau des «autres investissements» (crédit).

La révision détaillée ci-avant a donc comme conséquences principales un accroissement des versements d'intérêts de portefeuille vers l'étranger et en contrepartie une augmentation des intérêts des autres investissements reçus de l'étranger, comme quoi les résultats de 2009 ne sont pas directement comparables avec les séries antérieures au niveau des sous-composantes, et ce tant par les niveaux et soldes que par la ventilation géographique y afférente.

Une description plus détaillée des changements méthodologiques précités a été publiée par la BCL¹.

Les revenus des investissements directs étrangers (IDE) dégagent structurellement un déficit, notamment en relation avec la rémunération versée effectivement (dividendes) ou assignée fictivement sous forme de bénéfices réinvestis aux capitaux étrangers investis au Luxembourg. Rappelons que pour cette première estimation annuelle des revenus des IDE, différentes données de base qui touchent tout particulièrement à l'évaluation des bénéfices réinvestis ne sont pas encore disponibles, de sorte que les résultats sont à considérer comme extrêmement provisoires.

Les bénéfices réinvestis correspondent à la partie non distribuée du bénéfice courant qui est attribuée fictivement à l'investisseur direct au prorata de sa participation et ce au moyen d'une écriture au niveau du revenu des investissements directs, avec comme contrepartie comptable un enregistrement dans le compte des opérations financières dans la catégorie des investissements directs. Pour ce qui est de l'évaluation de ces bénéfices réinvestis, il y a lieu de signaler que l'attribution fictive à l'investisseur des bénéfices non distribués est calculée uniquement sur base des opérations courantes de l'exercice. Par convention sont exclus des recettes d'exploitation prises en compte, tous les gains et pertes de détention, réalisés ou non. Ceci vaut également pour les entreprises relevant du secteur financier, dont les pertes (et gains) sur titres détenus sont exclus de façon systématique de la détermination du résultat courant opérationnel, de sorte qu'il peut arriver que des sociétés ayant clôturé l'exercice avec une perte comptable importante (causée par des pertes de détention) génèrent quand même un résultat courant positif, qui – en l'absence de versements réels de dividendes – est assigné fictivement à l'investisseur direct.

Tableau 15 : Revenu des investissements 2002 – 2009

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Crédit	63 531	60 445	61 109	78 535	101 410	121 578	136 023	99 309
Investissements directs	13 589	17 702	16 592	27 204	30 205	35 691	44 494	23 333
Investissements de portefeuille	34 740	31 237	33 684	39 454	54 400	63 231	66 480	52 067
Autres investissements	15 201	11 505	10 833	11 878	16 805	22 657	25 049	23 908
Débit	63 811	60 486	60 729	79 691	105 417	127 513	141 991	104 856
Investissements directs	19 763	23 297	21 133	31 310	34 512	42 383	51 830	32 492
Investissements de portefeuille	31 455	27 900	30 853	37 088	51 602	60 324	64 725	60 648
Autres investissements	12 593	9 289	8 743	11 293	19 302	24 805	25 435	11 716
Net	-280	-42	380	-1 156	-4 007	-5 934	-5 968	-5 547
Investissements directs	-6 174	-5 595	-4 541	-4 106	-4 307	-6 692	-7 337	-9 158
Investissements de portefeuille	3 285	3 338	2 831	2 365	2 797	2 906	1 756	-8 580
Autres investissements	2 608	2 216	2 090	585	-2 497	-2 148	-387	12 192

Source: BCL, STATEC
calculs sur base de chiffres non-arrondis

¹ Bulletin 2009-3, page 126

http://www.bcl.lu/fr/publications/bulletins_bcl/BULLETIN_BCL_2009_3/Bulletin_2009_3.pdf

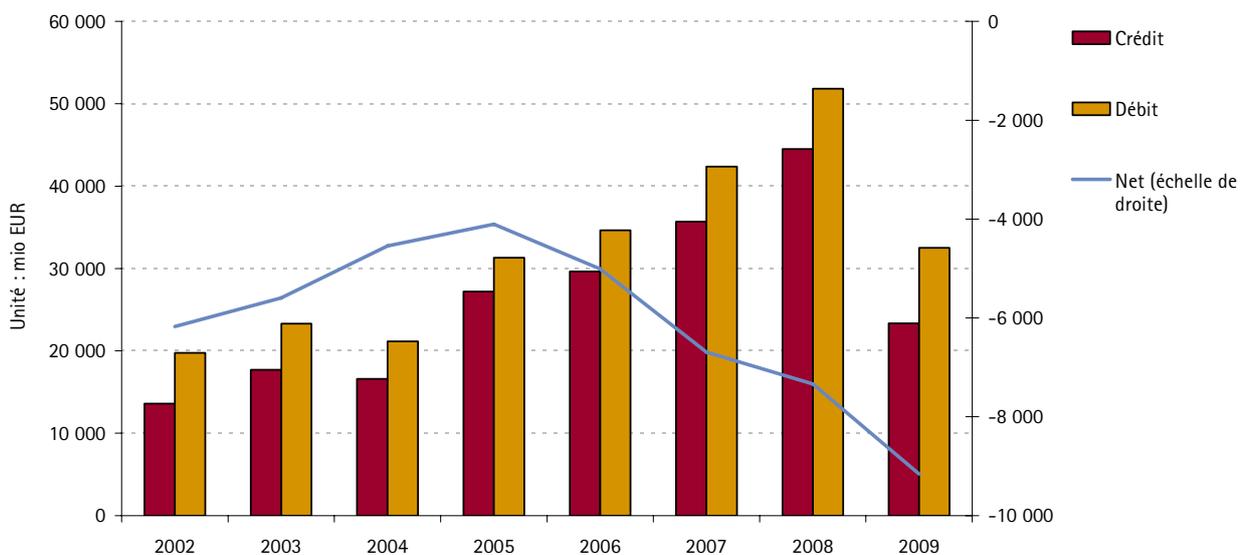
Par ailleurs, il est à noter que, conformément aux recommandations internationales, les flux bruts du revenu des investissements directs comprennent également ceux générés par des entités spécialisées établies au Luxembourg. En effet, certaines entreprises d'investissements directs luxembourgeoises ne sont constituées par des non-résidents dans le seul but de transférer des fonds à destination d'une société affiliée établie dans une autre économie. Les flux de revenus générés par ces unités résidentes sont pris en considération, même si les fonds en transit qu'elles canalisent n'ont que peu d'impact sur l'économie nationale.

Pour des raisons de ruptures de séries, intervenues suite aux changements méthodologiques mentionnés ci-avant, les revenus des investissements de portefeuille et les revenus des autres investissements sont présentés de façon groupée. Ce sont aussi essentiellement ces mêmes modifications de compilation qui sont à la base de l'évolution favorable du solde cumulé,

qui s'améliore de quelque 2.2 milliards d'euros en 2009 par rapport à l'année précédente.

Par ailleurs, suite aux obligations communautaires et suivant un concept issu des comptes nationaux, les résultats de la balance des paiements reprennent également au niveau d'une sous-rubrique du revenu des autres investissements, les «revenus de la propriété attribués aux assurés» non-résidents. Les revenus de la propriété attribués aux assurés correspondent au total des revenus que tirent les sociétés d'assurance du placement de leurs réserves techniques. Bien que celles-ci soient détenues et gérées par les entreprises d'assurance, elles le sont pour le compte des assurés. Ces réserves techniques appartenant aux assurés, les revenus de placement reçus par les entreprises d'assurance sont considérés comme étant versés par les entreprises d'assurance aux assurés. Ceux-ci les reversent (non moins fictivement) aux assureurs comme «suppléments de primes». Le traitement statistique des suppléments de primes est assimilé aux primes effectivement versées.

Graphique 20 : Revenu des investissements directs 2002 - 2009

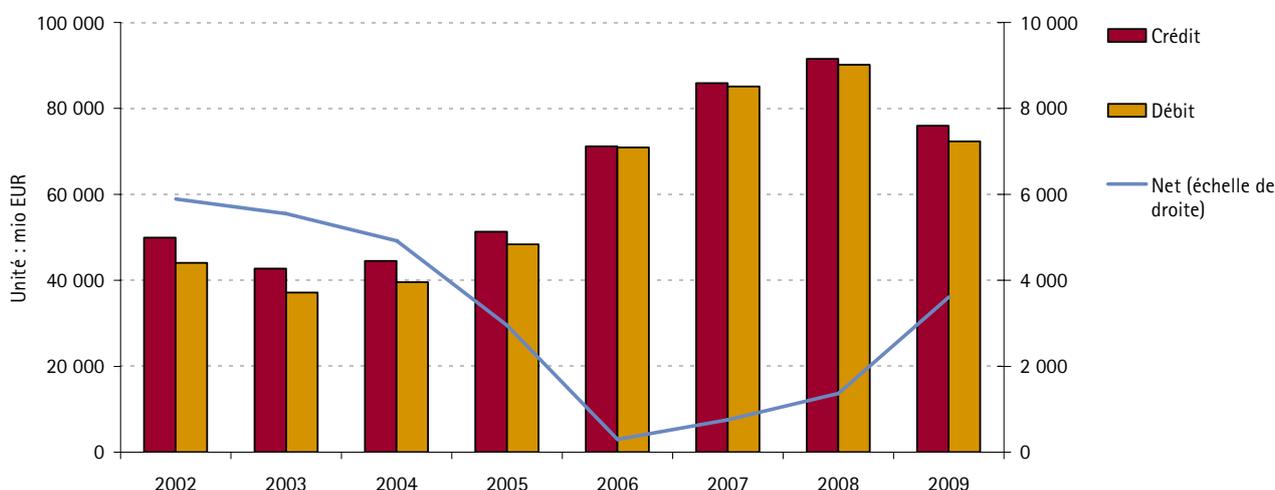


Source: BCL, STATEC

Enfin, une évaluation des SIFIM (services d'intermédiation financière indirectement mesurés) est désormais obligatoirement incluse dans les résultats de la balance des paiements transmis aux organisations internationales, au niveau du revenu des investissements. Par SIFIM, on entend les commissions qui ne sont pas explicitement facturées, mais dont le coût peut être imputé ou calculé à partir de l'écart entre des taux «de référence» appropriés et les taux effectivement appliqués aux emprunts/dépôts. Au Luxembourg, les chiffres repris en balance des paiements correspondent à l'évaluation figurant dans les comptes nationaux. Toutefois, en comptabilité nationale, l'imputation des SIFIM équivaut à reclasser une

partie des intérêts dans les services financiers, alors qu'en balance des paiements, les SIFIM font - suivant les procédures d'enregistrement préconisées actuellement par les organisations internationales - partie intégrante des intérêts au poste du revenu des investissements, avec un effet neutre sur le solde du revenu. Il est à noter que les manuels de référence en matière de compilation de la balance des paiements sont actuellement sous révision, et, à l'heure actuelle, tout porte à croire que, dès l'application du nouveau cadre réglementaire en 2014, la balance des paiements s'alignera sur les comptes nationaux avec un reclassement des SIFIM dans les services financiers.

Graphique 21 : Revenu des investissements de portefeuille et des autres investissements



Source: BCL, STATEC

7. Nette résorption du déficit des transferts courants

Le solde des transferts courants est revenu de 1.8 milliard d'euros en 2008 à un déficit de 1 milliard en 2009, représentant une amélioration d'un peu plus de 800 millions d'euros.

L'excédent dégagé en 2009 par les transferts courants du secteur public est en repli d'environ 0.2 milliard d'euros par rapport à la situation de l'année précédente, notamment en raison d'un léger recul des recettes qui s'oppose à une assez forte augmentation des dépenses de presque 9%. La baisse des recettes est à mettre en relation avec la retenue fiscale sur la rémunération des frontaliers entrants, notamment suite à l'introduction à partir de l'année 2009 d'un ajustement supplémentaire de 9% du barème de l'impôt sur le revenu des personnes physiques.

Du côté des dépenses, les transferts sociaux en faveur des non-résidents sont passés de 1.36 milliard d'euros en 2008 à 1.5 milliard en 2009. Parmi les différentes prestations, celles qui sont fournies à titre de pension occupent le premier rang avec une part de 36% du total. En comparant le total des impôts et des cotisations sociales retenus sur la rémunération des frontaliers entrants au total des prestations revenant aux non-résidents, il ressort des excédents annuels très substantiels en faveur du Luxembourg. La couverture plus que suffisante des dépenses sociales par les recettes à titre de cotisations sociales et d'impôts a de nouveau pu être assurée en 2009, et ce malgré une deuxième adaptation du barème d'imposition qui intervient après celle de 2008.

En 2009, les versements aux organisations européennes ont augmenté de quelque 7% pour totaliser 280 millions d'euros. D'autre part, la crise économique n'a pas eu d'impact particulier sur l'aide publique au développement (APD) qui, d'après les résultats provisoires disponibles, s'est accru par rapport à 2008. Il est à noter que l'APD n'est pas reprise dans sa totalité au niveau des transferts courants de la balance des paiements. Alors que la coopération internationale courante s'enregistre comme transfert courant, les dons pour investissement s'inscrivent dans le compte de capital.

Tableau 16: Transferts courants 2002-2009

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
	Unité: mio EUR							
Administrations publiques								
<i>Recettes totales</i>	1 198	1 435	1 451	1 650	1 924	1 988	2 347	2 323
Impôts sur le revenu et cotisations sociales	1 120	1 242	1 353	1 577	1 852	1 881	2 228	2 205
Autres	78	192	98	72	72	108	118	119
<i>Dépenses totales</i>	1 289	1 236	1 320	1 513	1 557	1 723	1 860	2 024
Prestations sociales	798	884	911	1 036	1 126	1 194	1 362	1 515
Institutions européennes	215	215	220	237	224	294	261	280
Aide publique au développement (APD)	74	81	99	109	112	138	143	157
Autres	201	56	91	131	95	96	93	72
<i>Solde</i>	-91	199	131	136	367	265	487	299
Autres secteurs								
<i>Recettes totales</i>	2 590	1 997	1 785	2 138	2 683	2 370	2 630	2 551
Assurances non-vie et réassurances	2 292	1 538	1 490	1 785	2 216	1 824	2 103	1 995
Autres	298	459	295	354	467	546	527	555
<i>Dépenses totales</i>	2 810	2 742	2 782	3 216	3 969	4 263	4 960	3 876
Envoi de fonds des travailleurs	47	47	52	55	65	67	69	63
Assurances non-vie et réassurances	2 112	1 715	1 615	1 916	1 990	1 772	2 123	2 085
Réallocation revenu monétaire	100	282	461	625	1 050	1 602	1 965	695
Autres	551	698	654	621	865	822	802	1 033
<i>Solde</i>	-219	-746	-997	-1 078	-1 286	-1 893	-2 329	-1 325
Solde global	-310	-547	-866	-942	-919	-1 628	-1 843	-1 026

Source: BCL, STATEC

calculs sur base de chiffres non-arrondis

Du rapport 2010 concernant la coopération pour le développement, publié récemment par l'OCDE¹, il ressort que pour les dernières années l'APD du Luxembourg frôle le 1% du RNB (revenu national brut), dépassant ainsi largement l'objectif fixé de longue date par les Nations Unies, qui invitent les pays à affecter au moins 0.7% de leur RNB à l'APD. Au niveau des pays membres de l'OCDE, le Luxembourg n'est devancé que par la Suède pour ce qui est de l'APD nette exprimée en pourcentage de RNB.

D'autre part, une résorption importante du déficit laissé par les transferts courants des autres secteurs est intervenue en 2009. Deux phénomènes de sens opposé sont à signaler. D'abord l'amélioration marquée du déficit est en relation directe avec la réduction importante des transferts effectués par la BCL à la Banque centrale européenne (BCE) au titre de réallocation du revenu monétaire à l'intérieur de la zone euro. La baisse des taux d'intérêt à un niveau historiquement bas, n'est certainement pas étrangère à cette évolution.

Rappelons qu'au niveau de l'union monétaire, le revenu dégagé par les banques centrales nationales (BCN) dans l'exercice des missions de politique monétaire de l'Eurosystème, revient aux différentes BCN au prorata de leur part libérée dans le capital de la BCE.

Cette baisse des transferts nets de la BCL a plus qu'effacé l'augmentation de plus de 200 millions d'euros des dépenses des autres transferts courants du secteur privé, occasionnée principalement par les indemnités versées en 2009 à des investisseurs non-résidents par l'Association pour la Garantie des Dépôts Luxembourg (AGDL) dans le cadre de l'insolvabilité de différents établissements de crédit luxembourgeois intervenue en 2008. Il est à préciser que l'AGDL est une association sans but lucratif regroupant quelque 250 établissements financiers, qui organise un système de garantie mutuelle des dépôts couvrant également les succursales d'établissements luxembourgeois établies dans des pays membres de l'UE.

¹ OCDE, Coopération pour le développement, Rapport 2010 (page 136)
http://www.oecd.org/document/54/0,3343,fr_2649_34447_42196022_1_1_1_1,00&en-USS_01DBC.html

8. Déficit du compte de capital et capacité de financement structurelle

Le solde du compte de capital connaît en 2009 une légère détérioration et laisse un déficit de 268 millions d'euros, contre 235 millions en 2008. Les dons pour investissements versés par le secteur public contribuent pour une large part au solde négatif. D'autre part, le déficit des actifs non financiers non produits s'est aggravé par rapport à 2008 sous l'effet d'acquisitions nettes d'actifs incorporels intangibles

(brevets, licences, marques commerciales) et d'achats nets de droits d'émission de gaz à effet de serre.

Tout comme les années précédentes, le solde cumulé des comptes courant et de capital dégage un excédent, ce qui traduit une capacité de financement issue de la balance des paiements qui s'élève – aux erreurs et omissions près – à 1.9 milliard d'euros en 2009. La contrepartie de ce solde de financement est celui des opérations financières, où le Luxembourg (l'économie dans son ensemble) reste prêteur net à l'égard du reste du monde. Les exportations nettes de capitaux s'élèvent pour 2009 à 1.8 milliard d'euros, ce qui représente quelque 5% du PIB.

Tableau 17: Capacité de financement issue de la balance des paiements 2002-2009

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
	Unité: mio EUR							
Balance sur biens et services	6 395	6 165	7 606	9 676	13 180	16 611	16 052	14 982
Solde des opérations de répartition (1)	-3 869	-4 062	-4 352	-6 352	-9 664	-12 974	-13 951	-12 852
Compte de capital	-95	-125	-617	884	-290	-147	-235	-268
Secteur public: dons pour investissements	-86	-97	-104	-114	-120	-141	-144	-159
Autres transferts de capital	33	11	-63	-4	-36	8	-10	15
Actifs non financiers non produits	-42	-40	-451	1 002	-135	-14	-80	-125
Capacité de financement	2 431	1 978	2 637	4 208	3 226	3 490	1 865	1 862
Solde du compte financier	-2 668	-1 962	-2 808	-4 300	-3 190	-3 417	-1 892	-1 841
Erreurs et omissions nettes	237	-16	171	92	-36	-73	27	-21

Source: BCL, STATEC

(1) il s'agit des revenus et transferts courants
calculs sur base de chiffres non-arrondis

C. Tableaux statistiques

Tableau 1: Principaux soldes de la balance des paiements du Luxembourg 2002-2009	154
Tableau 2.1: Transactions courantes du Luxembourg – CREDIT et DEBIT	155
Tableau 2.2: Transactions courantes du Luxembourg – solde et taux de couverture	156
Tableau 3.1.1: Exportations de biens et services par zones économiques	157
Tableau 3.1.2: Exportations de biens et services par zones économiques – parts relatives	158
Tableau 3.2.1: Importations de biens et services par zones économiques	159
Tableau 3.2.2: Importations de biens et services par zones économiques – parts relatives	160
Tableau 3.3: Solde des échanges internationaux de biens et services par zones économiques	161
Tableau 4.1: Exportations de biens et services avec les pays limitrophes	162
Tableau 4.2: Importations de biens et services avec les pays limitrophes	163
Tableau 4.3: Solde des échanges internationaux de biens et services avec les pays limitrophes	164
Tableau 4.4: Echanges internationaux de biens et services avec l'ensemble des pays limitrophes	165
Tableau 5: Echanges de biens et services par pays partenaire	166
Tableau 5: Echanges de biens et services par pays partenaire (suite 1)	167
Tableau 5: Echanges de biens et services par pays partenaire (suite 2)	168
Tableau 6: Exportations de services – principaux pays partenaires	169
Tableau 7: Importations de services – principaux pays partenaires	170
Tableau 8: Exportations et importations de services – zones partenaires	171

Tableau 1: Principaux soldes de la balance des paiements du Luxembourg 2002-2009

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
								Unité: mio EUR
Compte courant	2 526	2 103	3 254	3 324	3 516	3 637	2 100	2 130
Biens	-2 220	-2 640	-2 862	-3 390	-3 420	-3 535	-4 301	-3 014
Services	8 615	8 806	10 468	13 065	16 600	20 146	20 352	17 996
Revenus	-3 558	-3 515	-3 487	-5 410	-8 745	-11 346	-12 109	-11 825
Rémunération des salariés	-3 278	-3 474	-3 866	-4 253	-4 738	-5 412	-6 141	-6 279
Revenu des investissements	-280	-42	380	-1 156	-4 007	-5 934	-5 968	-5 547
Investissements directs	-6 174	-5 595	-4 541	-4 106	-4 307	-6 692	-7 337	-9 158
Autres revenus des investissements	5 893	5 554	4 921	2 950	300	758	1 369	3 612
Transferts courants	-310	-547	-866	-942	-919	-1 628	-1 843	-1 026
Administrations publiques	-91	199	131	136	367	265	487	299
Autres secteurs	-219	-746	-997	-1 078	-1 286	-1 893	-2 329	-1 325
Compte de capital	-95	-125	-617	884	-290	-147	-235	-268
Transferts de capital	-53	-86	-166	-118	-155	-133	-155	-143
Actifs non financiers non produits	-42	-40	-451	1 002	-135	-14	-80	-125
Compte d'opérations financières	-2 668	-1 962	-2 808	-4 300	-3 190	-3 417	-1 892	-1 841
Investissements directs	-11 176	-9 362	-4 343	-6 787	11 169	-47 722	-23 629	-15 615
Investissements du Luxembourg à l'étranger	-133 517	-88 399	-67 678	-100 206	-91 252	-186 717	-93 439	-135 804
Opérations en capital et bénéfices réinvestis	-123 431	-77 160	-84 019	-90 760	-69 661	-162 892	-63 079	-79 014
SPE(1)	-114 737	-77 155	-80 669	-85 499	-57 718	-117 594	-65 494	-79 098
Autres	-8 693	-5	-3 349	-5 261	-11 943	-45 298	2 415	85
Autres opérations, prêts	-10 087	-11 239	16 340	-9 446	-21 591	-23 825	-30 360	-56 790
SPE(1)	-8 961	-11 280	18 577	-7 438	-27 811	-23 127	-16 623	-45 938
Autres	-1 126	41	-2 236	-2 008	6 220	-698	-13 738	-10 852
Investissements de l'étranger au Luxembourg	122 341	79 037	63 335	93 420	102 421	138 995	69 810	120 188
Opérations en capital et bénéfices réinvestis	121 411	73 340	54 930	79 555	91 158	115 300	36 284	149 188
SPE(1)	115 693	71 050	51 593	74 560	62 876	139 896	27 318	136 658
Autres	5 718	2 289	3 337	4 996	28 282	-24 596	8 966	12 529
Autres opérations, prêts	930	5 697	8 405	13 864	11 263	23 695	33 526	-29 000
SPE(1)	2 336	5 405	7 560	14 052	14 208	20 396	36 151	-36 102
Autres	-1 405	292	845	-187	-2 945	3 299	-2 625	7 103
Investissements de portefeuille	77 415	17 286	41 502	39 234	58 993	97 866	23 423	2 023
Avoirs	7 026	-69 724	-69 713	-214 684	-143 289	-128 050	120 915	-113 216
Titres de participation	3 824	-30 379	-36 454	-100 190	-83 482	-38 142	59 062	-29 248
Titres de créance	3 202	-39 344	-33 259	-114 494	-59 807	-89 908	61 853	-83 968
Engagements	70 389	87 009	111 215	253 919	202 283	225 915	-97 492	115 239
Titres de participation	40 164	61 989	97 078	222 016	178 501	205 777	-99 024	81 625
Titres de créance	30 226	25 020	14 137	31 903	23 782	20 138	1 532	33 614
Produits financiers dérivés	-1 452	5 275	-2 638	-2 767	7 664	10 216	-14 247	-10 367
Autres investissements	-67 416	-15 066	-37 323	-34 021	-81 041	-63 837	12 651	22 182
Avoirs	-46 327	-28 758	-93 406	-154 186	-212 297	-180 974	-25 260	53 457
Engagements	-21 089	13 692	56 083	120 165	131 256	117 137	37 911	-31 275
Avoirs de réserve	-38	-94	-5	39	24	61	-90	-64
Erreurs et omissions nettes	237	-16	171	92	-36	-73	27	-21

Source: BCL, STATEC

(1) Les «Special Purpose Entities» (SPE) sont des entités financières spécialisées regroupant diverses catégories de sociétés financières non-bancaires en ce compris les sociétés holding ainsi que les sociétés de participations financières (soparfi).

Au compte financier le signe «-» correspond à une augmentation des avoirs ou à une diminution des engagements
calculs sur base de chiffres non-arrondis

Tableau 2.1: Transactions courantes du Luxembourg – CREDIT et DEBIT

Libellé	CREDIT							
	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
	Unité: mio EUR							
Opérations courantes	99 975	96 959	103 428	127 949	160 604	188 135	205 127	160 396
Biens et services	31 825	32 204	38 186	44 614	53 516	61 086	62 970	54 991
Biens	10 058	9 693	10 875	11 739	13 151	13 302	14 552	11 154
Services	21 768	22 511	27 312	32 875	40 365	47 784	48 418	43 837
Transports	1 547	1 560	1 751	2 145	2 310	2 527	2 857	2 256
Voyages	2 542	2 646	2 940	2 904	2 891	2 935	3 048	2 942
Communication	733	737	764	843	1 090	1 575	1 982	2 171
Construction	127	146	187	228	268	350	418	349
Services d'assurance	1 100	1 146	1 342	1 573	1 937	1 892	2 134	2 293
Services financiers	12 970	12 648	15 640	20 121	26 133	31 786	30 206	26 596
Informatique et information	327	1 044	1 837	1 865	1 824	1 022	889	766
Redevances et droits de licence	123	113	161	238	313	286	230	212
Autres services aux entreprises	1 901	2 095	2 282	2 502	3 076	4 672	5 776	5 219
Services personnels, culturels	171	144	152	194	263	455	616	772
Services des adm. publiques nca	225	232	257	263	260	284	262	260
Revenus	64 362	61 324	62 006	79 546	102 480	122 691	137 180	100 530
Rémunération des salariés	831	879	897	1 011	1 071	1 112	1 157	1 222
Revenu des investissements	63 531	60 445	61 109	78 535	101 410	121 578	136 023	99 309
Transferts courants	3 788	3 431	3 236	3 788	4 607	4 359	4 977	4 874
Administrations publiques	1 198	1 435	1 451	1 650	1 924	1 988	2 347	2 323
Autres secteurs	2 590	1 997	1 785	2 138	2 683	2 370	2 630	2 551
	Débit							
	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Opérations courantes	97 449	94 856	100 174	124 625	157 088	184 498	203 027	158 265
Biens et services	25 431	26 039	30 580	34 939	40 336	44 475	46 918	40 009
Biens	12 278	12 333	13 736	15 129	16 571	16 837	18 853	14 168
Services	13 153	13 706	16 844	19 810	23 765	27 638	28 065	25 841
Transports	790	692	854	1 019	1 079	1 282	1 382	1 125
Voyages	2 042	2 145	2 351	2 398	2 493	2 538	2 597	2 593
Communication	101	507	872	932	1 058	898	963	1 012
Construction	244	280	321	343	386	466	533	446
Services d'assurance	817	743	912	991	1 310	1 081	1 279	1 312
Services financiers	6 830	6 664	8 141	10 538	13 400	15 975	15 159	13 373
Informatique et information	300	322	467	548	533	550	528	530
Redevances et droits de licence	105	96	117	111	128	291	370	327
Autres services aux entreprises	1 572	1 869	2 403	2 641	3 014	4 084	4 661	4 385
Services personnels, culturels	325	369	384	267	340	448	561	704
Services des adm. publiques nca	27	18	22	24	23	25	31	36
Revenus	67 920	64 839	65 493	84 956	111 225	134 037	149 289	112 356
Rémunération des salariés	4 109	4 353	4 763	5 265	5 809	6 525	7 298	7 500
Revenu des investissements	63 811	60 486	60 729	79 691	105 417	127 513	141 991	104 856
Transferts courants	4 098	3 979	4 102	4 730	5 526	5 986	6 820	5 900
Administrations publiques	1 289	1 236	1 320	1 513	1 557	1 723	1 860	2 024
Autres secteurs	2 810	2 742	2 782	3 216	3 969	4 263	4 960	3 876

Source: BCL, STATEC

Tableau 2.2: Transactions courantes du Luxembourg – solde et taux de couverture

Libellé	Net							
	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
	Unité: mio EUR							
Opérations courantes	2 526	2 103	3 254	3 324	3 516	3 637	2 100	2 130
Biens et services	6 395	6 165	7 606	9 676	13 180	16 611	16 052	14 982
Biens	-2 220	-2 640	-2 862	-3 390	-3 420	-3 535	-4 301	-3 014
Services	8 615	8 806	10 468	13 065	16 600	20 146	20 352	17 996
Transports	757	867	897	1 126	1 231	1 245	1 475	1 131
Voyages	500	501	589	506	398	396	451	349
Communication	632	230	-108	-89	32	677	1 020	1 159
Construction	-117	-134	-134	-115	-118	-116	-115	-96
Services d'assurance	284	403	430	582	627	811	855	982
Services financiers	6 140	5 984	7 499	9 584	12 733	15 812	15 047	13 223
Informatique et information	28	721	1 370	1 317	1 291	472	360	236
Redevances et droits de licence	19	17	44	127	185	-5	-140	-115
Autres services aux entreprises	329	227	-121	-138	62	587	1 115	834
Services personnels, culturels	-154	-225	-233	-73	-77	7	55	68
Services des adm. publiques nca	199	214	235	239	236	259	231	224
Revenus	-3 558	-3 515	-3 487	-5 410	-8 745	-11 346	-12 109	-11 825
Rémunération des salariés	-3 278	-3 474	-3 866	-4 253	-4 738	-5 412	-6 141	-6 279
Revenu des investissements	-280	-42	380	-1 156	-4 007	-5 934	-5 968	-5 547
Transferts courants	-310	-547	-866	-942	-919	-1 628	-1 843	-1 026
Administrations publiques	-91	199	131	136	367	265	487	299
Autres secteurs	-219	-746	-997	-1 078	-1 286	-1 893	-2 329	-1 325
	Taux de couverture en %							
	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Opérations courantes	103	102	103	103	102	102	101	101
Biens et services	125	124	125	128	133	137	134	137
Biens	82	79	79	78	79	79	77	79
Services	166	164	162	166	170	173	173	170
Transports	196	225	205	210	214	197	207	201
Voyages	124	123	125	121	116	116	117	113
Communication	723	145	88	90	103	175	206	215
Construction	52	52	58	67	70	75	78	78
Services d'assurance	135	154	147	159	148	175	167	175
Services financiers	190	190	192	191	195	199	199	199
Informatique et information	109	324	393	340	342	186	168	145
Redevances et droits de licence	118	118	137	215	244	98	62	65
Autres services aux entreprises	121	112	95	95	102	114	124	119
Services personnels, culturels	53	39	39	73	77	102	110	110
Services des adm. publiques nca	849	1 295	1 166	1 087	1 107	1 133	834	731
Revenus	95	95	95	94	92	92	92	89
Rémunération des salariés	20	20	19	19	18	17	16	16
Revenu des investissements	100	100	101	99	96	95	96	95
Transferts courants	92	86	79	80	83	73	73	83
Administrations publiques	93	116	110	109	124	115	126	115
Autres secteurs	92	73	64	66	68	56	53	66

Source: BCL, STATEC

Tableau 3.1.1: Exportations de biens et services par zones économiques

Libellé	Intra zone euro					Extra zone euro				
	2005	2006	2007	2008	2009	2005	2006	2007	2008	2009
	Unité: mio EUR									
Biens et services	28 261	32 761	36 682	37 311	31 982	16 353	20 755	24 404	25 659	23 010
Biens	8 451	9 178	9 448	10 010	7 850	3 288	3 974	3 854	4 542	3 305
Marchandises générales	7 499	8 184	8 415	8 668	6 444	2 601	2 876	2 951	2 916	2 301
Autres opérations sur biens	952	994	1 033	1 343	1 406	687	1 098	903	1 626	1 004
Services	19 811	23 583	27 234	27 301	24 132	13 065	16 782	20 550	21 117	19 705
Transports	998	1 079	1 197	1 280	1 087	1 147	1 231	1 331	1 577	1 169
Transports maritimes	10	12	17	20	20	48	49	43	23	34
Transports aériens	578	584	524	488	339	994	1 076	1 176	1 413	966
Autres transports	410	482	655	772	728	104	106	112	141	169
Voyages	2 669	2 691	2 741	2 856	2 758	235	200	193	192	184
Communication	503	569	713	727	663	340	521	861	1 255	1 508
Construction	139	184	212	191	164	89	84	138	227	185
Services d'assurance	1 195	1 451	1 468	1 689	1 863	378	486	424	445	431
Services financiers	11 353	14 376	17 142	16 203	13 881	8 769	11 757	14 644	14 003	12 715
Informatique et information	992	908	296	237	209	872	916	726	652	557
Redevances et droits de licence	150	185	191	121	78	87	128	95	109	135
Autres services aux entreprises	1 673	2 010	3 057	3 691	3 048	829	1 066	1 615	2 085	2 171
Services liés au commerce	357	455	1 323	1 805	1 510	172	248	718	950	903
Services de location-exploitation	31	49	51	53	39	9	7	6	12	20
Services spécialisés et techniques	1 284	1 506	1 684	1 833	1 499	649	811	891	1 124	1 248
Services personnels, culturels	129	127	216	304	381	65	136	240	312	391
Services des adm. publiques nca	9	2	1	3	1	254	257	283	259	259
	Intra UE-27					Extra UE-27				
	2005	2006	2007	2008	2009	2005	2006	2007	2008	2009
Biens et services	34 206	40 161	45 492	47 834	41 377	10 408	13 355	15 594	15 136	13 614
Biens	9 940	10 738	11 090	11 863	9 025	1 799	2 414	2 212	2 690	2 129
Marchandises générales	8 693	9 461	9 771	10 105	7 316	1 407	1 598	1 595	1 479	1 429
Autres opérations sur biens	1 247	1 277	1 319	1 758	1 710	392	815	617	1 211	700
Services	24 266	29 424	34 402	35 971	32 352	8 609	10 941	13 382	12 446	11 485
Transports	1 160	1 263	1 415	1 575	1 287	984	1 047	1 112	1 281	968
Transports maritimes	15	17	23	23	23	43	43	37	20	31
Transports aériens	686	713	678	697	432	886	948	1 022	1 203	873
Autres transports	459	533	714	855	833	55	56	53	59	64
Voyages	2 840	2 843	2 888	3 000	2 894	63	48	46	48	48
Communication	775	949	1 391	1 722	1 827	68	141	184	260	345
Construction	145	195	221	205	176	83	74	129	213	173
Services d'assurance	1 368	1 711	1 663	1 918	2 101	205	226	229	216	193
Services financiers	13 568	17 438	20 891	20 870	17 992	6 554	8 695	10 895	9 335	8 604
Informatique et information	1 807	1 784	953	808	677	57	40	68	81	90
Redevances et droits de licence	184	227	212	141	116	54	86	74	88	96
Autres services aux entreprises	1 985	2 512	4 060	4 892	4 308	517	563	612	884	911
Services liés au commerce	418	591	1 911	2 544	2 239	111	112	129	211	174
Services de location-exploitation	35	51	53	59	44	6	5	3	5	14
Services spécialisés et techniques	1 533	1 870	2 096	2 289	2 024	400	447	479	668	723
Services personnels, culturels	178	248	423	577	715	16	15	32	39	57
Services des adm. publiques nca	255	253	284	262	260	8	7	-	-	-

Source: BCL, STATEC

Tableau 3.1.2: Exportations de biens et services par zones économiques – parts relatives

Libellé	Intra zone euro					Extra zone euro				
	2005	2006	2007	2008	2009	2005	2006	2007	2008	2009
	Parts relatives en %									
Biens et services	63.3	61.2	60.1	59.3	58.2	36.7	38.8	39.9	40.7	41.8
Biens	72.0	69.8	71.0	68.8	70.4	28.0	30.2	29.0	31.2	29.6
Marchandises générales	74.2	74.0	74.0	74.8	73.7	25.8	26.0	26.0	25.2	26.3
Autres opérations sur biens	58.1	47.5	53.4	45.2	58.3	41.9	52.5	46.6	54.8	41.7
Services	60.3	58.4	57.0	56.4	55.0	39.7	41.6	43.0	43.6	45.0
Transports	46.5	46.7	47.4	44.8	48.2	53.5	53.3	52.6	55.2	51.8
Transports maritimes	17.4	19.9	28.5	46.6	37.0	82.6	80.1	71.5	53.4	63.0
Transports aériens	36.8	35.2	30.8	25.7	25.9	63.2	64.8	69.2	74.3	74.1
Autres transports	79.7	81.9	85.5	84.5	81.2	20.3	18.1	14.5	15.5	18.8
Voyages	91.9	93.1	93.4	93.7	93.7	8.1	6.9	6.6	6.3	6.3
Communication	59.7	52.2	45.3	36.7	30.5	40.3	47.8	54.7	63.3	69.5
Construction	61.1	68.7	60.5	45.8	47.0	38.9	31.3	39.5	54.2	53.0
Services d'assurance	76.0	74.9	77.6	79.1	81.2	24.0	25.1	22.4	20.9	18.8
Services financiers	56.4	55.0	53.9	53.6	52.2	43.6	45.0	46.1	46.4	47.8
Informatique et information	53.2	49.8	28.9	26.6	27.3	46.8	50.2	71.1	73.4	72.7
Redevances et droits de licence	63.2	59.1	66.7	52.5	36.6	36.8	40.9	33.3	47.5	63.4
Autres services aux entreprises	66.9	65.3	65.4	63.9	58.4	33.1	34.7	34.6	36.1	41.6
Services liés au commerce	67.6	64.7	64.8	65.5	62.6	32.4	35.3	35.2	34.5	37.4
Services de location-exploitation	78.2	87.2	90.0	82.2	66.9	21.8	12.8	10.0	17.8	33.1
Services spécialisés et techniques	66.4	65.0	65.4	62.0	54.6	33.6	35.0	34.6	38.0	45.4
Services personnels, culturels	66.6	48.2	47.4	49.3	49.3	33.4	51.8	52.6	50.7	50.7
Services des adm. publiques nca	3.3	0.9	0.2	1.0	0.2	96.7	99.1	99.8	99.0	99.8
	Intra UE-27					Extra UE-27				
	2005	2006	2007	2008	2009	2005	2006	2007	2008	2009
Biens et services	76.7	75.0	74.5	76.0	75.2	23.3	25.0	25.5	24.0	24.8
Biens	84.7	81.6	83.4	81.5	80.9	15.3	18.4	16.6	18.5	19.1
Marchandises générales	86.1	85.5	86.0	87.2	83.7	13.9	14.5	14.0	12.8	16.3
Autres opérations sur biens	76.1	61.0	68.1	59.2	70.9	23.9	39.0	31.9	40.8	29.1
Services	73.8	72.9	72.0	74.3	73.8	26.2	27.1	28.0	25.7	26.2
Transports	54.1	54.7	56.0	55.1	57.1	45.9	45.3	44.0	44.9	42.9
Transports maritimes	26.3	28.7	38.1	54.4	42.0	73.7	71.3	61.9	45.6	58.0
Transports aériens	43.7	42.9	39.9	36.7	33.1	56.3	57.1	60.1	63.3	66.9
Autres transports	89.2	90.5	93.1	93.5	92.8	10.8	9.5	6.9	6.5	7.2
Voyages	97.8	98.3	98.4	98.4	98.4	2.2	1.7	1.6	1.6	1.6
Communication	92.0	87.1	88.3	86.9	84.1	8.0	12.9	11.7	13.1	15.9
Construction	63.6	72.5	63.2	49.1	50.4	36.4	27.5	36.8	50.9	49.6
Services d'assurance	87.0	88.3	87.9	89.9	91.6	13.0	11.7	12.1	10.1	8.4
Services financiers	67.4	66.7	65.7	69.1	67.6	32.6	33.3	34.3	30.9	32.4
Informatique et information	96.9	97.8	93.3	90.9	88.3	3.1	2.2	6.7	9.1	11.7
Redevances et droits de licence	77.3	72.7	74.2	61.5	54.6	22.7	27.3	25.8	38.5	45.4
Autres services aux entreprises	79.3	81.7	86.9	84.7	82.6	20.7	18.3	13.1	15.3	17.4
Services liés au commerce	79.0	84.1	93.7	92.3	92.8	21.0	15.9	6.3	7.7	7.2
Services de location-exploitation	85.7	91.7	94.5	91.6	75.5	14.3	8.3	5.5	8.4	24.5
Services spécialisés et techniques	79.3	80.7	81.4	77.4	73.7	20.7	19.3	18.6	22.6	26.3
Services personnels, culturels	91.8	94.3	92.9	93.7	92.6	8.2	5.7	7.1	6.3	7.4
Services des adm. publiques nca	97.1	97.4	100.0	99.9	100.0	2.9	2.6	-	0.1	-

Source: BCL, STATEC

Tableau 3.2.1: Importations de biens et services par zones économiques

Libellé	Intra zone euro					Extra zone euro				
	2005	2006	2007	2008	2009	2005	2006	2007	2008	2009
	Unité: mio EUR									
Biens et services	24 120	27 609	29 115	30 423	25 661	10 819	12 727	15 360	16 495	14 348
Biens	12 214	13 606	14 058	15 669	12 178	2 915	2 966	2 779	3 184	1 990
Marchandises générales	12 009	13 335	13 714	14 780	11 660	1 747	1 788	1 960	1 948	1 249
Autres opérations sur biens	205	270	344	889	518	1 167	1 178	820	1 236	741
Services	11 906	14 004	15 057	14 754	13 483	7 904	9 762	12 581	13 311	12 359
Transports	510	577	766	769	687	509	502	517	614	438
Transports maritimes	28	31	34	36	24	37	41	43	46	29
Transports aériens	168	199	190	207	156	400	326	373	393	276
Autres transports	315	347	541	525	507	72	136	100	175	132
Voyages	2 058	2 154	2 157	2 200	2 186	340	339	382	397	406
Communication	414	427	177	151	137	517	631	720	812	875
Construction	316	343	423	455	353	27	43	43	79	93
Services d'assurance	733	922	808	944	978	258	388	272	334	334
Services financiers	5 654	7 104	8 280	7 601	6 493	4 883	6 296	7 694	7 558	6 880
Informatique et information	371	402	329	304	282	177	131	221	225	248
Redevances et droits de licence	63	51	47	53	73	47	78	244	316	255
Autres services aux entreprises	1 611	1 821	1 825	1 985	1 934	1 030	1 193	2 259	2 677	2 451
Services liés au commerce	78	95	124	155	171	42	59	1 141	1 429	1 318
Services de location-exploitation	33	41	42	52	30	14	22	25	46	56
Services spécialisés et techniques	1 500	1 684	1 658	1 778	1 732	974	1 112	1 093	1 201	1 077
Services personnels, culturels	166	196	236	282	345	101	144	213	280	359
Services des adm. publiques nca	10	8	10	11	16	14	15	15	20	19
	Intra UE-27					Extra UE-27				
	2005	2006	2007	2008	2009	2005	2006	2007	2008	2009
Biens et services	27 580	31 785	34 106	36 101	30 705	7 359	8 552	10 369	10 817	9 304
Biens	12 899	14 281	14 791	16 852	12 941	2 230	2 290	2 046	2 001	1 227
Marchandises générales	12 572	13 906	14 320	15 642	12 214	1 184	1 217	1 354	1 087	694
Autres opérations sur biens	327	375	471	1 210	726	1 046	1 073	692	915	533
Services	14 680	17 503	19 315	19 249	17 764	5 130	6 262	8 323	8 816	8 077
Transports	632	677	888	902	797	387	402	394	481	328
Transports maritimes	32	34	39	40	25	33	38	39	42	27
Transports aériens	237	248	242	256	190	331	277	321	344	242
Autres transports	363	395	608	606	581	23	87	33	94	59
Voyages	2 212	2 305	2 320	2 363	2 342	186	189	218	234	251
Communication	838	953	830	895	940	94	105	68	67	72
Construction	325	355	430	469	364	18	31	36	64	82
Services d'assurance	853	1 147	955	1 127	1 181	139	162	126	152	130
Services financiers	6 898	8 778	10 393	9 782	8 381	3 639	4 622	5 582	5 377	4 992
Informatique et information	425	461	467	406	392	123	72	82	123	138
Redevances et droits de licence	77	72	217	238	253	33	57	74	132	75
Autres services aux entreprises	2 198	2 456	2 420	2 574	2 521	443	558	1 665	2 087	1 864
Services liés au commerce	101	133	177	222	255	19	21	1 088	1 362	1 235
Services de location-exploitation	36	48	46	56	45	11	16	21	43	41
Services spécialisés et techniques	2 062	2 275	2 196	2 296	2 221	413	521	555	683	588
Services personnels, culturels	208	286	382	478	574	59	54	66	84	130
Services des adm. publiques nca	15	12	14	16	21	10	11	11	15	15

Source: BCL, STATEC

Tableau 3.2.2: Importations de biens et services par zones économiques – parts relatives

Libellé	Intra zone euro					Extra zone euro				
	2005	2006	2007	2008	2009	2005	2006	2007	2008	2009
	Parts relatives en %									
Biens et services	69.0	68.4	65.5	64.8	64.1	31.0	31.6	34.5	35.2	35.9
Biens	80.7	82.1	83.5	83.1	86.0	19.3	17.9	16.5	16.9	14.0
Marchandises générales	87.3	88.2	87.5	88.4	90.3	12.7	11.8	12.5	11.6	9.7
Autres opérations sur biens	14.9	18.7	29.5	41.8	41.2	85.1	81.3	70.5	58.2	58.8
Services	60.1	58.9	54.5	52.6	52.2	39.9	41.1	45.5	47.4	47.8
Transports	50.1	53.4	59.7	55.6	61.1	49.9	46.6	40.3	44.4	38.9
Transports maritimes	42.9	43.1	44.1	44.1	44.5	57.1	56.9	55.9	55.9	55.5
Transports aériens	29.6	37.9	33.7	34.5	36.1	70.4	62.1	66.3	65.5	63.9
Autres transports	81.5	71.8	84.4	75.0	79.3	18.5	28.2	15.6	25.0	20.7
Voyages	85.8	86.4	85.0	84.7	84.3	14.2	13.6	15.0	15.3	15.7
Communication	44.5	40.3	19.7	15.7	13.5	55.5	59.7	80.3	84.3	86.5
Construction	92.2	88.7	90.7	85.2	79.2	7.8	11.3	9.3	14.8	20.8
Services d'assurance	73.9	70.4	74.8	73.8	74.5	26.1	29.6	25.2	26.2	25.5
Services financiers	53.7	53.0	51.8	50.1	48.6	46.3	47.0	48.2	49.9	51.4
Informatique et information	67.7	75.3	59.9	57.5	53.2	32.3	24.7	40.1	42.5	46.8
Redevances et droits de licence	57.2	39.5	16.2	14.4	22.2	42.8	60.5	83.8	85.6	77.8
Autres services aux entreprises	61.0	60.4	44.7	42.6	44.1	39.0	39.6	55.3	57.4	55.9
Services liés au commerce	65.1	61.8	9.8	9.8	11.5	34.9	38.2	90.2	90.2	88.5
Services de location-exploitation	70.6	65.1	63.1	52.8	35.1	29.4	34.9	36.9	47.2	64.9
Services spécialisés et techniques	60.6	60.2	60.3	59.7	61.7	39.4	39.8	39.7	40.3	38.3
Services personnels, culturels	62.1	57.7	52.5	50.2	48.9	37.9	42.3	47.5	49.8	51.1
Services des adm. publiques nca	41.0	34.3	38.3	36.3	46.1	59.0	65.7	61.7	63.7	53.9
	Intra UE-27					Extra UE-27				
	2005	2006	2007	2008	2009	2005	2006	2007	2008	2009
Biens et services	78.9	78.8	76.7	76.9	76.7	21.1	21.2	23.3	23.1	23.3
Biens	85.3	86.2	87.8	89.4	91.3	14.7	13.8	12.2	10.6	8.7
Marchandises générales	91.4	92.0	91.4	93.5	94.6	8.6	8.0	8.6	6.5	5.4
Autres opérations sur biens	23.8	25.9	40.5	56.9	57.7	76.2	74.1	59.5	43.1	42.3
Services	74.1	73.7	69.9	68.6	68.7	25.9	26.3	30.1	31.4	31.3
Transports	62.0	62.8	69.3	65.2	70.8	38.0	37.2	30.7	34.8	29.2
Transports maritimes	49.1	47.3	49.5	48.4	48.1	50.9	52.7	50.5	51.6	51.9
Transports aériens	41.7	47.3	43.0	42.7	44.0	58.3	52.7	57.0	57.3	56.0
Autres transports	94.0	81.9	94.8	86.5	90.8	6.0	18.1	5.2	13.5	9.2
Voyages	92.2	92.4	91.4	91.0	90.3	7.8	7.6	8.6	9.0	9.7
Communication	89.9	90.1	92.4	93.0	92.8	10.1	9.9	7.6	7.0	7.2
Construction	94.9	92.0	92.3	88.0	81.7	5.1	8.0	7.7	12.0	18.3
Services d'assurance	86.0	87.6	88.3	88.1	90.1	14.0	12.4	11.7	11.9	9.9
Services financiers	65.5	65.5	65.1	64.5	62.7	34.5	34.5	34.9	35.5	37.3
Informatique et information	77.6	86.6	85.0	76.8	73.9	22.4	13.4	15.0	23.2	26.1
Redevances et droits de licence	70.0	55.9	74.4	64.2	77.2	30.0	44.1	25.6	35.8	22.8
Autres services aux entreprises	83.2	81.5	59.2	55.2	57.5	16.8	18.5	40.8	44.8	42.5
Services liés au commerce	84.2	86.2	14.0	14.0	17.1	15.8	13.8	86.0	86.0	82.9
Services de location-exploitation	77.0	75.5	68.2	56.8	52.5	23.0	24.5	31.8	43.2	47.5
Services spécialisés et techniques	83.3	81.4	79.8	77.1	79.1	16.7	18.6	20.2	22.9	20.9
Services personnels, culturels	78.0	84.1	85.2	85.1	81.6	22.0	15.9	14.8	14.9	18.4
Services des adm. publiques nca	60.3	53.0	56.6	51.6	58.8	39.7	47.0	43.4	48.4	41.2

Source: BCL, STATEC

Tableau 3.3: Solde des échanges internationaux de biens et services par zones économiques

Libellé	Intra zone euro					Extra zone euro				
	2005	2006	2007	2008	2009	2005	2006	2007	2008	2009
	Unité: mio EUR									
Biens et services	4 141	5 152	7 567	6 888	6 321	5 534	8 028	9 044	9 163	8 661
Biens	-3 763	-4 428	-4 610	-5 658	-4 328	374	1 008	1 075	1 358	1 315
Marchandises générales	-4 510	-5 152	-5 300	-6 113	-5 216	854	1 088	991	968	1 052
Autres opérations sur biens	747	724	689	454	887	-480	-80	84	390	263
Services	7 905	9 580	12 177	12 547	10 649	5 160	7 020	7 969	7 806	7 347
Transports	488	502	431	511	400	638	729	814	963	731
Transports maritimes	-18	-19	-17	-16	-4	11	8	-1	-23	5
Transports aériens	410	385	334	280	183	594	750	803	1 020	690
Autres transports	95	136	114	247	221	33	-30	12	-33	37
Voyages	611	537	585	656	571	-105	-139	-188	-205	-222
Communication	89	143	536	576	526	-178	-110	141	444	633
Construction	-177	-158	-211	-263	-189	62	41	95	148	92
Services d'assurance	462	530	660	745	885	120	98	151	111	97
Services financiers	5 699	7 272	8 862	8 602	7 388	3 885	5 461	6 950	6 445	5 835
Informatique et information	622	506	-34	-67	-73	695	785	506	427	309
Redevances et droits de licence	87	134	144	67	5	40	50	-149	-207	-120
Autres services aux entreprises	62	189	1 232	1 707	1 115	-201	-127	-645	-592	-280
Services liés au commerce	280	359	1 198	1 650	1 338	130	189	-423	-480	-415
Services de location-exploitation	-1	7	8	1	9	-5	-15	-19	-35	-37
Services spécialisés et techniques	-216	-178	26	55	-233	-326	-301	-202	-77	171
Services personnels, culturels	-36	-70	-20	22	36	-37	-8	27	33	31
Services des adm. publiques nca	-1	-6	-9	-9	-16	240	242	268	239	240
	Intra UE-27					Extra UE-27				
	2005	2006	2007	2008	2009	2005	2006	2007	2008	2009
Biens et services	6 627	8 377	11 386	11 733	10 673	3 049	4 803	5 225	4 319	4 310
Biens	-2 959	-3 544	-3 701	-4 989	-3 915	-430	124	166	689	902
Marchandises générales	-3 879	-4 445	-4 549	-5 537	-4 898	223	381	241	392	734
Autres opérations sur biens	920	901	848	548	983	-653	-258	-75	296	167
Services	9 586	11 920	15 087	16 722	14 588	3 479	4 679	5 059	3 630	3 408
Transports	529	586	527	674	491	597	645	719	801	640
Transports maritimes	-17	-16	-16	-16	-3	10	5	-2	-23	4
Transports aériens	450	465	436	441	241	555	671	701	859	631
Autres transports	96	137	106	249	252	32	-31	20	-35	5
Voyages	629	538	568	637	552	-123	-141	-172	-186	-203
Communication	-63	-4	562	827	887	-26	36	116	193	272
Construction	-180	-160	-209	-264	-188	65	43	93	149	92
Services d'assurance	515	563	708	791	919	67	64	103	64	63
Services financiers	6 670	8 660	10 498	11 089	9 611	2 914	4 073	5 314	3 958	3 612
Informatique et information	1 382	1 323	486	402	285	-65	-31	-14	-42	-49
Redevances et droits de licence	106	156	-4	-96	-137	21	29	-1	-44	22
Autres services aux entreprises	-213	56	1 641	2 318	1 787	74	5	-1 053	-1 203	-953
Services liés au commerce	317	458	1 734	2 322	1 984	92	90	-959	-1 151	-1 061
Services de location-exploitation	-1	3	7	3	-1	-5	-11	-18	-37	-27
Services spécialisés et techniques	-529	-405	-101	-7	-196	-13	-74	-76	-15	135
Services personnels, culturels	-30	-38	41	99	141	-43	-39	-34	-45	-73
Services des adm. publiques nca	241	240	269	246	239	-2	-4	-11	-15	-15

Source: BCL, STATEC

Tableau 4.1: Exportations de biens et services avec les pays limitrophes

Libellé	Unité: mio EUR								Parts relatives en % du total			
	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2002	2005	2008	2009
Pays de contrepartie: Allemagne												
Biens et services	6 542	6 744	7 951	9 223	10 839	12 425	12 894	11 528	20.6	20.7	20.5	21.0
Biens	2 436	2 461	2 724	2 929	3 135	3 327	3 648	3 168	24.2	24.9	25.1	28.4
Services	4 107	4 283	5 227	6 294	7 705	9 098	9 245	8 360	18.9	19.1	19.1	19.1
Transports	201	191	222	269	316	355	421	433	13.0	12.5	14.7	19.2
Voyages	539	565	644	640	662	679	709	687	21.2	22.0	23.3	23.4
Communication	303	312	297	303	351	350	382	349	41.3	35.9	19.3	16.1
Construction	14	21	25	33	29	54	41	41	10.6	14.7	9.8	11.7
Services d'assurance	236	204	251	340	466	491	391	476	21.4	21.6	18.3	20.8
Services financiers	2 488	2 381	2 858	3 804	4 921	5 833	5 831	4 998	19.2	18.9	19.3	18.8
Informatique et information	26	306	580	528	498	113	34	29	8.0	28.3	3.8	3.8
Redevances et droits de licence	15	19	23	15	31	15	18	19	12.1	6.5	7.9	9.0
Autres services aux entreprises	231	227	271	317	385	1 150	1 329	1 198	12.2	12.7	23.0	23.0
Services personnels, culturels	31	36	34	39	46	57	88	129	18.0	20.3	14.3	16.7
Services des adm. publiques nca	24	22	21	5	-	-	1	-	10.5	1.7	0.2	0.1
Pays de contrepartie: Belgique												
Biens et services	4 113	4 144	4 536	5 309	6 021	6 704	7 016	5 965	12.9	11.9	11.1	10.8
Biens	1 121	1 133	1 215	1 286	1 489	1 507	1 644	1 294	11.1	11.0	11.3	11.6
Services	2 992	3 011	3 321	4 022	4 532	5 197	5 372	4 671	13.7	12.2	11.1	10.7
Transports	248	227	246	315	297	292	279	214	16.0	14.7	9.8	9.5
Voyages	723	740	822	811	808	816	850	813	28.4	27.9	27.9	27.6
Communication	28	18	32	21	32	43	44	36	3.9	2.5	2.2	1.7
Construction	17	15	18	33	46	57	55	60	12.9	14.4	13.2	17.2
Services d'assurance	189	250	264	313	285	312	378	373	17.2	19.9	17.7	16.3
Services financiers	1 430	1 367	1 563	2 118	2 624	3 141	3 202	2 693	11.0	10.5	10.6	10.1
Informatique et information	79	73	83	91	85	88	81	69	24.2	4.9	9.1	9.0
Redevances et droits de licence	4	4	5	4	10	9	6	9	2.9	1.9	2.5	4.4
Autres services aux entreprises	235	282	270	288	325	376	385	318	12.4	11.5	6.7	6.1
Services personnels, culturels	38	35	16	24	19	63	92	85	22.4	12.6	14.9	11.0
Services des adm. publiques nca	-	-	-	4	2	-	1	-	-	1.4	0.5	0.1
Pays de contrepartie: France												
Biens et services	4 278	4 444	5 207	5 489	6 146	6 600	6 997	6 028	13.4	12.3	11.1	11.0
Biens	1 884	1 885	2 061	1 991	2 128	2 159	2 279	1 730	18.7	17.0	15.7	15.5
Services	2 394	2 559	3 146	3 498	4 017	4 441	4 717	4 298	11.0	10.6	9.7	9.8
Transports	164	172	172	196	187	248	306	247	10.6	9.1	10.7	11.0
Voyages	752	794	878	893	941	991	1 042	1 009	29.6	30.7	34.2	34.3
Communication	74	91	79	95	85	184	154	112	10.1	11.3	7.8	5.1
Construction	21	30	41	56	80	68	63	35	16.9	24.5	15.1	10.2
Services d'assurance	207	196	287	330	413	372	528	561	18.8	21.0	24.7	24.5
Services financiers	712	613	832	1 102	1 470	1 849	1 680	1 547	5.5	5.5	5.6	5.8
Informatique et information	30	204	350	314	275	40	60	30	9.1	16.8	6.7	3.9
Redevances et droits de licence	33	22	12	20	19	23	26	20	26.8	8.5	11.3	9.7
Autres services aux entreprises	375	403	466	466	516	617	800	656	19.7	18.6	13.9	12.6
Services personnels, culturels	25	32	28	26	31	49	57	79	14.7	13.6	9.3	10.3
Services des adm. publiques nca	-	-	-	-	-	-	1	-	0.1	-	0.3	0.0

Source: BCL, STATEC

Tableau 4.2: Importations de biens et services avec les pays limitrophes

Libellé	Unité: mio EUR								Parts relatives en % du total			
	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2002	2005	2008	2009
Pays de contrepartie: Allemagne												
Biens et services	5 357	5 628	6 622	7 359	8 456	9 053	9 681	8 330	21.1	21.1	20.6	20.8
Biens	3 263	3 379	3 600	3 812	4 341	4 736	5 500	4 095	26.6	25.2	29.2	28.9
Services	2 094	2 249	3 022	3 547	4 115	4 316	4 182	4 235	15.9	17.9	14.9	16.4
Transports	100	107	131	155	180	222	232	267	12.6	15.2	16.8	23.7
Voyages	397	418	468	465	495	524	525	511	19.4	19.4	20.2	19.7
Communication	22	159	236	210	214	77	54	55	21.9	22.6	5.6	5.5
Construction	66	103	152	161	160	226	248	196				
Services d'assurance	184	145	180	178	340	332	187	250	22.5	18.0	14.6	19.0
Services financiers	1 100	958	1 242	1 740	2 027	2 185	2 216	2 191	16.1	16.5	14.6	16.4
Informatique et information	40	66	104	109	120	104	83	92	13.2	20.0	15.7	17.3
Redevances et droits de licence	2	2	4	2	2	2	4	5				
Autres services aux entreprises	173	281	485	508	539	592	570	588	11.0	19.2	12.2	13.4
Services personnels, culturels	9	9	19	17	38	52	62	78	2.9	6.2	11.1	11.1
Services des adm. publiques nca	1	1	1	2	1	1	1	2	2.9	6.4	3.4	6.1
Pays de contrepartie: Belgique												
Biens et services	5 926	5 830	6 553	7 030	7 814	8 203	9 027	7 399	23.3	20.1	19.2	18.5
Biens	4 194	4 230	4 818	4 986	5 582	5 548	6 046	4 794	34.2	33.0	32.1	33.8
Services	1 732	1 600	1 736	2 044	2 232	2 655	2 981	2 605	13.2	10.3	10.6	10.1
Transports	116	97	107	123	126	160	205	142	14.6	12.1	14.8	12.7
Voyages	351	368	398	408	429	399	423	385	17.2	17.0	16.3	14.9
Communication	29	31	36	22	20	34	46	35	28.7	2.4	4.7	3.5
Construction	50	39	45	62	81	88	82	74				
Services d'assurance	121	114	131	145	109	106	190	174	14.8	14.6	14.9	13.3
Services financiers	768	653	689	936	1 054	1 439	1 542	1 305	11.2	8.9	10.2	9.8
Informatique et information	78	57	71	70	112	140	125	111	26.1	12.8	23.6	21.0
Redevances et droits de licence	7	6	5	3	3	3	4	3				
Autres services aux entreprises	196	217	236	260	270	250	321	323	12.5	9.8	6.9	7.4
Services personnels, culturels	13	14	14	10	24	32	37	41	3.9	3.8	6.5	5.8
Services des adm. publiques nca	3	3	4	4	4	5	7	10	12.8	17.7	21.3	29.2
Pays de contrepartie: France												
Biens et services	3 570	3 611	4 286	4 278	5 022	4 906	5 174	4 120	14.0	12.2	11.0	10.3
Biens	1 798	1 721	1 903	1 757	1 922	2 014	2 300	1 671	14.6	11.6	12.2	11.8
Services	1 772	1 891	2 383	2 521	3 100	2 892	2 874	2 449	13.5	12.7	10.2	9.5
Transports	106	69	79	84	94	205	159	130	13.4	8.2	11.5	11.5
Voyages	546	578	624	628	653	639	613	603	26.7	26.2	23.6	23.2
Communication	16	114	193	159	166	38	28	26	15.6	17.1	2.9	2.6
Construction	81	80	67	57	53	67	58	39				
Services d'assurance	174	172	229	244	309	209	333	316	21.3	24.6	26.0	24.1
Services financiers	519	370	561	724	1 058	1 090	993	713	7.6	6.9	6.5	5.3
Informatique et information	25	52	89	90	81	53	66	53	8.4	16.4	12.5	10.1
Redevances et droits de licence	11	14	15	7	6	3	6	16				
Autres services aux entreprises	250	410	483	492	632	550	568	491	15.9	18.6	12.2	11.2
Services personnels, culturels	43	32	42	36	46	38	49	60	13.3	13.5	8.8	8.5
Services des adm. publiques nca	2	1	1	1	1	1	1	1	7.1	5.4	4.2	3.6

Source: BCL, STATEC

Tableau 4.3: Solde des échanges internationaux de biens et services avec les pays limitrophes

Libellé	Unité: mio EUR									Taux de couverture en %				
	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2002	2003	2004	2005	2008	2009
Pays de contrepartie: Allemagne														
Biens et services	1 186	1 116	1 329	1 863	2 383	3 372	3 212	3 198	122	120	120	125	133	138
Biens	-827	-918	-875	-883	-1 207	-1 409	-1 851	-927	75	73	76	77	66	77
Services	2 013	2 034	2 205	2 746	3 590	4 782	5 064	4 125	196	190	173	177	221	197
Transports	102	83	91	114	136	133	189	166	202	177	169	174	181	162
Voyages	142	147	176	175	167	156	185	176	136	135	137	138	135	134
Communication	280	153	61	93	137	273	329	294	1 362	196	126	144	714	633
Construction	-53	-83	-128	-128	-131	-172	-208	-155						
Services d'assurance	52	59	71	162	125	159	204	227	128	140	140	191	209	191
Services financiers	1 388	1 423	1 617	2 064	2 894	3 649	3 615	2 807	226	249	230	219	263	228
Informatique et information	-13	241	477	418	378	10	-49	-63	66	466	561	482	41	32
Redevances et droits de licence	13	17	19	13	29	12	14	14						
Autres services aux entreprises	58	-54	-214	-191	-153	558	759	610	133	81	56	62	233	204
Services personnels, culturels	21	27	15	23	9	5	26	51	329	400	176	237	142	165
Services des adm. publiques nca	23	21	20	3	-1	-1	-1	-2	3 100	3 186	1 548	292	48	11
Pays de contrepartie: Belgique														
Biens et services	-1 814	-1 686	-2 017	-1 721	-1 793	-1 499	-2 011	-1 435	69	71	69	76	78	81
Biens	-3 073	-3 097	-3 602	-3 700	-4 093	-4 042	-4 402	-3 501	27	27	25	26	27	27
Services	1 260	1 412	1 586	1 979	2 301	2 543	2 391	2 066	173	188	191	197	180	179
Transports	133	130	139	192	171	132	74	72	215	234	231	257	136	150
Voyages	372	371	425	403	380	418	427	428	206	201	207	199	201	211
Communication	-1	-13	-3	-1	11	9	-2	1	98	58	91	94	96	101
Construction	-33	-24	-27	-29	-35	-31	-27	-14						
Services d'assurance	68	136	133	168	176	206	188	200	156	219	201	217	199	215
Services financiers	662	714	874	1 181	1 570	1 702	1 660	1 388	186	209	227	226	208	206
Informatique et information	1	16	12	21	-27	-52	-44	-42	101	129	117	130	65	62
Redevances et droits de licence	-3	-2	0	2	8	7	2	6						
Autres services aux entreprises	39	64	34	28	55	127	64	-4	120	130	114	111	120	99
Services personnels, culturels	25	21	2	14	-5	31	55	44	299	251	117	239	251	206
Services des adm. publiques nca	-3	-2	-4	-1	-2	-5	-5	-10	1	10	1	86	20	1
Pays de contrepartie: France														
Biens et services	707	832	921	1 210	1 123	1 694	1 823	1 907	120	123	121	128	135	146
Biens	86	164	158	234	206	145	-20	59	105	110	108	113	99	104
Services	621	668	763	976	917	1 549	1 843	1 849	135	135	132	139	164	175
Transports	59	103	93	112	93	43	146	117	155	249	217	233	192	190
Voyages	207	217	254	265	288	353	429	407	138	138	141	142	170	167
Communication	58	-23	-114	-64	-80	146	127	86	466	80	41	60	555	429
Construction	-60	-50	-26	-1	27	1	5	-4						
Services d'assurance	33	24	58	86	104	163	195	245	119	114	125	135	159	177
Services financiers	193	244	271	378	412	760	687	834	137	166	148	152	169	217
Informatique et information	5	152	261	224	194	-13	-6	-24	119	394	395	350	91	55
Redevances et droits de licence	22	8	-3	13	12	20	20	5						
Autres services aux entreprises	125	-7	-17	-26	-117	68	232	165	150	98	97	95	141	134
Services personnels, culturels	-18	1	-14	-10	-15	10	8	20	58	102	67	73	116	133
Services des adm. publiques nca	-2	-1	-1	-1	-1	-1	-1	-1	14	26	7	9	54	0

Source: BCL, STATEC

Tableau 4.4: Echanges internationaux de biens et services avec l'ensemble des pays limitrophes

Libellé	Unité: mio EUR								Parts relatives en % du total			
	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2002	2005	2008	2009
CREDIT (Allemagne + Belgique + France)												
Biens et services	14 932	15 332	17 695	20 020	23 006	25 729	26 906	23 520	46.9	44.9	42.7	42.8
Biens	5 440	5 479	6 000	6 206	6 752	6 993	7 571	6 191	54.1	52.9	52.0	55.5
Services	9 492	9 853	11 694	13 814	16 254	18 737	19 335	17 329	43.6	42.0	39.9	39.5
Transports	614	590	640	780	800	895	1 005	894	39.7	36.4	35.2	39.6
Voyages	2 014	2 099	2 344	2 344	2 411	2 487	2 602	2 509	79.2	80.7	85.3	85.3
Communication	405	422	409	419	468	578	581	497	55.2	49.7	29.3	22.9
Construction	52	66	84	122	155	178	159	136	40.4	53.6	38.1	39.1
Services d'assurance	632	650	802	983	1 163	1 174	1 297	1 411	57.4	62.5	60.8	61.5
Services financiers	4 629	4 361	5 254	7 024	9 015	10 824	10 713	9 239	35.7	34.9	35.5	34.7
Informatique et information	135	583	1 014	933	858	241	175	127	41.3	50.0	19.6	16.6
Redevances et droits de licence	52	45	40	40	60	46	50	49	41.8	16.8	21.6	23.0
Autres services aux entreprises	841	912	1 007	1 070	1 226	2 144	2 515	2 172	44.3	42.8	43.5	41.6
Services personnels, culturels	94	103	78	90	96	168	237	293	55.1	46.5	38.5	38.0
Services des adm. publiques nca	24	22	22	8	2	-	3	-	10.6	3.2	1.0	0.1
DEBIT (Allemagne + Belgique + France)												
Biens et services	14 853	15 070	17 461	18 667	21 292	22 162	23 883	19 850	58.4	53.4	50.9	49.6
Biens	9 255	9 330	10 320	10 555	11 846	12 299	13 845	10 561	75.4	69.8	73.4	74.5
Services	5 598	5 740	7 141	8 112	9 446	9 863	10 037	9 289	42.6	41.0	35.8	35.9
Transports	413	399	419	511	484	540	584	461	52.2	50.2	42.3	41.0
Voyages	1 475	1 534	1 700	1 704	1 749	1 808	1 892	1 822	72.2	71.1	72.9	70.3
Communication	102	110	112	116	117	227	198	148	100.8	12.5	20.6	14.6
Construction	38	45	59	89	126	124	118	95	15.6	25.9	22.2	21.4
Services d'assurance	396	446	551	643	698	684	906	935	48.5	64.8	70.9	71.3
Services financiers	2 141	1 980	2 395	3 220	4 094	4 990	4 882	4 241	31.4	30.6	32.2	31.7
Informatique et information	109	277	433	405	360	128	141	98	36.4	74.0	26.7	18.5
Redevances et droits de licence	37	26	17	25	29	32	32	30	35.0	22.2	8.5	9.1
Autres services aux entreprises	610	685	736	753	840	994	1 185	974	38.8	28.5	25.4	22.2
Services personnels, culturels	63	68	44	51	50	111	149	164	19.5	19.0	26.5	23.3
Services des adm. publiques nca	-	1	-	4	2	-	2	-	1.1	15.8	6.5	0.4
NET (Allemagne + Belgique + France)												
									Taux de couverture en %			
Biens et services	79	262	234	1 353	1 714	3 567	3 024	3 670	101	107	113	118
Biens	-3 815	-3 851	-4 319	-4 349	-5 094	-5 306	-6 274	-4 370	59	59	55	59
Services	3 894	4 114	4 553	5 701	6 808	8 873	9 298	8 040	170	170	193	187
Transports	164	172	172	196	187	248	306	247	149	153	172	194
Voyages	752	794	878	893	941	991	1 042	1 009	137	138	137	138
Communication	74	91	79	95	85	184	154	112	396	361	293	337
Construction	21	30	41	56	80	68	63	35	136	138	134	143
Services d'assurance	207	196	287	330	413	372	528	561	160	153	143	151
Services financiers	712	613	832	1 102	1 470	1 849	1 680	1 547	216	218	219	218
Informatique et information	30	204	350	314	275	40	60	30	124	230	124	129
Redevances et droits de licence	33	22	12	20	19	23	26	20	141	163	157	164
Autres services aux entreprises	375	403	466	466	516	617	800	656	138	142	212	223
Services personnels, culturels	25	32	28	26	31	49	57	79	149	178	159	179
Services des adm. publiques nca	-	-	-	-	-	-	1	-	8 224	218	125	280

Source: BCL, STATEC

Tableau 5: Echanges de biens et services par pays partenaire

Libellé	Credit				Debit				Net			
	2006	2007	2008	2009	2006	2007	2008	2009	2006	2007	2008	2009
Pays de contrepartie: Autriche												Unité: mio EUR
Biens et services	649	551	486	365	356	365	359	315	293	186	126	50
Biens	367	252	242	156	132	132	129	91	236	120	114	65
Services	282	299	243	209	225	232	231	224	57	66	12	-15
Services financiers	211	179	129	109	98	87	71	47	113	92	59	61
Services autres que financiers	71	119	114	100	127	146	160	177	-56	-26	-46	-77
Pays de contrepartie: Espagne												
Biens et services	1 209	1 285	1 173	1 009	579	649	734	757	630	636	439	252
Biens	399	448	353	231	127	145	158	127	272	303	196	105
Services	810	837	820	778	451	504	577	631	358	333	243	147
Services financiers	525	529	444	399	181	243	218	193	344	286	226	206
Services autres que financiers	285	308	376	379	271	262	359	438	14	46	17	-59
Pays de contrepartie: Finlande												
Biens et services	226	391	288	260	112	137	130	146	114	254	157	114
Biens	56	62	68	38	51	39	49	42	5	23	19	-4
Services	170	329	220	222	61	98	81	104	109	231	138	118
Services financiers	112	253	136	147	32	71	48	72	80	182	88	75
Services autres que financiers	59	76	84	75	29	26	34	32	30	49	50	42
Pays de contrepartie: Grèce												
Biens et services	162	210	198	153	76	117	124	114	86	92	74	39
Biens	43	38	55	27	4	3	22	2	39	35	33	25
Services	119	171	143	126	72	114	102	112	47	57	41	14
Services financiers	85	144	101	73	21	48	38	42	64	96	63	30
Services autres que financiers	34	27	42	54	51	67	64	70	-17	-39	-22	-16
Pays de contrepartie: Irlande												
Biens et services	371	480	553	438	886	791	481	313	-515	-311	72	125
Biens	38	45	46	26	82	77	69	67	-44	-32	-23	-41
Services	333	434	507	412	805	713	412	246	-471	-279	96	166
Services financiers	239	294	307	233	630	587	281	133	-391	-293	25	100
Services autres que financiers	94	140	201	179	175	126	130	113	-80	14	70	66
Pays de contrepartie: Italie												
Biens et services	4 265	4 692	4 147	3 352	2 357	2 814	2 429	1 997	1 908	1 878	1 717	1 355
Biens	705	705	674	477	435	337	319	368	270	368	354	109
Services	3 560	3 987	3 473	2 875	1 922	2 477	2 110	1 629	1 638	1 510	1 363	1 246
Services financiers	3 037	3 494	2 925	2 349	1 492	2 019	1 616	1 165	1 544	1 475	1 309	1 184
Services autres que financiers	523	493	548	526	430	458	494	464	94	35	54	62
Pays de contrepartie: Pays-Bas												
Biens et services	2 553	2 956	3 088	2 388	1 679	1 788	1 926	1 767	874	1 168	1 162	621
Biens	753	792	901	591	880	969	1 017	853	-128	-176	-116	-262
Services	1 801	2 164	2 188	1 797	799	819	909	914	1 001	1 345	1 279	883
Services financiers	968	1 219	1 197	1 078	437	425	474	506	531	794	723	572
Services autres que financiers	832	944	990	719	362	394	435	407	470	551	556	311

Source: BCL, STATEC

Tableau 5: Echanges de biens et services par pays partenaire (suite 1)

Libellé	Credit				Debit				Net			
	2006	2007	2008	2009	2006	2007	2008	2009	2006	2007	2008	2009
Pays de contrepartie: Portugal												Unité: mio EUR
Biens et services	242	233	225	193	217	213	222	224	25	20	3	-31
Biens	64	85	58	47	33	37	38	38	31	48	21	8
Services	177	148	167	147	183	176	185	186	-6	-27	-18	-39
Services financiers	122	97	99	79	47	43	40	33	75	54	59	46
Services autres que financiers	55	51	67	68	136	133	145	153	-81	-81	-77	-85
Pays de contrepartie: Danemark												
Biens et services	271	348	388	311	116	159	150	150	155	189	238	161
Biens	128	128	141	85	33	28	43	28	95	100	98	57
Services	143	220	247	226	82	131	107	122	60	89	140	105
Services financiers	85	139	154	140	22	53	55	67	63	87	99	73
Services autres que financiers	58	81	93	86	60	78	52	54	-3	3	41	32
Pays de contrepartie: Royaume-Uni												
Biens et services	4 901	5 982	7 776	7 036	3 353	3 883	4 351	3 975	1 548	2 098	3 425	3 061
Biens	704	707	848	557	373	368	579	427	331	339	268	130
Services	4 197	5 275	6 928	6 479	2 980	3 516	3 771	3 548	1 217	1 759	3 157	2 931
Services financiers	2 253	2 755	3 877	3 330	1 487	1 728	1 875	1 508	766	1 027	2 002	1 823
Services autres que financiers	1 944	2 520	3 051	3 149	1 493	1 788	1 897	2 040	451	732	1 155	1 109
Pays de contrepartie: Suède												
Biens et services	764	824	834	801	342	422	449	481	422	401	385	320
Biens	160	184	186	132	89	101	118	97	72	83	68	35
Services	604	640	648	670	253	321	331	384	351	319	316	285
Services financiers	424	499	477	503	109	212	192	252	315	287	285	251
Services autres que financiers	180	140	170	167	144	109	139	132	35	32	31	35
Pays de contrepartie: Pologne												
Biens et services	348	374	398	363	88	168	338	166	260	205	60	197
Biens	208	212	228	164	44	102	258	94	163	109	-31	69
Services	140	162	170	199	44	66	79	72	97	96	91	128
Services financiers	72	48	44	45	12	20	17	19	60	28	27	26
Services autres que financiers	69	114	126	154	32	46	62	53	37	69	64	102
Pays de contrepartie: Etats-Unis d'Amérique												
Biens et services	2 168	2 454	2 500	2 265	2 531	2 305	2 170	1 700	-363	149	330	565
Biens	374	345	420	388	625	681	523	394	-252	-336	-104	-6
Services	1 795	2 109	2 080	1 877	1 906	1 624	1 647	1 306	-112	485	434	571
Services financiers	1 118	1 425	1 294	1 082	1 350	1 124	1 036	709	-232	302	258	374
Services autres que financiers	676	684	786	795	556	500	611	597	120	184	175	198
Pays de contrepartie: Japon												
Biens et services	934	825	861	1 046	557	429	415	521	377	395	445	524
Biens	26	38	50	32	112	84	57	35	-86	-47	-7	-3
Services	908	787	811	1 014	445	345	358	486	463	442	453	527
Services financiers	847	724	745	956	373	296	302	445	474	428	443	511
Services autres que financiers	61	63	65	57	72	49	56	41	-11	14	10	16

Source: BCL, STATEC

Tableau 5: Echanges de biens et services par pays partenaire (suite 2)

Libellé	Credit				Debit				Net			
	2006	2007	2008	2009	2006	2007	2008	2009	2006	2007	2008	2009
Pays de contrepartie: Russie												Unité: mio EUR
Biens et services	203	249	286	244	110	86	43	40	94	163	243	204
Biens	135	154	168	105	74	47	11	6	61	107	156	98
Services	68	96	119	139	36	39	32	33	32	56	87	106
Services financiers	22	27	24	25	4	8	6	8	18	19	19	17
Services autres que financiers	46	68	95	114	32	31	26	25	14	37	68	89
Pays de contrepartie: Suisse												
Biens et services	4 293	5 001	5 005	4 201	3 140	4 219	4 587	3 621	1 153	782	418	580
Biens	260	242	410	384	658	388	397	272	-398	-146	13	111
Services	4 034	4 759	4 595	3 817	2 482	3 831	4 190	3 349	1 551	928	405	468
Services financiers	3 502	4 164	3 900	3 198	2 148	2 361	2 271	1 601	1 354	1 803	1 629	1 598
Services autres que financiers	531	595	695	619	335	1 470	1 920	1 748	197	-876	-1 224	-1 129
Pays de contrepartie: Brésil												
Biens et services	120	165	172	130	53	59	55	36	67	106	116	93
Biens	29	35	23	17	29	29	28	12	0	5	-5	5
Services	90	130	148	113	24	29	27	24	67	101	121	88
Services financiers	48	54	25	26	11	19	10	10	37	34	15	15
Services autres que financiers	43	76	123	87	13	10	17	14	30	66	106	73
Pays de contrepartie: Inde												
Biens et services	395	360	105	102	96	89	198	99	300	271	-94	3
Biens	337	232	35	34	61	23	158	55	276	209	-123	-21
Services	58	127	70	68	35	66	40	44	23	61	30	24
Services financiers	40	111	28	32	17	43	14	16	23	68	14	16
Services autres que financiers	19	16	42	36	18	22	26	28	0	-7	15	8
Pays de contrepartie: Chine												
Biens et services	312	344	359	300	181	182	180	132	131	162	179	167
Biens	175	186	160	132	104	104	88	57	71	83	72	76
Services	137	158	199	167	77	79	92	76	60	79	107	91
Services financiers	79	41	26	33	9	10	7	9	70	31	20	24
Services autres que financiers	58	117	173	134	69	69	85	67	-10	48	87	67
Pays de contrepartie: Hong-Kong												
Biens et services	535	574	604	524	335	374	378	330	201	200	226	194
Biens	41	47	20	83	151	155	138	139	-110	-108	-118	-55
Services	495	527	584	441	184	220	240	191	310	308	343	250
Services financiers	223	257	258	240	102	140	145	122	121	117	113	118
Services autres que financiers	272	270	326	201	82	80	96	70	189	190	230	131
Pays de contrepartie: Taïwan												
Biens et services	310	523	347	440	124	186	153	231	187	336	195	210
Biens	15	16	13	13	26	24	30	28	-11	-8	-17	-15
Services	296	507	335	427	98	162	122	203	198	344	212	224
Services financiers	278	485	318	410	89	155	110	196	189	330	209	213
Services autres que financiers	18	22	16	18	9	7	13	7	9	14	4	11

Source: BCL, STATEC

Tableau 6: Exportations de services – principaux pays partenaires

Rang	Libellé	Unité: mio EUR								Parts relatives en %			
		2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2002	2005	2008	2009
	Monde	21 768	22 511	27 312	32 875	40 365	47 784	48 418	43 837	100.0	100.0	100.0	100.0
1	Allemagne	4 107	4 283	5 227	6 294	7 705	9 098	9 245	8 360	18.9	19.1	19.1	19.1
2	Royaume-Uni	1 582	1 891	2 553	3 315	4 197	5 275	6 928	6 479	7.3	10.1	14.3	14.8
3	Belgique	2 992	3 011	3 321	4 022	4 532	5 197	5 372	4 671	13.7	12.2	11.1	10.7
4	France	2 394	2 559	3 146	3 498	4 017	4 441	4 717	4 298	11.0	10.6	9.7	9.8
5	Suisse	2 930	2 863	3 278	3 814	4 034	4 759	4 595	3 817	13.5	11.6	9.5	8.7
6	Italie	2 149	1 910	2 536	3 018	3 560	3 987	3 473	2 875	9.9	9.2	7.2	6.6
7	Etats-Unis d'Amérique	1 299	1 158	1 237	1 581	1 795	2 109	2 080	1 877	6.0	4.8	4.3	4.3
8	Pays-Bas	1 100	1 099	1 302	1 583	1 801	2 164	2 188	1 797	5.1	4.8	4.5	4.1
9	Japon	450	575	715	875	908	787	811	1 014	2.1	2.7	1.7	2.3
10	Espagne	286	419	565	654	810	837	820	778	1.3	2.0	1.7	1.8
11	Suède	313	345	449	533	604	640	648	670	1.4	1.6	1.3	1.5
12	Hong-Kong	193	230	290	377	495	527	584	441	0.9	1.1	1.2	1.0
13	Taiwan	105	139	137	181	296	507	335	427	0.5	0.5	0.7	1.0
14	Irlande	163	147	227	278	333	434	507	412	0.8	0.8	1.0	0.9
15	Caïmanes (îles)	65	62	66	115	151	148	229	252	0.3	0.3	0.5	0.6
16	Danemark	86	92	103	117	143	220	247	226	0.4	0.4	0.5	0.5
17	Singapour	50	89	115	155	165	216	234	225	0.2	0.5	0.5	0.5
18	Finlande	52	60	85	118	170	329	220	222	0.2	0.4	0.5	0.5
19	Autriche	118	94	114	147	282	299	243	209	0.5	0.4	0.5	0.5
20	Pologne	30	49	42	55	140	162	170	199	0.1	0.2	0.4	0.5
21	Canada	39	50	40	64	105	101	186	180	0.2	0.2	0.4	0.4
22	Chine	49	90	121	141	137	158	199	167	0.2	0.4	0.4	0.4
23	Bermudes	43	31	73	76	136	170	201	157	0.2	0.2	0.4	0.4
24	Jersey	57	48	78	104	211	169	202	155	0.3	0.3	0.4	0.4
25	Portugal	72	84	92	103	177	148	167	147	0.3	0.3	0.3	0.3
26	Norvège	41	43	51	75	109	150	139	146	0.2	0.2	0.3	0.3
27	Russie	25	33	31	33	68	96	119	139	0.1	0.1	0.2	0.3
28	Grèce	46	46	59	59	119	171	143	126	0.2	0.2	0.3	0.3
29	Emirats Arabes Unis	11	11	21	43	85	102	111	118	0.1	0.1	0.2	0.3
30	Brésil	31	33	39	43	90	130	148	113	0.1	0.1	0.3	0.3
31	Man (île de)	12	21	21	25	205	239	104	104	0.1	0.1	0.2	0.2
32	Vierges britanniques (îles)	67	62	81	120	140	137	125	104	0.3	0.4	0.3	0.2
33	Afrique du Sud	34	33	39	50	68	117	107	97	0.2	0.2	0.2	0.2
34	Australie	17	18	32	43	93	145	138	96	0.1	0.1	0.3	0.2
35	Mexique	12	28	35	37	40	50	43	79	0.1	0.1	0.1	0.2
36	Bahamas	20	18	26	21	22	35	55	78	0.1	0.1	0.1	0.2
37	Tchéquie	16	20	28	36	41	90	60	75	0.1	0.1	0.1	0.2
38	Inde	27	28	35	41	58	127	70	68	0.1	0.1	0.1	0.2
39	Monaco	29	31	30	35	57	72	75	62	0.1	0.1	0.2	0.1
40	Turquie	47	28	34	41	96	122	110	62	0.2	0.1	0.2	0.1
41	Chili	13	26	12	14	33	45	38	59	0.1	0.0	0.1	0.1
42	Panama	28	31	32	45	66	73	64	59	0.1	0.1	0.1	0.1
43	Slovaquie	3	5	11	10	36	63	41	57	-	-	0.1	0.1
44	Arabie Saoudite	12	10	7	12	52	71	81	54	0.1	-	0.2	0.1
45	Liechtenstein	19	17	20	22	29	31	32	51	0.1	0.1	0.1	0.1
46	Chypre	5	10	19	21	49	51	44	50	-	0.1	0.1	0.1
47	Corée du Sud	15	43	68	99	87	57	43	46	0.1	0.3	0.1	0.1
48	Malaisie	17	13	12	11	39	59	62	46	0.1	-	0.1	0.1
49	Guernesey	18	22	25	28	49	48	48	44	0.1	0.1	0.1	0.1
50	Malte	3	5	7	9	44	76	54	37	-	-	0.1	0.1

Source: BCL, STATEC

Tableau 7: Importations de services – principaux pays partenaires

Rang	Libellé	Unité: mio EUR								Parts relatives en %			
		2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2002	2005	2008	2009
	Monde	13 153	13 706	16 844	19 810	23 765	27 638	28 065	25 841	100.0	100.0	100.0	100.0
1	Allemagne	2 094	2 249	3 022	3 547	4 115	4 316	4 182	4 235	15.9	17.9	14.9	16.4
2	Royaume-Uni	1 219	1 265	1 782	2 390	2 980	3 516	3 771	3 548	9.3	12.1	13.4	13.7
3	Suisse	1 605	1 664	1 658	2 086	2 482	3 831	4 190	3 349	12.2	10.5	14.9	13.0
4	Belgique	1 732	1 600	1 736	2 044	2 232	2 655	2 981	2 605	13.2	10.3	10.6	10.1
5	France	1 772	1 891	2 383	2 521	3 100	2 892	2 874	2 449	13.5	12.7	10.2	9.5
6	Italie	1 172	1 302	1 426	1 648	1 922	2 477	2 110	1 629	8.9	8.3	7.5	6.3
7	Etats-Unis d'Amérique	1 072	871	1 294	1 533	1 906	1 624	1 647	1 306	8.2	7.7	5.9	5.1
8	Pays-Bas	632	679	716	695	799	819	909	914	4.8	3.5	3.2	3.5
9	Singapour	25	39	40	39	49	277	542	698	0.2	0.2	1.9	2.7
10	Espagne	253	277	334	393	451	504	577	631	1.9	2.0	2.1	2.4
11	Japon	239	265	413	425	445	345	358	486	1.8	2.1	1.3	1.9
12	Suède	135	151	174	177	253	321	331	384	1.0	0.9	1.2	1.5
13	Irlande	173	333	483	627	805	713	412	246	1.3	3.2	1.5	1.0
14	Autriche	122	137	173	167	225	232	231	224	0.9	0.8	0.8	0.9
15	Taiwan	30	46	37	49	98	162	122	203	0.2	0.2	0.4	0.8
16	Hong-Kong	68	81	118	126	184	220	240	191	0.5	0.6	0.9	0.7
17	Portugal	112	123	138	147	183	176	185	186	0.8	0.7	0.7	0.7
18	Turquie	26	15	41	67	92	105	170	176	0.2	0.3	0.6	0.7
19	Danemark	41	54	52	67	82	131	107	122	0.3	0.3	0.4	0.5
20	Grèce	44	46	51	58	72	114	102	112	0.3	0.3	0.4	0.4
21	Finlande	27	33	38	40	61	98	81	104	0.2	0.2	0.3	0.4
22	Bermudes	25	34	55	44	82	99	73	93	0.2	0.2	0.3	0.4
23	Caïmanes (îles)	9	10	10	33	21	44	50	85	0.1	0.2	0.2	0.3
24	Norvège	14	17	19	36	37	65	65	79	0.1	0.2	0.2	0.3
25	Chine	16	19	35	36	77	79	92	76	0.1	0.2	0.3	0.3
26	Jersey	33	27	18	90	57	58	75	74	0.3	0.5	0.3	0.3
27	Canada	26	32	31	36	47	63	70	74	0.2	0.2	0.3	0.3
28	Pologne	14	16	17	30	44	66	79	72	0.1	0.2	0.3	0.3
29	Tchéquie	22	21	29	40	42	58	67	59	0.2	0.2	0.2	0.2
30	Man (île de)	9	9	10	4	25	75	37	54	0.1	-	0.1	0.2
31	Monaco	18	15	16	20	35	42	54	51	0.1	0.1	0.2	0.2
32	Australie	14	12	16	29	35	54	71	47	0.1	0.1	0.3	0.2
33	Inde	6	9	17	21	35	66	40	44	-	0.1	0.1	0.2
34	Afrique du Sud	10	8	16	32	23	42	43	43	0.1	0.2	0.2	0.2
35	Azerbaïdjan	2	3	5	6	10	29	56	38	-	-	0.2	0.1
36	Hongrie	11	13	16	18	22	38	46	37	0.1	0.1	0.2	0.1
37	Emirats Arabes Unis	9	10	14	20	19	41	56	35	0.1	0.1	0.2	0.1
38	Russie	10	11	14	25	36	39	32	33	0.1	0.1	0.1	0.1
39	Slovaquie	2	3	4	6	11	27	20	29	-	-	0.1	0.1
40	Bahamas	14	11	12	10	11	15	19	29	0.1	0.1	0.1	0.1
41	Guernesey	10	22	30	17	17	31	28	28	0.1	0.1	0.1	0.1
42	Chili	2	5	3	4	6	21	24	27	-	-	0.1	0.1
43	Chypre	4	3	5	7	9	21	20	27	-	-	0.1	0.1
44	Vierges britanniques (îles)	28	21	26	33	30	33	29	26	0.2	0.2	0.1	0.1
45	Arabie Saoudite	3	2	1	3	10	26	29	25	-	-	0.1	0.1
46	Malte	2	6	7	8	10	25	22	24	-	-	0.1	0.1
47	Brésil	9	10	13	21	24	29	27	24	0.1	0.1	0.1	0.1
48	Israël	5	4	6	6	14	16	18	23	-	-	0.1	0.1
49	Liechtenstein	11	6	10	8	8	11	11	22	0.1	-	-	0.1
50	Corée du Sud	5	8	9	13	24	28	22	22	-	0.1	0.1	0.1

Source: BCL, STATEC

Tableau 8: Exportations et importations de services – zones partenaires

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2002	2005	2007	2008	2009
	Unité: mio EUR								Parts relatives en %				
Exportations													
Monde	21 768	22 511	27 312	32 875	40 365	47 784	48 418	43 837	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Intra zone-euro	13 507	13 744	16 705	19 811	23 583	27 234	27 301	24 132	62.1	60.3	57.0	56.4	55.0
Extra zone-euro	8 261	8 768	10 607	13 065	16 782	20 550	21 117	19 705	37.9	39.7	43.0	43.6	45.0
Intra EU-15	15 746	16 338	20 129	24 082	28 954	33 803	35 448	31 796	72.3	73.3	70.7	73.2	72.5
Extra EU-15	6 022	6 173	7 183	8 794	11 411	13 981	12 970	12 041	27.7	26.7	29.3	26.8	27.5
Intra EU-25	15 826	16 449	20 271	24 256	29 392	34 372	35 928	32 317	72.7	73.8	71.9	74.2	73.7
Extra EU-25	5 942	6 062	7 041	8 619	10 973	13 412	12 489	11 520	27.3	26.2	28.1	25.8	26.3
Intra EU-27	15 830	16 453	20 278	24 266	29 424	34 402	35 971	32 352	72.7	73.8	72.0	74.3	73.8
Extra EU-27	5 938	6 059	7 034	8 609	10 941	13 382	12 446	11 485	27.3	26.2	28.0	25.7	26.2
Europe	19 012	19 567	23 880	28 491	34 413	40 185	41 428	37 003	87.3	86.7	84.1	85.6	84.4
Afrique	71	76	86	101	253	353	314	330	0.3	0.3	0.7	0.6	0.8
Asie	971	1 281	1 594	2 015	2 680	3 442	3 000	3 041	4.5	6.1	7.2	6.2	6.9
Amerique	1 663	1 544	1 702	2 199	2 878	3 571	3 470	3 317	7.6	6.7	7.5	7.2	7.6
Amérique du Nord	1 338	1 208	1 277	1 645	1 906	2 228	2 266	2 058	6.1	5.0	4.7	4.7	4.7
APEC	2 298	2 509	2 860	3 630	4 374	5 007	4 983	4 929	10.6	11.0	10.5	10.3	11.2
ACP	94	91	106	123	360	466	435	538	0.4	0.4	1.0	0.9	1.2
OCDE	20 671	21 243	25 738	30 872	36 555	42 525	43 966	39 524	95.0	93.9	89.0	90.8	90.2
OPEP	38	40	55	98	235	385	290	275	0.2	0.3	0.8	0.6	0.6
	Unité: mio EUR								Parts relatives en %				
Importations													
Monde	13 153	13 706	16 844	19 810	23 765	27 638	28 065	25 841	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Intra zone-euro	8 152	8 684	10 516	11 906	14 004	15 057	14 754	13 483	62.0	60.1	54.5	52.6	52.2
Extra zone-euro	5 001	5 021	6 328	7 904	9 762	12 581	13 311	12 359	38.0	39.9	45.5	47.4	47.8
Intra EU-15	9 557	10 156	12 528	14 542	17 323	19 016	18 912	17 445	72.7	73.4	68.8	67.4	67.5
Extra EU-15	3 596	3 549	4 316	5 268	6 442	8 622	9 153	8 396	27.3	26.6	31.2	32.6	32.5
Intra EU-25	9 622	10 230	12 622	14 662	17 483	19 292	19 209	17 742	73.2	74.0	69.8	68.4	68.7
Extra EU-25	3 531	3 475	4 222	5 148	6 282	8 346	8 856	8 099	26.8	26.0	30.2	31.6	31.3
Intra EU-27	9 630	10 241	12 638	14 680	17 503	19 315	19 249	17 764	73.2	74.1	69.9	68.6	68.7
Extra EU-27	3 523	3 465	4 205	5 130	6 262	8 323	8 816	8 077	26.8	25.9	30.1	31.4	31.3
Europe	11 377	12 042	14 483	17 074	20 329	23 620	23 902	21 660	86.5	86.2	85.5	85.2	83.8
Afrique	61	46	57	82	82	147	184	186	0.5	0.4	0.5	0.7	0.7
Asie	446	531	750	805	1 069	1 608	1 780	2 067	3.4	4.1	5.8	6.3	8.0
Amerique	1 219	1 031	1 493	1 774	2 208	2 144	2 080	1 853	9.3	9.0	7.8	7.4	7.2
Amérique du Nord	1 098	903	1 325	1 569	1 954	1 693	1 717	1 380	8.3	7.9	6.1	6.1	5.3
APEC	1 534	1 425	2 053	2 358	2 965	3 011	3 303	3 259	11.7	11.9	10.9	11.8	12.6
ACP	60	46	51	72	85	164	162	260	0.5	0.4	0.6	0.6	1.0
OCDE	12 618	13 112	16 106	18 904	22 552	25 399	25 765	23 213	95.9	95.4	91.9	91.8	89.8
OPEP	23	24	34	54	67	145	126	110	0.2	0.3	0.5	0.4	0.4
	Unité: mio EUR								Taux de couverture en %				
Net													
Monde	8 615	8 806	10 468	13 065	16 600	20 146	20 352	17 996	166	166	173	173	170
Intra zone-euro	5 355	5 059	6 190	7 905	9 580	12 177	12 547	10 649	166	166	181	185	179
Extra zone-euro	3 260	3 746	4 279	5 160	7 020	7 969	7 806	7 347	165	165	163	159	159
Intra EU-15	6 189	6 182	7 601	9 539	11 631	14 786	16 535	14 351	165	166	178	187	182
Extra EU-15	2 426	2 624	2 867	3 526	4 969	5 360	3 817	3 645	167	167	162	142	143
Intra EU-25	6 204	6 219	7 649	9 594	11 909	15 080	16 719	14 575	164	165	178	187	182
Extra EU-25	2 411	2 587	2 819	3 471	4 691	5 066	3 633	3 421	168	167	161	141	142
Intra EU-27	6 200	6 212	7 640	9 586	11 920	15 087	16 722	14 588	164	165	178	187	182
Extra EU-27	2 415	2 594	2 829	3 479	4 679	5 059	3 630	3 408	169	168	161	141	142
Europe	7 635	7 526	9 397	11 417	14 084	16 565	17 526	15 343	167	167	170	173	171
Afrique	10	30	29	20	171	205	130	145	117	124	239	171	178
Asie	525	750	844	1 210	1 611	1 834	1 220	974	218	250	214	169	147
Amerique	444	513	209	424	671	1 427	1 390	1 464	136	124	167	167	179
Amérique du Nord	240	304	-47	76	-48	535	549	678	122	105	132	132	149
APEC	764	1 084	807	1 272	1 409	1 995	1 680	1 671	150	154	166	151	151
APC	34	45	54	51	274	301	273	278	157	171	284	269	207
OCDE	8 053	8 131	9 632	11 967	14 004	17 126	18 201	16 311	164	163	167	171	170
OPEP	15	16	20	43	167	240	165	164	166	180	266	231	249

Source: BCL, STATEC